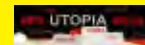


SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page*2:
Editions Page deux

SYLÉPSE



Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari Editore (Italie), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'aux blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entre-leslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>

15 MARS 2023

ISBN: 979-10-399-01-46-8

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES - 75020 PARIS

Illustrations: DR

VIENT DE PARAÎTRE



TABLE DES MATIÈRES

« LA RESTAURATION DES FRONTIÈRES DE L'UKRAINE AVEC LA RUSSIE
ENTRAÎNERA LA CESSATION IMMÉDIATE DES HOSTILITÉS »

PATRICK SILBERSTEIN

6

APRÈS LA GUERRE, LES TRAVAILLEURS UKRAINIENS N'ACCEPTERONT PLUS JAMAIS D'ÊTRE EXPLOITÉS

YURI SAMOILOV

10

L'UKRAINE A BESOIN D'ALLIÉS, PAS DE DISCOURS DE NEUTRALITÉ

ZAKHAR POPOVITCH

15

FÉMINISME EN UKRAINE

L'AUTO-ORGANISATION NE DISPARÂÎTRA PAS SANS LAISSER DE TRACES

ENTRETIEN AVEC BILKIS

21

INTERNATIONALISME

ESPACE INTERNATIONAL DE LA CGT

27

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

CHRISTIAN MAHIEUX

28

NOTRE PLACE EST TOUJOURS AUX CÔTÉS DE LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE

MARIANA SANCHEZ

29

CONTRE LE FRENCH CAMP-CAMP

ANTI-IMPÉRIALISMES ET INTERNATIONALISMES

ÉRIC SIMON

40

CONTRE L'IMPÉRIALISME RUSSE ET L'ASSUJETTISSEMENT AUX POUVOIRS NÉOLIBÉRAUX

ENTRETIEN AVEC ALONA LIASHEVA

51

PRISES DE POSITION

SOUTIEN AU PEUPLE UKRAINIEN, UN AN APRÈS L'INVASION RUSSE

PATRICK BAUDOUIN

58

LES UKRAINIENS PAYENT DE LEURS VIES LE CYNISME DES UNS ET LA BARBARIE DES AUTRES

JEAN-MARC ROYER

60

CE QUE LA GUERRE A RÉVÉLÉ SUR LA NATURE DES SOCIÉTÉS UKRAINIENNE ET RUSSE

ROGER BLANMAILLAND, DANIEL TANURO, JEAN VOGEL, LAURENT VOGEL

69

L'ANTI-IMPÉRIALISME DOIT SE MANIFESTER EN UKRAINE

SILVIO PRADO

71

COMBIEN DE TEMPS ENCORE CELA PEUT-IL DURER ?

BORIS KAGARLITSKY

74

LA GAUCHE UKRAINIENNE EN INDE

SOTSIALNYI RUKH EN INDE

79

MULTIPOLARITÉ, LE MANTRA DE L'AUTORITARISME

KAVITA KRISHNAN

82

UN PEU D'HISTOIRE

BRÈVE HISTOIRE DU SÉPARATISME DU DONBASS

KONSTANTIN SKORKIN

89

LES UKRAINIENS DANS LA GUERRE D'ESPAGNE

PATRICK LE TRÉHONDAT

97

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

À MARIOUPOL OCCUPÉ, LES CHAUFFEURS DE BUS SONT EN GRÈVE

103

LES ÉTUDIANTS UKRAINIENS DOIVENT AVOIR LE DROIT À L'ÉDUCATION MÊME EN TEMPS DE GUERRE

INTERVIEW DE ARTEM KLEPACH

103

LE PRIX NOBEL DE LA PAIX 2022 CONDAMNÉ À DIX ANS DE PRISON

DÉCLARATION CENTRE DE DÉFENSE DES DROITS MEMORIAL

106

BOÎTES ALERTES

LA SOLIDARITÉ, C'EST DU CINÉMA !

109

CULTURE EN RÉSISTANCE

ARIANE MNOUCHKINE

111





Communiqué du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU)



Vendredi 10 mars, des médias russes ont annoncé que trois prisonniers de guerre ukrainiens, dont Maksym Butkevych, ont été « reconnus coupables » de crimes de guerre par les « cours suprêmes » des « Républiques populaires membres de la Fédération de Russie » de Donetsk et de Louhansk et condamnés à 13 ans pour Maksym, 18 et demi ans pour Vladislav Chel et 8 ans et demi pour Viktor Prokhozei. Ces « condamnations » en annoncent d'autres.

Maksym Butkevych est un prisonnier très célèbre, connu en Ukraine mais aussi internationalement depuis des années, comme défenseur des migrants – il avait collaboré avec le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR) –, comme défenseur des droits humains, comme antifasciste. Il a coordonné la campagne européenne pour la défense des prisonniers de Crimée Oleg Sentsov et Alexandr Koltchenko, libérés en 2019 des prisons russes. Il est de longue date un activiste étudiant, puis de la société civile, en Ukraine, et défend des idées libertaires pour un monde sans domination ni oppression. C'est aussi un journaliste reconnu : il a fondé Hromadske Radio, collaboré avec BBC World Service et plusieurs chaînes ukrainiennes. Antimilitariste convaincu, il avait pourtant décidé de s'engager dans l'armée ukrainienne pour la défense du peuple et des civils, en mars 2022 et avait pris part à la libération de Boutcha.

Prisonnier depuis juin 2022, la propagande russe le présente comme un « nazi » et un « fasciste », des calomnies visant à préparer le « procès de Moscou » à Louhansk qui s'est tenu le 10 mars 2023. Il a été condamné accusé d'avoir tiré au lance-roquettes en visant des civils à Severodonetsk le 4 juin 2022. Selon 12 organisations ukrainiennes et biélorusses des défense des droits humains, Hromadske Radio et le centre des droits humains Zmina, son unité n'a jamais été déployée à Severodonetsk.

Cette accusation infâme vise à faire passer pour « nazi » un défenseur reconnu des droits humains en Ukraine comme en Russie. Comme l'indique Amnesty International, la vraie atteinte au « droit de la guerre » est l'absence de tout procès équitable envers les prisonniers de guerre. Et la condamnation à 13 ans dans les caves du régime de Louhansk, si elle est appliquée à Maksym et à ses codétenus, s'apparente à une condamnation à mort déguisée.

Le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) avait déjà lancé une campagne, à l'automne dernier, au cours de laquelle de nombreuses organisations démocratiques, politiques, associatives, syndicales, des élu·es et des personnalités avaient pris position pour exiger la libération de Maksym Butkevitch. Il faut que toutes ces structures et personnalités refassent entendre leur voix : il y a urgence ! La pression de l'opinion publique démocratique est indispensable pour sauver Maksym et les autres prisonniers condamnés par les tribunaux fantoches ou qui sont entre les mains de l'armée russe.

Ils peuvent être sauvés. Leur libération doit devenir le symbole de la cause de la vérité contre le « mensonge triomphant qui passe » (Jaurès), pour la vérité et la justice !

**Liberté pour Maksym Butkevych
et pour les autres prisonniers et prisonnières de l'armée russe !**



« LA RESTAURATION DES FRONTIÈRES DE L'UKRAINE AVEC LA RUSSIE ENTRAÎNERA LA CESSATION IMMÉDIATE DES HOSTILITÉS »

« J'ai toujours tâché de vivre dans une tour d'ivoire, mais une marée de merde en bat les murs, à la faire crouler », Gustave Flaubert, lettre à Ivan Tourgueniev, 13 novembre 1872.

PATRICK SILBERSTEIN¹



Le 22 février, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a ouvert la session de l'Assemblée générale de l'organisation internationale par ces mots : l'invasion de l'Ukraine par la Russie est « un affront à la conscience collective » avant de rappeler l'attachement de l'ONU à « la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, dans ses frontières internationalement reconnues ». Le lendemain, l'Assemblée générale a exigé « de nouveau » que « la Fédération de Russie retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du pays ». Dans sa résolution, l'Assemblée appelait à la « cessation des hostilités » et soulignait « la nécessité de parvenir [...] à une paix globale, juste et durable en Ukraine, conformément aux principes de la Charte des Nations unies² ».

De son côté, dès le mois de novembre dernier, le président ukrainien avait formulé une proposition de paix en s'inspirant des mêmes principes : « Nous devons rétablir la validité du droit international – et cela sans aucun compromis avec l'agresseur. Car la Charte des Nations unies ne peut être appliquée de manière partielle, sélective ou selon son bon vouloir. La Russie doit réaffirmer l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans le cadre des résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies et des documents internationaux³. » Il ajoutait que « la Russie doit retirer toutes ses troupes et formations armées du territoire de l'Ukraine » et que la restauration des frontières de l'Ukraine avec la Russie entraînerait la « cessation réelle et complète des hostilités ». Il rappelait également une autre position : « Les pourparlers, quels qu'ils soient, *doivent être menés de manière publique, et non pas en coulisses*⁴. »

Les choses semblent claires. L'agressé déclare qu'il cessera les hostilités dès le retrait des troupes de l'envahisseur. Les Nations unies exigent le retrait « sans condition » de l'envahisseur au-delà des frontières

1. Membre des Brigades éditoriales de solidarité.

2. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler que la résolution en question a été adoptée par 141 voix contre sept (le Bélarus, la Corée du Nord, l'Érythrée, le Mali, le Nicaragua, la Russie, la Syrie – excusez du peu) et onze abstentions (dont Cuba, la Chine, l'Inde et l'Iran).

3. Lire le texte intégral : www.syllepse.net/syllepse_images/solidarite---avec-lukraine-re--sistante--n-deg-16.pdf. Dans le précédent volume de *Solidarité avec l'Ukraine résistante* (n° 16, p. 43), une maladresse de montage a pu laisser penser que le texte intitulé « Plan de paix pour l'Ukraine » était l'œuvre de Yorgos Mitralias. En réalité, notre ami Yorgos n'était que l'auteur de la présentation de la déclaration officielle du président ukrainien. Merci de bien vouloir nous excuser de cette maladresse. Quoi qu'il en soit, tant la proposition ukrainienne que d'ailleurs l'introduction de Yorgos resituaient parfaitement les enjeux.

4. *Courrier International*, 17 novembre 2022. Souligné par moi.

«internationalement reconnues». Quant à l'agresseur, chacun-e appréciera ce qu'il dit et fait...

De son côté, un intellectuel de renom, Jürgen Habermas, a saisi le moment du premier anniversaire de la guerre totale déclenchée par la dictature de Moscou pour publier un «Plaidoyer pour des négociations¹». Le philosophe nous explique que si «l'Ukraine ne doit pas perdre la guerre», il serait toutefois «inopérant de dire que seule l'une des parties engagées dans la guerre peut décider de son objectif de guerre et, le cas échéant, du moment des négociations». Les objectifs de guerre des deux parties étant largement connus, il nous propose rien de moins que de résoudre le paradoxe de l'âne de Buridan². Enfin, selon lui, la guerre étant de plus en plus meurtrière, même les «partisans du droit international» devraient «faire des tentatives énergiques pour entamer des négociations et chercher une solution de compromis qui ne permette pas à la partie russe d'obtenir un gain territorial par rapport à la situation du début du conflit, mais lui permette de sauver la face³». Décidément l'âne de Buridan est de retour...

Abandonnant l'âne à son indécision, le philosophe nous administre une magistrale leçon de sophisme, digne du mauvais élève de terminale D que je fus et dont les cours de philo furent interrompus par

Mai 68. Je cite : «L'objectif de nos livraisons d'armes est-il que le pays “ne puisse pas perdre la guerre” ou ces livraisons visent-elles plutôt une “victoire” sur la Russie?» Notre philosophe nous en apprend une belle, je résume pour qui ne regarde pas BFM TV attentivement depuis un an : les chancelleries occidentales sont divisées entre celles qui pensent qu'il faut aider militairement l'Ukraine «pour vaincre la Russie et restaurer ainsi l'intégrité territoriale du pays, y compris la Crimée» et celles qui voudraient «forcer les tentatives d'instaurer un cessez-le-feu et d'entamer des négociations qui, au moins avec le rétablissement du *statu quo* d'avant le 23 février 2022, permettraient d'éviter une possible défaite». On chercherait en vain dans ce texte la moindre esquisse de compromis, la moindre référence à la volonté de la nation qui résiste à l'invasion et à l'impérialisme.

Enfin, Jürgen Habermas, qui semble bien peu préoccupé par ce que les gens du commun font et souhaitent, affirme l'urgence d'une «réglementation dans toute la région de l'Europe centrale et orientale, qui va au-delà des objets de litige des actuels belligérants». Ce serait basement polémique que de penser qu'il faut mettre les peuples de ces régions sous tutelle en respectant la Fédération de Russie (c'est-à-dire, c'est moi qui le dis, son intégrité puisque les peuples qui la composent ne sont que des sujets).

Le titre même de la tribune d'Habermas, «Plaidoyer pour des négociations», nous tire par la manche vers le Projet de paix perpétuel de Emmanuel Kant, dont il se veut le disciple lointain. Pourtant, dans la leçon qu'il nous administre aujourd'hui – il s'agit d'ailleurs plus d'une supplique aux puissants du moment que d'une adresse aux citoyens du monde –, Habermas oublie que le philosophe de Königsberg aspirait à la constitution d'un gouvernement mondial, d'une

1. *Le Monde*, 22 février 2023.

2. Parabole selon laquelle un âne meurt de faim pour avoir hésité entre deux picotins d'avoine placés à égale distance de lui.

3. Je rappellerai ici ce que dit fort justement Yorgos Mitralias : «Prêchant – d'une façon ou d'une autre – la nécessité de “ne pas humilier Poutine”, la plupart de ces propositions de paix sont conditionnées par le besoin des grandes puissances occidentales de ne pas couper les ponts avec la Russie, son marché et ses matières premières. C'est d'ailleurs pourquoi l'aide militaire offerte par les pays occidentaux à l'Ukraine fait imperceptiblement penser à celle offerte jadis par les pays du «socialisme réellement existant» au Vietnam luttant contre l'agression américaine : suffisante pour ne pas être vaincu mais insuffisante pour vaincre...», *Solidarité avec l'Ukraine résistante*, n° 16, p. 43.



«fédération d'États libres», d'une «association fédérative» des nations, qui soit le garant du droit et de la paix¹. Loin de moi l'outrecuidance de vouloir donner une leçon à Jürgen Habermas, mais il devrait descendre de son Olympe, de sa tour d'ivoire – comme on disait autrefois des mandarins –, pour prendre en compte le réel. En effet, quoi qu'on pense de l'ONU, notamment de ses limitations notamment du fait de l'existence du conseil de sécurité, l'«association fédérative» dont parlait Kant existe bel et bien; et elle exige que la paix revienne par le retrait complet, inconditionnel et immédiat des troupes russes d'Ukraine.

Zakhar Popovitch, dont on trouvera dans ce volume une longue interview², n'a sans doute pas lu la tribune de Jürgen Habermas, pas plus qu'il n'a lu celles de certains parlementaires de la gauche française qui prennent peu à peu leur distance – et c'est tant mieux – avec les propos lénifiants du pacifisme intégral ou de l'alignement plus ou moins critique sur Moscou³. Ses propos sont non seulement une musique que les internationalistes aiment entendre et interpréter dans la société, c'est aussi une réponse nette et claire aux partisans de la négociation à tout prix. Il mérite d'être longuement cité :

Une condition préalable à toute discussion sur la paix doit être la fin de l'agression russe. Sans la fin des bombardements et de l'offensive russe, il est ridicule d'en parler. Bien sûr, nous avons besoin d'une paix juste et démocratique. Nous avons besoin d'un débat public et de négociations publiques sur

la paix⁴, mais il semble que tant que l'armée russe n'aura pas subi une défaite écrasante, il est peu probable que les autorités russes se rendent compte de cette nécessité. [...] Ce n'est qu'alors, une fois que celles et ceux qui ont été forcés de quitter le pays seront rentrés, que nous pourrions parler du début d'un processus démocratique pacifique, d'élections locales et de référendums surveillés par l'OSCE et d'autres observateurs internationaux. [...]

Si la Russie était prête à discuter du retrait de ses troupes et du déploiement de forces internationales de maintien de la paix dans les territoires occupés du Donetsk et du Louhansk, ainsi qu'en Crimée, de telles négociations pourraient avoir un sens. Et plus tôt les autorités russes commenceront à retirer leurs troupes, plus de vies seront sauvées et moins les conséquences de la guerre seront horribles. [...] Les livraisons de chars signifient bien sûr la préparation d'une nouvelle escalade des hostilités, nous en sommes bien conscients. Malheureusement, tant que l'armée russe ne met pas fin à son agression, l'alternative à l'escalade ne peut être qu'une destruction plus ou moins rapide de l'Ukraine par l'agresseur russe. [...]

L'Ukraine a déclaré à plusieurs reprises qu'elle n'avait pas l'intention d'utiliser ses forces armées en dehors de son territoire : les armes actuellement envoyées en Ukraine ne menacent pas les civils en Russie ou dans d'autres pays. Ces armes sont et seront utilisées uniquement contre un agresseur armé qui a envahi notre territoire. [...] Libérer la Russie du régime criminel de Poutine n'est pas une tâche pour l'armée ukrainienne, mais pour les Russes eux-mêmes. Nous ne pouvons qu'espérer que la défaite de l'armée d'invasion de Poutine aidera les Russes à faire face à Poutine lui-même.

1. Emmanuel Kant, *Le projet de paix perpétuel*, Paris, Livre de poche, 2002.

2. Voir p. 15.

3. Les propositions du président brésilien d'un «groupe de paix», voire celles de la Chine, leur servent désormais de référence.

4. Des «pourparlers publics», rappelons-le à nouveau, ont été proposés par le président ukrainien.

[...] Je souhaite que l'Ukraine reste un pays non aligné fort, mais nous ne pourrions commencer à parler de statut neutre et non aligné que lorsque la menace militaire russe directe et immédiate aura été éliminée et que la machine militaire russe à nos frontières orientales aura été démantelée. Aujourd'hui, l'Ukraine a besoin d'alliés, pas de discours sur la neutralité.

Revenons à Habermas qui nous rappelle à juste titre que «le renversement d'un régime autoritaire n'est crédible et stable que s'il vient de la population concernée et s'il est donc porté de l'intérieur». Cela va de soi. Mais, car il y a un *mais*, dont la philosophe ne dit rien – un *mais* dialectique, dirait un autre philosophe –, la défaite militaire et la déroute politique du projet impérialiste russe sous les effets de la résistance populaire et militaire du peuple ukrainien ne sont-ils pas un extraordinaire catalyseur de la crise et de la débâcle du régime poutiniste, ainsi que d'un possible soulèvement démocratique des peuples enfermés dans la Fédération de Russie¹?



1. Voir p. 74, Boris Kagarlitsky, «Combien de temps encore cela peut-il durer?».

APRÈS LA GUERRE, LES TRAVAILLEURS UKRAINIENS N'ACCEPTERONT PLUS JAMAIS D'ÊTRE EXPLOITÉS

YURI SAMOÏLOV¹

Le 21 février, Yuri Samoïlov était à Varsovie pour une réunion organisée par le syndicat Inicjatywa Pracownicza (Initiative des travailleurs) et par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, à laquelle participaient des syndicalistes et des membres de la diaspora ukrainienne. C'était la première d'une série de réunions. Yuri Samoïlov allait également prendre la parole à Madrid, Lyon, Lisbonne, Milan, Padoue, Paris et Katowice.



PREMIÈRES IMPRESSIONS APRÈS LE PASSAGE DE LA FRONTIÈRE UKRAINO-POLONAISE

Lorsque je suis entré en Pologne depuis l'Ukraine, la première chose qui m'a frappé est l'absence de sirènes, d'alarmes. Au début, nos enfants, par exemple ma petite-fille, avaient peur des sirènes, ils se cachaient dans la cave. Maintenant, pendant l'alarme, les enfants se réjouissent : cela signifie qu'il n'y aura pas de cours !

La deuxième chose que j'ai remarquée est que les lumières sont allumées partout. Personne n'économise l'électricité, il n'y a pas de limites ou de problèmes techniques. À Kryvyi Rih, l'électricité est constamment coupée. En me rendant de ma ville vers la Pologne, j'ai vu que d'autres villes étaient également dans le noir. Même en étant ici, je regarde sans cesse ma montre : combien de temps reste-t-il

avant le couvre-feu ? Arriverai-je à temps à la maison ? Je n'arrive pas à réaliser qu'il n'y a pas de couvre-feu ici, en Pologne. Ici et en Ukraine – ce sont deux mondes différents.

COMMENT LES SYNDICATS FONCTIONNENT-ILS PENDANT LA GUERRE

Dans le syndicat que je représente, environ 300 personnes ont été mobilisées dans l'armée. Environ 200 personnes dont les épouses ou les maris sont membres de notre organisation se battent également. Au cours de l'année écoulée, plusieurs membres du syndicat ont été tués. La loi ukrainienne stipule qu'un homme ou une femme qui effectue son service militaire est toujours un employé de son usine et appartient donc toujours à un syndicat. Dans certaines usines, nous avons réussi à faire en sorte qu'un tel employé mobilisé continue à recevoir son salaire. Celui-ci est versé à sa famille.

Le syndicat a dû assumer des tâches dont il ne s'occupait pas auparavant. Les membres du syndicat nous appellent du front et nous disent ce dont ils ont besoin. Ils nous disent des choses précises. Nous savons que si nous ne les obtenons pas, tel soldat peut même mourir. Autre situation : une syndiquée a appris que son mari avait été tué. Grâce aux images des drones, elle savait où reposait son corps. Elle a demandé au syndicat d'obtenir l'autorisation de sortir le corps de la zone de combat, par les voies les plus appropriées. Mission terrible... Mais nous devons la faire.

1. Président du syndicat indépendant des mineurs de Kryvyi Rih.

Un autre problème auquel les syndicats ont été confrontés est celui des lieux de travail qui cessent de fonctionner – pour diverses raisons. Ou des situations où des missiles russes tombent sur des villes et des lieux de travail. Les gens sont littéralement tués en travaillant. C'était également le cas pour nous à Kryvyi Rih – deux membres de notre syndicat ont été tués dans de telles circonstances.

SUR LA GUERRE ET L'OCCUPATION

À un moment donné, le front est arrivé directement aux frontières de Kryvyi Rih. Notre ville est très étendue, sur plus de 125 kilomètres. Au printemps 2022, les troupes russes sont entrées dans les districts du sud. Elles n'y sont pas restées plus de deux semaines, puis le front a reculé. Mais même pendant ces deux semaines, ces soldats ont tué de nombreux civils, pillé de nombreuses maisons.

Dès le début de la guerre, je me suis rendu régulièrement sur la ligne de front. Après environ deux semaines, j'ai commencé à voir comment des groupes de réfugiés, des milliers de personnes, y compris des personnes âgées, sortaient des territoires occupés. Ils parcouraient des dizaines de kilomètres à pied; ils n'étaient pas autorisés à se déplacer en voiture. Je regardais cela comme si je regardais un film sur la Seconde Guerre mondiale. Mais cette fois, ce n'était pas un film, mais la vraie vie.

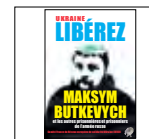
Le premier jour de la guerre, mon fils et mon petit-fils se sont engagés dans l'armée. Mon petit-fils a participé à la libération de Kherson. Il y avait 26 collègues dans le peloton. Aujourd'hui, quatre sont encore en vie. C'est difficile pour moi d'en parler. Je vous remercie d'être venus ce soir. Merci de ne pas être indifférents à tout cela. Je sais quel est l'état d'esprit des membres de mon syndicat qui se battent. Ils disent que oui, nous recevons des armes, mais que

nous en recevons encore trop peu. Ces armes sont en nombre insuffisant. Tout le monde a entendu parler de Bakhmout, de Soledar. Pourquoi avons-nous dû nous retirer de Soledar? Parce que nos soldats n'avaient plus rien pour tirer. Ils nous donnent un char. Mais avec le char, nous devrions aussi avoir des unités de soutien. Huit véhicules de soutien devraient accompagner un char. Et on n'a pas eu ça. Les membres de notre syndicat servent dans des unités d'artillerie automotrices. Les munitions leur sont livrées dans des véhicules civils ordinaires Zhiguli.

COMMENT LES OUVRIERS COMBATTANTS PRENNENT CONSCIENCE DE LEUR FORCE

Le syndicat pendant la guerre se bat avant tout pour assurer la survie de ses membres. Quant aux droits des travailleurs, je vais vous dire ceci. Notre syndicat compte 2400 membres. Nous ne sommes pas une grande organisation, mais nous sommes une organisation de combat. Avant la guerre, nous faisions grève pratiquement chaque année. Maintenant, comme je l'ai dit, il y a environ 300 syndicalistes dans l'armée. Plus ou moins deux bataillons de gens qui tuent, qui savent tuer.

Quand la guerre sera terminée et que ces gens reprendront le travail, chaque employeur devra se rappeler qu'ils peuvent tuer. Je ne cesse de le répéter: si votre employeur vous paie un bas salaire, il prive vos enfants d'un avenir. Pour vous aussi, mais surtout vos enfants. Vous avez donc deux possibilités: manger vos enfants, ce qui signifie ne pas leur donner d'avenir, ou manger votre employeur, ce qui nous semble plus acceptable. Tel est le principe de notre petit mais vaillant syndicat.





GRÈVES DES MINEURS

Je suis un mineur. J'ai travaillé dans les mines pendant trente-cinq ans. Mon grand-père m'a raconté comment sa génération organisait les grèves. Il m'a expliqué comment faire une bonne grève. Et j'ai organisé ma première grève en 1985. J'ai regardé le mouvement polonais Solidarnosc et je me suis dit qu'on allait faire la même chose chez nous. Et ça a marché. Si vous me voyez maintenant assis en face de vous, c'est que nous avons gagné. À l'époque, la mine était sous le contrôle des organes de sécurité de l'État. Cela n'a pas changé. La surveillance

des travailleurs par les autorités existe toujours aujourd'hui. Comment faire la grève? Les méthodes simples sont les meilleures. Lorsque vous organisez une grève, toute l'équipe doit être unie. Une personne doit être choisie pour prendre la parole, mais avant qu'elle ne parle, tout le monde doit se mettre d'accord au préalable et établir une position commune. Et une fois que l'on s'est mis d'accord, on ne doit pas en dévier. Lorsque les mineurs ukrainiens se mettent en grève, celle-ci se déroule toujours sous terre. Nous procédons ainsi parce qu'il est difficile d'envoyer des policiers sous terre pour disperser la manifestation, au cas où quelqu'un essaierait de le faire. Tous les grévistes s'assoient à l'intérieur de la mine dans des pièces souterraines, de la taille de celle où nous sommes ce soir, et lorsque les discussions avec le représentant de l'employeur commencent, elles ont lieu pratiquement devant tout le monde.

Pendant une grève, la chose la plus importante est le soutien des familles des grévistes. Si les femmes et les enfants soutiennent les grévistes, la grève est gagnante. Une procédure pénale a été ouverte contre moi à trois reprises, parce que des enfants participaient à des actions de protestation que j'organisais. J'ai dit à l'époque et je le dis toujours: les enfants doivent apprendre dès leur plus jeune âge à se battre pour leurs droits. L'une de nos méthodes était la suivante: lorsque les travailleurs se mettent en grève dans la mine, leurs partenaires féminines et leurs enfants se rendent dans le bureau du directeur. Des centaines de femmes qui savent que leurs enfants peuvent se retrouver sans un morceau de pain. Lorsque la grève a eu lieu à la mine de Sukha Balka il y a quelques années, les mineurs sont restés sous terre tandis que plus de 1 000 personnes protestaient à la surface. Les familles des mineurs sont venues voir le directeur, mais il ne comprenait pas à

qui il avait affaire. En conséquence, les femmes ont frappé le directeur et lui ont arraché ses vêtements. Il a appelé la police à l'aide, mais les policiers n'ont pas répondu. Avant chaque grève, je parlais aux policiers, leur demandant de ne pas intervenir. Et pas une seule fois à Kryvyi Rih la police n'a essayé de disperser les manifestations par la force.

Les parents des grévistes sont donc entrés dans le bureau du directeur. Au bout de deux heures, la direction de l'entreprise a annoncé: vous aurez 30 % d'augmentation. Mais les mineurs avaient déjà compris qu'ils pouvaient se battre pour plus et ont exigé une augmentation de 100 %. Si j'avais accepté les 30 % à ce moment-là, les gens auraient pensé: nous avons perdu la grève. C'est pourquoi, dans de telles situations, nous devons nous rendre dans les mines, discuter avec les mineurs et tous les documents étaient signés sur place. C'était notre tradition pendant plus de trente ans, jusqu'à la guerre: chaque année, il y avait une grève, dans une entreprise ou une autre.

À un moment donné, notre syndicat comptait 8 000 membres, mais les employeurs ont fait de l'obstruction active, et ont détruit l'organisation. D'autre part, nous avons nous aussi des moyens d'organiser des protestations lorsque, en théorie, notre syndicat n'est même pas présent dans une entreprise donnée. Et lorsque la grève à Sukha Balka, que j'ai mentionnée, se poursuivait, j'ai mené des discussions non seulement avec la direction de l'usine, mais aussi avec les criminels de droit commun du groupe Solntsevo. Ce directeur malmené nous versait du thé. J'ai moi-même été choqué de voir à quel point le monde des affaires et le monde criminel ukrainiens, russes ou de n'importe quel pays post-soviétique étaient interconnectés.

LÉGISLATION ANTITRAVAILLEURS EN UKRAINE

Depuis la fin des années 1990, les autorités n'ont pas réussi à introduire un Code du travail défavorable aux travailleurs, bien qu'elles aient essayé à plusieurs reprises. Elles ont donc trouvé une nouvelle méthode: elles introduisent des changements sous couvert de la loi martiale. C'est ce qui se passe actuellement. À partir du 1^{er} octobre 2022, l'indexation des salaires a été interdite. À partir du 1^{er} janvier 2023, les fonds d'État qui versaient des aides en cas d'invalidité et de maladie ont été supprimés. Le gouvernement assure que ces changements ne modifieront rien pour la population, mais la loi de finances comporte 4 milliards de hryvnias de moins qu'auparavant pour les mêmes missions. Nous pouvons déjà entendre que quiconque est citoyen ukrainien et a 35 ans n'aura pas de pension.

Notre société est de plus en plus clairement, nettement divisée en une caste de privilégiés et une caste de travailleurs. Cela a un effet éminemment démotivant sur le peuple ukrainien dans son ensemble. Mais d'un autre côté, permettez-moi de vous rappeler que de très nombreux travailleurs ont déjà combattu et continueront à se battre au front. Ils demanderont tous après la guerre: pourquoi je ne, ne bénéficie pas d'une bonne vie? Avant la guerre, il y avait 150 000 personnes qui travaillaient dans nos grandes usines – mines, mines à ciel ouvert, usines métallurgiques. Ils faisaient des travaux difficiles, épuisants, et les salaires étaient donc relativement bons. Lors de chaque grève, nous formulons une demande mathématique simple: que nos salaires ne soient pas inférieurs à 1 000 dollars. Et grâce aux grèves, nos salaires ont augmenté. Tout le monde gagnait environ 1 000 dollars ou plus.



Aujourd'hui, cependant, les usines travaillent à 50 ou 30 % de leur capacité, et les salaires sont inférieurs à 200 ou 300 dollars. Comme les coupures de courant se répètent, il y a souvent des accidents dans les usines. De plus, de nouvelles lois introduites déjà pendant la guerre donnent la possibilité de licencier un travailleur comme ça, même sans raison. Avant la guerre, c'était impossible. Dans les usines où notre syndicat est présent et fort, la direction de l'entreprise essaie de se mettre d'accord avec nous sur ses décisions. Cependant, il y a des endroits, comme l'usine d'ArcelorMittal, où nous avons un problème. Leur administration locale n'est même pas basée à Kryvyi Rih, sans parler de la direction centrale. Ils ont arrêté toute production au début de la guerre. Avant la guerre, il y avait environ 40 000 travailleurs là-bas. Aujourd'hui, il en reste 3 000 à 4 000, et les autres ont été mis au chômage technique. Ils ne reçoivent pas plus de 150 euros.



La mine Artem-1 appartient à ArcelorMittal. Les mineurs qui y travaillent, entre autres, effectuent l'un des travaux les plus difficiles: le creusement de tunnels. Ils voulaient créer un syndicat. Mais pour en créer un, il faut informer le directeur de l'usine. Et il n'y a pas de bureau. Il n'y a qu'un numéro de portable. Pendant trois mois, j'ai cherché le directeur. J'ai fini par l'attraper dans un magasin. C'était une fille de 21 ans qui m'a dit: «Après tout, vous savez que je ne décide de rien.» Les travailleurs voulaient former un syndicat parce qu'ils se rendaient compte que les cotisations maladie n'étaient pas payées. Je leur ai demandé s'ils étaient enregistrés auprès de l'autorité compétente pour leur travail souterrain épuisant. Ils pensaient qu'ils l'étaient. Mais je me suis adressé au bureau de la sécurité sociale et il s'est avéré que personne

n'avait entendu parler d'eux. Ils n'étaient pas déclarés. Ils n'avaient pas de véritable contrat de travail.

L'employeur se contentait de noter leurs noms et de donner cette liste aux gardes de sécurité à la porte de la mine pour qu'ils les laissent entrer au travail. Personne ne payait de cotisations sociales pour eux. Je suis convaincu que jusqu'à 30 % des habitants de la ville travaillent aujourd'hui selon de telles règles.

SUR LE MAÏDAN ET LES RÉVOLUTIONS RATÉES D'UKRAINE

Il existe un proverbe en Ukraine: deux Ukrainiens, trois hetmans [chef militaire cosaque]. Un président que nous venons d'élire et que nous avons sincèrement adoré peut être détesté trois semaines plus tard. J'ai participé à toutes les révolutions du Maïdan. Cela a toujours été la même chose: d'abord, l'euphorie de la révolution, puis les néolibéraux arrivent au pouvoir et prennent tout pour eux. Je me souviens de la fin du mois de février 2014, le troisième Maïdan. Il y avait une tente de notre syndicat sur le camp des manifestants. À proximité, les corps des manifestants abattus étaient couchés. Et littéralement à côté de nous et à côté de ces corps, Yulia Tymochenko, Petro Porochenko et d'autres discutaient de la manière dont ils allaient se partager le pouvoir et l'argent. À 100, peut-être 50 mètres de là, des gens étaient tués. Mais personne ne tirait sur les politiciens. Après chaque Maïdan, nous pensions que les choses iraient mieux. Chaque fois, c'était de pire en pire.

SUR LES SYNDICATS DE DONETSK ET LOUHANSK

En 2014, notre syndicat comptait près de 52 000 membres à Donetsk et à Louhansk. Lorsque ces

régions ont été hors du contrôle de l'Ukraine, les Russes ont tué environ huit de nos militants. Des dizaines de militants ont dû partir. Seul un petit nombre de personnes ont accepté de coopérer avec les Russes, principalement pour des raisons économiques. Un million et demi de personnes ont quitté Donetsk et Louhansk au cours des huit dernières années. Plusieurs universités et autres institutions, autrefois basées à Louhansk et Donetsk, fonctionnent toujours à Kryvyi Rih. De nombreuses personnes ayant fait des études supérieures et des personnes qui dirigeaient leurs propres entreprises ont quitté Donetsk. Les personnes qui ont quitté la région disent qu'elles ont été privées de tous les droits humains possibles.

Il y a la ville de Krasnyi Loutch, où se trouvent des mines appartenant à Rinat Akhmetov. Notre syndicat y comptait plusieurs milliers de membres. Les dirigeants syndicaux ont essayé de faire après 2014 ce qu'ils avaient fait avant – défendre les droits des travailleurs, demander des salaires plus élevés. L'un d'eux a été tué, un autre, un Russe de Briansk, a été arrêté trois fois – il a été emmené directement de chez lui et enfermé dans une cellule souterraine. Il était à la tête d'une organisation regroupant un millier et demi de mineurs, il voulait se battre pour les droits des travailleurs. Grâce à lui, je sais que seules les lois pénales s'appliquent dans ce domaine, pas d'autres.

Soit on gagne avec l'Ukraine, soit on meurt.

Publié par [Cross-Border Talks](#), 24 février 2023

L'UKRAINE A BESOIN D'ALLIÉS, PAS DE DISCOURS DE NEUTRALITÉ



ZAKHAR POPOVITCH¹

À l'approche du 24 février, comment évaluez-vous le résultat de la guerre criminelle déclenchée par la Russie pour la société ukrainienne?

Le résultat principal et incontestable est probablement une compréhension largement partagée de la nature de la Russie moderne. Poutine nous a convaincu·es qu'il n'y a rien à lui dire. Il nous a convaincu·es que la Russie d'aujourd'hui est un prédateur impérialiste cynique qui ne s'arrêtera pas de tuer des millions de personnes pour maintenir son

pouvoir et son influence, et que tous les discours sur les «peuples frères» ne sont faits que pour justifier ce meurtre et cette violence.

Le régime de Poutine a prouvé dans la pratique qu'il est effectivement un régime terroriste et qu'il doit être détruit. La sécurité et la démocratie en Ukraine, en Europe et en Russie même sont impossibles sans la destruction de ce régime. Les poutinistes sont en effet prêts à tuer des millions de personnes, y compris leurs propres concitoyen·nes, afin de conserver le pouvoir. Leur objectif semble être d'empêcher à tout prix la démocratisation de la société, d'empêcher les gens de décider eux-mêmes comment ils veulent vivre. Et c'est précisément sur ce point de

1. Membre de Sotsialnyi Rukh.

principe qu'il leur est impossible d'être d'accord avec les Ukrainien·nes. J'espère que, malgré la loi martiale, l'Ukraine maintiendra son rejet de principe de la dictature autoritaire, ce qui, à mon avis, est la base du patriotisme ukrainien d'aujourd'hui et de la cohésion dans la résistance à l'agression russe.

Pensez-vous qu'une cessation des hostilités soit possible prochainement? Que faut-il pour que cela se produise?

Une condition préalable à toute discussion sur la paix doit être la fin de l'agression russe. Sans la fin des bombardements et de l'offensive russe, il est ridicule d'en parler. Bien sûr, nous avons besoin d'une paix juste et démocratique. Nous avons besoin d'un débat public et de négociations publiques sur la paix, mais il semble que tant que l'armée russe n'aura pas subi une défaite écrasante, il est peu probable que les autorités russes se rendent compte de cette nécessité. Bien sûr, ce qu'il faut, c'est que les gens décident eux-mêmes comment ils veulent vivre, et c'est pourquoi il est essentiel que les troupes russes quittent le territoire ukrainien. Ce n'est qu'alors, une fois que celles et ceux qui ont été forcés de quitter le pays seront rentrés, que nous pourrons parler du début d'un processus démocratique pacifique, d'élections locales et de référendums surveillés par l'OSCE et d'autres observateurs internationaux.

Si la Russie était prête à discuter du retrait de ses troupes et du déploiement de forces internationales de maintien de la paix dans les territoires occupés du Donetsk et du Louhansk occupés et en Crimée, de telles négociations pourraient avoir un sens. Et plus tôt les autorités russes commenceront à retirer leurs troupes, plus de vies seront sauvées et moins les conséquences de la guerre seront horribles. S'il est déjà difficile d'imaginer ce qui pourrait être pire que ce qui se passe actuellement, il est très probable que

la partie la plus sanglante de la guerre est encore à venir. Les propos tenus par le gouvernement russe ne font que convaincre une fois de plus les Ukrainien·nes qu'il n'y a rien à discuter avec ce gouvernement.

Comment les activités de votre mouvement ont-elles changé depuis le début de l'invasion à grande échelle?

Sotsialnyi Rukh a changé en même temps que notre pays. Il est apparu clairement à quel point les différences au sein de la gauche étaient secondaires et qu'il était désormais impossible de tolérer un pacifisme abstrait et des idées sectaires idiotes sur une résistance complètement décentralisée, une transition exclusive vers la guérilla, et les idées selon lesquelles il serait préférable de ne pas résister pour éviter les pertes. Nous n'acceptons pas ce genre de pacifisme, et nous considérons que l'idée d'une résistance exclusivement populaire et décentralisée à l'agresseur est nuisible dans les conditions actuelles. Seules les forces armées ukrainiennes centralisées peuvent empêcher l'occupation complète de l'Ukraine par les forces armées de la Fédération de Russie. Tant que nous avons une chance d'empêcher le pays de sombrer dans le chaos d'une guérilla, nous devons soutenir les efforts des forces armées, centralisés et coordonnés au niveau national. C'est la préservation de l'Etat ukrainien et de ses institutions démocratiques qui garantit l'existence et le développement démocratique de l'auto-organisation de la base.

«La Russie moderne est un prédateur impérialiste cynique qui ne s'arrêtera pas de tuer des millions de personnes pour maintenir son pouvoir et son influence.»



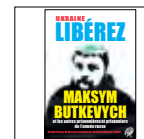
Avant que la guerre à grande échelle n'éclate, nous avons cru naïvement qu'il y avait une chance de pourparlers de paix et avons appelé à un cessez-le-feu complet, à un désengagement militaire et à l'introduction d'un contingent de maintien de la paix des Nations unies.

Le 24 février 2022, il est devenu évident que la seule voie vers la paix et la justice passait par la défaite militaire de l'armée russe et tous les efforts doivent désormais être dirigés vers la victoire de l'armée ukrainienne sur le champ de bataille. SR concentre désormais ses activités à la fois sur le soutien direct de la résistance armée à l'agression russe (beaucoup de nos camarades se battent dans l'armée, et nous les aidons, ainsi que d'autres militant-es, à obtenir l'équipement nécessaire dans la mesure du possible) et sur la garantie de la justice sociale et de la durabilité du front intérieur – en particulier, nous aidons les travailleuses et les travailleurs à faire valoir leurs droits du travail lorsque des employeurs individuels sans scrupule licencient illégalement et sous-paient les travailleuses et les travailleurs, nous luttons, et souvent avec succès, contre les initiatives législatives néfastes.

Depuis le début de la guerre, Sotsialnyi Rukh mène des campagnes de sensibilisation au sein de la gauche européenne qui, succombant à la règle «l'ennemi de l'OTAN est notre ami» et aux penchants campistes, n'a pas été en mesure de porter une appréciation sobre sur l'agression russe et sa nature impérialiste. A-t-il été possible d'influencer l'opinion publique de gauche?

Malheureusement, il semble parfois que la gauche en Europe et aux États-Unis soit en quelque sorte arrivée à son terme. On peut espérer qu'une nouvelle gauche émergera progressivement, mais le pronostic immédiat est plutôt négatif. Avec un suprémacisme, c'est-à-dire un sentiment de supériorité, et

un chauvinisme aussi excessifs que ceux de nombreux gauchistes occidentaux, les chances d'une véritable solidarité internationale sont proches de zéro. Le problème ne concerne même pas directement l'Ukraine, mais leur refus total de percevoir les peuples des autres pays comme des partenaires égaux avec lesquels ils sont prêts à lutter ensemble et sur un pied d'égalité pour le socialisme dans le monde entier. Dans l'esprit de la gauche allemande, non seulement les Ukrainien-nes, mais aussi la plupart des peuples d'Europe de l'Est n'existent pas en tant que sujets agissant. Ces gens ne pensent qu'en termes de grands pays. Pour eux, il y a la Russie, les États-Unis et la Chine, ainsi que l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Inde et le Brésil (plus quelques autres grands acteurs, dont la liste peut varier). Les centaines de pays et les milliards de personnes restants ne sont que l'objet de jeux inter-impérialistes. Pour la gauche allemande typique, les peuples qui n'ont pas d'ambition impérialiste manquent de subjectivité: ils peuvent être des objets de pitié et de sympathie, comme les Palestiniens, mais ils ne doivent pas avoir l'illusion que quelque chose dépend d'eux et qu'ils peuvent décider eux-mêmes de ce qui leur arrive. C'est pour cette raison que les Palestiniens et les Syriens comprennent souvent beaucoup mieux ce qui se passe en Ukraine que les Allemands. Et c'est pourquoi certains Allemands sont si agacés par l'Ukraine, qui était censée disparaître de la surface de la terre «en trois jours», mais qui au contraire démontre depuis un an à quel point ces militants de gauche ont surestimé la Russie de Poutine. Sans un changement de ce paradigme basé sur un sentiment de supériorité, la gauche en Europe, et en particulier en Allemagne, continuera à perdre de la crédibilité et du soutien chez elle, et les possibilités de politique socialiste internationale diminueront.



« Avec un tel sentiment de supériorité et de chauvinisme comme celui d'une grande partie de la gauche occidentale, les chances d'une véritable solidarité internationale sont proches de zéro. »

La politique socialiste part précisément du principe que les peuples eux-mêmes doivent décider de leur propre avenir, qu'un monde démocratique et socialement juste est possible, que l'avenir de l'humanité ne réside pas dans le maintien d'un équilibre entre les impérialistes mais dans le dépassement du système impérialiste capitaliste dans son ensemble. Ce dépassement n'est possible que si le prolétariat de tous – pas seulement des pays impérialistes mais des pays périphériques et semi-périphériques – s'unit et dirige le mouvement socialiste international. La pensée et la rhétorique modernes de nombreux gauchistes allemands (et occidentaux) en général ne laissent tout simplement aucune place à une telle unification. Bien sûr, cela ne s'applique pas à tout le monde. Beaucoup de gens essaient de comprendre ce qui se passe. C'est pourquoi nous continuons à expliquer aux camarades à l'étranger ce que les travailleur·euses ukrainien·nes pensent et veulent. Les camarades doivent souvent s'exprimer devant des publics hostiles et sont confronté·es à des exemples hideux de chauvinisme et de mépris pour les luttes du peuple ukrainien. C'est terriblement épuisant sur le plan émotionnel, mais nous poursuivons notre campagne du mieux que nous pouvons et nous sommes convaincus qu'elle portera encore des fruits.



Il existe déjà des campagnes socialistes de solidarité avec l'Ukraine dans de nombreux pays européens et américains. Avec les socialistes de ces pays, nous sommes en mesure de mobiliser un soutien pour l'Ukraine et de nouer des contacts qui, nous l'espérons, contribueront à relancer le mouvement socialiste international après la guerre.

Au début de cette année, l'Europe et les États-Unis ont décidé d'envoyer des chars et d'autres armes en Ukraine. Que pensez-vous de cette décision? Quelle est votre réponse aux critiques de militarisation émanant des pays fournisseurs et aux craintes de réarmement et de renforcement de l'OTAN?

Les livraisons de chars signifient bien sûr la préparation d'une nouvelle escalade des hostilités, nous en sommes bien conscients. Malheureusement, tant que l'armée russe ne mettra pas fin à son agression, l'alternative à l'escalade ne pourra être qu'une destruction plus ou moins rapide de l'Ukraine par l'agresseur russe. Pour l'instant, l'alternative pour l'Ukraine est la mort, des morts en masse, principalement de civils. Si les Ukrainien·nes n'ont pas d'armes pour se défendre, les bourreaux russes en profiteront immédiatement pour provoquer un autre bain de sang semblable à celui que nous avons vu à Boutcha, Izyum et d'autres endroits. À l'heure actuelle, nous soutenons la fourniture de toutes sortes d'armes à l'Ukraine et nous appelons tout le monde à fournir autant d'aide militaire à l'Ukraine que possible, y compris des systèmes de défense aérienne, des chars, des avions, et davantage d'aide pour la formation à l'utilisation de nouveaux types d'équipements militaires. Nous demandons en particulier une augmentation et une accélération des livraisons de munitions, sans lesquelles nos camarades au front ne peuvent pas résister à une offensive russe.

L'Ukraine a déclaré à plusieurs reprises qu'elle n'avait pas l'intention d'utiliser ses forces armées en dehors de son territoire: les armes actuellement envoyées en Ukraine ne menacent pas les civils en Russie ou dans d'autres pays. Ces armes sont et seront utilisées uniquement contre un agresseur armé qui a envahi notre territoire. Je vous demande pardon, mais libérer la Russie du régime criminel de Poutine n'est pas une tâche pour l'AFU, mais pour les Russes eux-mêmes. Nous ne pouvons qu'espérer que la défaite de l'armée d'invasion de Poutine aidera les Russes à faire face à Poutine lui-même.

«Si les Ukrainien·nes n'ont pas d'armes pour se défendre, les bourreaux russes en profiteront immédiatement pour faire un nouveau bain de sang.»

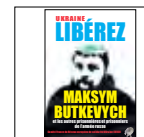
Nous ne sommes pas des fans de l'OTAN, ce bloc ne s'est pas montré sous son meilleur jour à de nombreuses reprises, mais nous sommes désormais prêts à accepter l'assistance militaire de quiconque contre l'agression russe. En outre, nous comprenons que, grâce aux politiques de Poutine, la grande majorité des Ukrainien·nes considèrent désormais l'OTAN comme la seule structure internationale, à laquelle ils peuvent potentiellement adhérer pour garantir la sécurité de notre pays. Je souhaite que l'Ukraine reste un pays non aligné fort, mais nous ne pourrons commencer à parler de statut neutre et non aligné que lorsque la menace militaire russe directe et immédiate aura été éliminée et que la machine militaire russe à nos frontières orientales aura été démantelée. Aujourd'hui, l'Ukraine a besoin d'alliés, pas de discours sur la neutralité.

Comment évaluez-vous les actions de l'opposition russe? Voyez-vous des perspectives pour le mouvement antiguerre après un an?

Je ne peux pas dire que je suis de près l'opposition russe, mais jusqu'à présent, je constate qu'elle ne connaît pas ses meilleurs moments. Il semble qu'il soit permis en Russie de critiquer publiquement le régime uniquement pour sa guerre inefficace et la destruction insuffisamment décisive des Ukrainien·es. L'opposition libérale anti-Poutine ne semble pas exprimer de slogans chauvins par simple politesse et par souci du politiquement correct. À tout le moins, il n'est pas encore certain qu'elle ait réellement réexaminé le passé impérial de la Russie et se soit débarrassée de l'attitude coloniale envers ses voisins. À mon avis, la véritable alternative au régime de Poutine pourrait être une opposition prolétarienne de gauche massive, car ce sont les Russes les plus pauvres et les moins protégés socialement que le régime de Poutine envoie maintenant à la mort en masse en Ukraine. Selon certaines estimations, plus de 200 000 soldats russes ont déjà été tués et mutilés en Ukraine afin de préserver le régime de Poutine. J'espère que les Russes ordinaires comprendront bientôt qui est exactement leur principal ennemi mortel et trouveront une solution qui nous débarrassera de Poutine et de ses sbires. Plus vite elles et ils le feront, moins il y aura de victimes dans cette guerre et plus nous serons proches d'une paix stable et juste. Malheureusement, jusqu'à présent, ce ne sont que des vœux pieux et la seule force réelle et le seul mouvement antiguerre capable d'arrêter Poutine restent les forces armées ukrainiennes.

PUBLIÉ PAR [POSLE](#)

Traduction: [Entre les lignes entre les mots](#)



FÉMINISME EN UKRAINE

L'AUTO-ORGANISATION NE DISPARAÎTRA PAS SANS LAISSER DE TRACES

ENTRETIEN AVEC BILKIS¹

Vous vous affirmez en tant que groupe anticapitaliste et antipatriarcal. Cela signifie-t-il que vous considérez l'Ukraine comme un pays capitaliste? Nous constatons que dans vos activités, vous insistez sur la gratuité. Une forme de démarchandisation. Est-ce là la principale dimension anticapitaliste de vos activités?

D'une manière ou d'une autre, tous les pays du monde sont capitalistes, et l'Ukraine ne fait pas exception. Notre pays dispose de certaines garanties sociales, de soins de santé et d'une éducation gratuits, mais cela ne le rend pas anticapitaliste. Nous aimerions voir le côté social de l'État se renforcer, les droits économiques des personnes mieux protégés, la valeur de l'enrichissement devenir une valeur de bien-être collectif. Actuellement, nous avons un projet appelé «L'espace des choses», qui est un espace sans argent, sans échanges ou autres instruments capitalistes. Nous essayons de montrer aux gens qu'il est possible de vivre et d'avoir des choses sans argent, que l'argent est une convention qui peut être éliminée. En outre, ce mois-ci, nous avons lancé le projet «Se nourrir». Tous les dimanches, nous nourrissons les sans-abri et les personnes dans le besoin avec un déjeuner chaud; nous diffusons également parmi eux des informations sur «L'espace des choses».

Lutter contre le patriarcat en temps de guerre ne semble pas évident. Et pourtant, vous êtes très actives sur ce

sujet. Pourquoi est-ce nécessaire dans une période aussi difficile? J'ai vu que vous souteniez les revendications des femmes soldates. Une prise de position que l'on ne voit pas souvent dans le mouvement féministe occidental. Pouvez-vous me dire pourquoi vous vous engagez en faveur des femmes soldates? Cela peut-il être considéré comme un affaiblissement de la défense militaire de l'Ukraine?

Pourquoi cela est-il nécessaire dans une période aussi difficile? La réponse est simple: parce que le patriarcat ne disparaît pas à cause de la guerre, la violence domestique existe toujours, les signes sexistes existent toujours, le harcèlement existe toujours. Il ne sert à rien de mettre votre militantisme en veilleuse à cause de la guerre (sauf si vous participez à des opérations militaires ou si vous êtes dans les forces armées); la vie continue, les problèmes demeurent.

Pourquoi sommes-nous impliquées dans la question des femmes dans l'armée? Tout d'abord, parce que l'une de nos membres est dans les forces armées ukrainiennes depuis un an maintenant; en outre, beaucoup de nos amies féministes ont également rejoint l'armée et défendent notre pays. Et bien sûr, parce que nous voyons généralement combien de femmes sont impliquées dans ce domaine, et qu'elles ont souvent des problèmes différents en raison de leur sexe.

Bien sûr, ce n'est pas très courant chez les féministes occidentales, car il n'y a pas de guerre dans leurs pays. Il est difficile pour nous de parler de pacifisme et d'antimilitarisme maintenant. Je veux dire, en théorie, vous pourriez être contre les guerres,

1. Mouvement féministe. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante* du 26 juillet 2022. Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat.

contre les armes, contre l'armée, mais quand votre maison est occupée, quand elle est détruite jour après jour, quand votre famille est tuée par une roquette, cette théorie ne fonctionne pas. Soit vous prenez les armes, soit demain vous ne serez peut-être plus là.

À notre avis, être antimilitariste est un privilège de la vie en sécurité. Il est facile de renoncer à l'armée lorsque votre pays n'est pas en train d'être rayé de la surface de la terre, ou lorsque vous n'êtes pas personnellement menacé-e.

Aucune d'entre nous n'aime la guerre, les armes ou les gens armés, mais nous aimons encore moins l'idée d'être tuées physiquement ou culturellement.

Tout ce que vous faites, l'envoi de colis, «L'Espace des choses» et plus récemment la distribution gratuite de nourriture vient de votre auto-organisation. Puisque l'État ne peut pas fournir tout cela, vous le faites. Pensez-vous que ces activités, à leur manière, montrent que la société civile peut faire autant que l'État, voire mieux? Et comment faire en sorte que ce pouvoir d'auto-organisation de la société ukrainienne ne disparaisse pas, pour revenir à la situation d'avant la guerre? Et si oui, comment protéger cet esprit d'auto-organisation?

La société ukrainienne d'aujourd'hui est un exemple de la façon dont les gens peuvent s'organiser dans un but précis. Nous pensons que oui, la société civile peut faire (ou même fait) plus que l'État à certains égards. Nous aimerions que cette expérience montre aux gens de notre pays que c'est eux et elles, cette société civile, qui sont l'État, c'est-à-dire qu'ils et elles sont la force politique qui peut et doit changer tout ce qui les entoure.

En fait, il est difficile de dire si et comment ce niveau d'auto-organisation peut être maintenu après la guerre. Cependant, il nous semble que cette expérience elle-même ne disparaîtra pas sans laisser de

traces, que d'une manière ou d'une autre elle changera les valeurs et les pratiques des gens.

En regardant vos activités et vos écrits, j'ai l'impression que l'autogestion est au cœur de vos projets.

Organisation de base, démocratie radicale, gestion de ses propres affaires pour construire des projets alternatifs au capitalisme. Le concept d'autogestion vous semble-t-il correct pour décrire le sens politique de vos activités?

Oui, cette description est exacte. Nous essayons de prendre toutes les décisions de manière collaborative, et nous sommes toutes également impliquées et égales dans notre initiative. Nous pratiquons également une communication ouverte et discutons immédiatement de tous les problèmes et malentendus, ce qui améliore notre travail et nos relations.

3 MARS 2023



8 MARS

Bilkis, un groupe féministe ukrainien

En collaboration avec Bilkis, groupe féministe de Lviv, les éditions Syllepse vous proposent à l'occasion du 8 Mars, journée internationale des droits des femmes, une plaquette en téléchargement libre et gratuit consacrée à ce groupe féministe ukrainien.

Au sommaire

Bilkis, féminisme en temps de guerre

Paroles féministes

Carnet de bord d'activités

Le groupe Bilkis harcelé par les fascistes

«L'espace des choses» anticapitaliste

Activistka, un nouveau zine féministe à Lviv

«L'auto-organisation ne disparaîtra pas sans laisser de traces»

Pour un féminisme antipatriarcal et anticapitaliste

LIENS DE TÉLÉCHARGEMENT

en français

www.syllepse.net/syllepse_images/bilkis-french_compressed.pdf

en anglais

www.syllepse.net/syllepse_images/bilkis-english_compressed.pdf

en castillan

<https://vientosur.info/la-autoorganizacion-no-desaparecera-sin-dejar-rastro>

<https://correspondenciadeprensa.com/?p=33206&frame-nonce=f36b97e084>



Depuis plusieurs années, le 8 Mars, des marches féministes se déroulaient dans de nombreuses villes ukrainiennes.

En raison de l'invasion russe, il n'est pas possible d'en organiser aujourd'hui, en 2023. Dans la mesure où il n'est pas non plus possible d'avoir une réelle stabilité au travail ou à la maison, de défendre les droits humains, la défense des droits des femmes est devenue encore plus difficile.

C'est pourquoi nous vous invitons à participer à notre campagne #8Esepe3FulHaqacin (8 Mars c'est maintenant).

Au lieu de coller des affiches, nous prenons des craies et nous le disons : chaque femme a le droit de résister.

Le 8 Mars ce n'est pas offrir des fleurs, mais de combattre les normes.

Nous sommes capables faire plus que de faire naître des enfants.

Dessinez vos déclarations, taguez notre compte (fem.bilkis) pour que nous puissions partager vos slogans féministes !





fem.bilkis



3/5



INTERNATIONALISME

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

CHRISTIAN MAHIEUX¹

Ce numéro du bulletin international de l'Union syndicale Solidaires est consacré à la guerre en Ukraine.

Outre l'annonce de la tournée de Yuri Samoilov dans plusieurs villes européennes, organisée par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, on trouvera au sommaire :

Le tract Solidaires « Pour la paix, troupes russes hors de toute l'Ukraine ! »

Un retour sur la livraison de matériel par l'intersyndicale française en janvier 2023

Les livraisons des deux convois organisés par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes en 2022

Une rapide présentation des organisations syndicales ukrainiennes, FPU et KVPU

Un entretien réalisé le 25 décembre 2022, avec Yuri Samoilov, président du syndicat des mineurs et responsable de l'union interprofessionnelle de la région de Kryvyi Rih de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU)

LIEN DE TÉLÉCHARGEMENT

<https://solidaires.org/sinformer-et-agir/les-journaux-et-bulletins/solidaires-et-internationalistes/n118-special-ukraine/>





Solidaires ET INTERNATIONALISTES!

#118 février 2023 Spécial Ukraine



Cela fait maintenant un an que Poutine a déclaré à l'Ukraine une guerre totale. Solidaires s'est investie de façon importante dans la solidarité militaire et matérielle avec la population, les travailleurs et travailleuses d'Ukraine et leurs syndicats. De nombreuses initiatives auront lieu en cette fin février. **À Paris un meeting organisé par le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine se tiendra le 23 février à la Bourse du travail et une manifestation le 25, à Lyon les 24 et 25 février... Yuri Samoilov que nous avons rencontré lors des convois auxquels nous avons participé en mai et septembre en Ukraine vient en Europe faire une tournée de réunions publiques fin février et début mars.** Il sera présent dans ces deux villes pour des prises de parole.

Solidaires Union syndicale
Bulletin de la commission internationale de l'Union syndicale Solidaires
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris - (33) 1 58 39 30 20
contact@solidaires.org - solidaires.org

1. Membre des Brigades éditoriales de solidarité et du Comité français du Réseau européen de solidarité.

MANIFESTATIONS DU 25 FÉVRIER

NOTRE PLACE EST TOUJOURS AUX CÔTÉS DE LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE

MARIANA SANCHEZ¹

Le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, auquel notre comité français participe, avait décidé de s'engager dans une semaine de mobilisations autour de la date anniversaire de l'invasion russe, le 24 février 2022. Des manifestations importantes ont eu lieu d'ailleurs dans plusieurs villes européennes notamment en Suisse, en Belgique, en Allemagne, en Catalogne, au Royaume-Uni et en Irlande, à Hongkong, au Brésil...

En France, et notamment à Paris, nous avons choisi de tenir à la fois une réunion publique et une manifestation de rue, pour laquelle nous sommes inscrits d'emblée dans un cadre unitaire. C'est ainsi qu'à l'initiative de l'Union des Ukrainiens de France, de Pour l'Ukraine pour leur liberté et la nôtre et de notre réseau, des réunions unitaires ont été organisées dès la mi-janvier. Très vite un appel a été lancé qui a été signé par de nombreuses associations, partis, regroupements régionaux (russes, géorgiens, polonais, syriens, etc.) et repris par deux syndicats, Solidaires et la CGT (voir la liste dans le flyer d'appel), suivis de toute l'intersyndicale mobilisée sur les retraites (à l'exception de Force ouvrière).

L'UKRAINE DANS LES MOBILISATIONS RETRAITES

Nous avons profité du mouvement qui a commencé le 31 janvier en France contre la contre-réforme de Macron sur les retraites pour distribuer notre appel à toutes les manifestations syndicales. Nos tracts étaient bien accueillis tout en suscitant quelques débats avec des militants qui se revendiquaient «pacifistes».

En même temps, le Mouvement de la paix lançait, lui aussi, sa campagne autour des mêmes dates, brouillant les esprits en réclamant, comme nous l'avons dénoncé lors de la manifestation du 25 février, non pas «une paix juste et durable» pour le peuple ukrainien, mais une paix qui passerait par l'arrêt immédiat des livraisons d'armes à l'Ukraine, livrant ce peuple, pieds et poings liés, à l'armée et aux milices russes. Une paix où l'on s'efforce de ménager l'honneur de l'agresseur au détriment de la survie de l'agressé. Une paix des cimetières. Ce ne serait pas la fin de la guerre (Poutine ne cache pas ses ambitions territoriales...), mais la fin de l'Ukraine.

«Une paix où la dictature poutinienne ne serait pas remise en cause.»

L'appel unitaire lancé à Paris fin janvier a servi de base de mobilisation dans de nombreuses villes de province qui soit comptaient déjà un collectif de solidarité (Lyon, Le Havre...) soit ont lancé un cadre unitaire pour l'occasion.

L'objectif politique, en cette date anniversaire, était d'exiger le retrait des troupes russes de toute



1. Membre des Brigades éditoriales de solidarité et du Comité français du Réseau européen de solidarité.

l'Ukraine; de condamner les crimes commis par l'armée de Poutine ou par les milices et mercenaires à son service (crimes de guerre, viols et tortures, crimes contre l'humanité, enlèvements de milliers d'enfants); d'exiger le retour de tous les déportés et l'aide à fournir à l'armée et au peuple d'Ukraine.

TOUR DE CHAUFFE À LA BOURSE

Notre réunion publique du 23 février, à la Bourse du travail de Paris, a réuni, devant une salle pleine, quelques-uns des signataires de l'appel lancé en décembre 2022, «Pour une paix juste et durable en Ukraine»: Jean-Pierre Pasternak, de l'Union des Ukrainiens de France; l'universitaire Bertrand Badie; la magistrate Évelyne Sire-Marín, membre de la fondation Copernic; Huayra Llanque, du collectif féministe du RESU et d'Attac; l'historien Gilles Manceron; des représentants de l'intersyndicale (Pierre Coutaz pour la CGT; Vincent Présumey pour la FSU et Cybèle David pour Solidaires). Nous avons également écouté par Zoom le témoignage de Vitaliy Dudin, depuis Kyiv, membre de Sozialnyi Rukh, et celui en présentiel de Yuri Samoilov, président du syndicat indépendant de la région de Kriviy Rih (KVPU), qui faisait une tournée. Le syndicaliste a expliqué ce que peut être le combat syndical mais aussi le quotidien des salarié·es en temps de guerre¹.

Tour de chauffe avant la marche du 25, où se sont échangés arguments et points de vue divers sur les racines et l'issue éventuelle de la guerre ainsi que

sur des expériences concrètes de solidarité notamment avec les convois syndicaux et le soutien des féministes.

RÉPUBLIQUE-BASTILLE: TOUS ENSEMBLE DERRIÈRE LES ENFANTS UKRAINIENS

La manifestation du 25, elle, a marqué un tournant dans l'élargissement du soutien à la résistance ukrainienne.

Outre l'intersyndicale quasi au complet qui appelait à défiler, des organisations politiques se sont aussi formellement engagées (EELV, PS, Génération's...), venant renforcer celles présentes depuis le 25 février 2022 dans notre réseau (NPA, Ensemble, Pep's, GES, GDS...). La LDH ainsi qu'Amnesty ont signé l'appel. De nombreuses associations ukrainiennes (culturelles, d'entraide, de femmes...) mais aussi humanitaires ou caritatives ont mené campagne très activement et mobilisé leurs réseaux, dont certaines personnalités venues défiler.

La mairie de Paris, dont certains élus sont très engagés auprès des Ukrainien·nes, a assuré la logistique du rassemblement-meeting de la fin de manif, au cours duquel des représentants d'organisations de la société civile (associations, syndicats...) mais également des représentants politiques ont pris la parole².

Mais le pari le plus réussi, à notre sens, a été la manifestation elle-même, nombreuse, dynamique et combative, derrière le cortège d'enfants et de manifestant·es ukrainien·nes, portant un immense drapeau, entre République et Bastille. Le 25 février

1. Voir le témoignage de Yuri Smailov, invité par le Réseau international de solidarité et de luttes, recueilli par la CGT, qu'il a aussi rencontrée: <https://youtu.be/UCtiI4wheTY>. Et le compte rendu de son voyage sur le site de Solidaires: <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/internationales/yuri-smoilov-syndicaliste-ukrainien-en-france-et-en-europe/>.

2. Voir la vidéo en deux parties de la manifestation de Paris: <https://youtu.be/n27SuKJnSnk>; <https://youtu.be/3E4hOcAZ9k4>. Ainsi que de nombreux reportages photo sur la page Facebook du Comité français du Réseau européen de solidarité: <https://www.facebook.com/profile.php?id=100087563586225>.



a rassemblé plus de 5000 personnes à Paris, du jamais-vu depuis le déclenchement de la guerre : une forte mobilisation de la communauté ukrainienne, des drapeaux et pancartes baltes, géorgiens, russes antiguerre, syriens mais pas seulement. On a également compté beaucoup de militantes et de militants syndicaux (derrière une banderole « Soutien syndical à la résistance ukrainienne »), politiques avec leurs drapeaux ou associatifs ainsi que des anonymes de tous âges... Avec un beau cortège de notre réseau.

Nous l'avons souligné dans notre communiqué : « Cette manifestation montre que la position résumée par la formule : “Pour une paix juste et durable, retrait des troupes russes de toute l'Ukraine” est largement partagée. »

UNE CARTE DE FRANCE BLEU ET JAUNE

La réussite de cette marche parisienne a surtout trouvé un formidable écho dans la mobilisation constatée partout ailleurs en France, dans de grandes et petites villes.

Dans le désordre et sans prétendre être exhaustifs :

- Lyon, où la mobilisation unitaire et large ne faiblit pas depuis un an, avec plusieurs rassemblements, trois flashs mobs d'échanges et une concentration place Bellecour, en présence du maire, Grégory Doucet ;

- Gap, avec une conférence de presse sur l'esplanade de la Paix-Nelson-Mandela, qui a rassemblé la CFDT, EELV, Solidaires, des camarades de la CGT et de la FSU ;

- Nîmes, un rassemblement militant sur le parvis des Arènes, filmé et diffusé en vidéo¹ ;

- Nice, 500 personnes ont défilé sur la promenade des Anglais, à l'appel de l'AFUCA (communauté ukrainienne locale), soutenue par le Collectif de solidarité 06 (Association Nice au cœur, Attac, CGT Éducation, Ensemble, NPA, Alternative et Autogestion, Pep's, PS) ;

- Saint-Brieuc, 150 personnes ont marché à l'appel de Ensemble, Attac, Amnesty, LDH, EELV, UDB, PS, les Jeunes socialistes, le Comité de vigilance antifasciste 22, Génération's ;

- Nantes, trois initiatives ont eu lieu en ordre dispersé réunissant chaque fois quelque 150 personnes ;

- Quimper, 250 à 300 manifestant·es se sont rassemblé·es autour d'un groupe de réfugié·es ukrainien·nes ;

- Le Havre, où le collectif Urgence Ukraine, qui a déjà organisé réunions et envoi d'aide matérielle, a manifesté ;

- Dijon, des militants d'Ensemble et du NPA, rejoints par la LDH, entre autres, ont participé à la manifestation du Mouvement de la paix pour y lancer notre appel national ;

- Bourg-en-Bresse, un rassemblement a été organisé devant la préfecture à l'appel du Collectif 01 de soutien au peuple ukrainien (Attac, EELV, Ensemble, Génération.s, LDH, NPA, Place publique, PCF, PRG 01, AFPS, Nouvelle Donne, PS, AAA, LFI, Sol et Hommes Nord Sud) ;

- Chartres, un rassemblement s'est tenu avec le soutien de Écologie 28, Eure-et-Loir Écologie, Ensemble ! 28, EELV 28, Parti socialiste² ;

- Cahors, le collectif Soutien 46 au peuple ukrainien a compté sur le soutien de Etm46, EELV, NPA, Ensemble, G's, Nupes, PS, Dalp.



1. La vidéo de Nîmes :
<https://m.youtube.com/watch?v=g8DJWN2P-3w>

2. La vidéo du rassemblement de Chartres :
<https://youtu.be/chDmVQHQQVZs>

■ Sans oublier Montpellier, Grenoble, Ajaccio, Annecy, Brest, Caen, Clemmont-Ferrand, Marseille, Rennes ou Tours...

Une véritable dynamique nationale est apparue qu'il faut poursuivre et qu'il serait utile de coordonner.

En ce qui concerne notre réseau, comme nous nous y engageons place de la Bastille, à la fin de la manifestation :

- Nous continuerons de nous mobiliser, avec toutes les organisations et mouvements participant à cette manifestation, et notamment avec nos amis ukrainiens, pour le retrait des troupes russes de toute l'Ukraine.
- Pour le droit à l'autodétermination du peuple ukrainien.
- Pour le soutien à la résistance armée et non armée du peuple ukrainien.
- Pour l'accueil sans discrimination de tous les réfugié·es.
- Pour l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine, condition indispensable pour une reconstruction juste.
- Pour le soutien au mouvement démocratique et antiguerre en Russie. Et l'accueil des déserteurs.



Le cortège syndical à Paris.



Nice.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



Cahors.



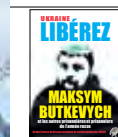
Genève.



Manifestation à São Paulo devant le consulat russe.



Manifestation bihebdomadaire des Ukrainiens à Paris.



SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



L'Union des Ukrainiens (Paris).
Au micro, Jean-Pierre Pasternak.



Patrick Baudouin, président de la LDH, intervient à la Bastille.



Des drapeaux des organisations politiques et des communautés des
pays de l'Est derrière la banderolle du RESU.



Barcelone.



Banderole unitaire à Paris en tête du cortège.



Un grand drapeau ouvre la marche à Paris.



Lyon.



SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



Londres.



Lausanne.



Bruxelles.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



Hongkong.



Lausanne.



Berne.



La banderole du RESU.



Meeting à la Bourse du travail Patris avec Yuri Samoilov.





Solidarité russe antiguerre dans la manifestation parisienne.



Affiche unitaire d'appel à la manifestation du 25 février avec les logos de toutes les associations, syndicats et organisations.

CONTRE LE FRENCH CAMP-CAMP

ANTI-IMPÉRIALISMES ET INTERNATIONALISMES

ÉRIC SIMON¹

Les visions de l'internationalisme et de la lutte anti-impérialiste ont toujours été agitées dans l'histoire du mouvement ouvrier, mais les conflits de l'après-guerre dite «froide» (qui ne fut froide que dans le Nord et souvent très chaude dans le Sud, ce qui sera important pour la suite) ont accentué les divisions, déjà fortes durant cette période. Ces divisions sont devenues de véritables fossés, où le camarade d'hier est devenu, sur le plan géopolitique, au mieux un naïf manipulé et/ou l'agent et/ou le complice d'un des camps de l'impérialisme au pire, un ennemi. Le débat qui agite actuellement la gauche mondiale sur l'Ukraine n'est pourtant pas nouveau, et beaucoup n'ont pas su tirer des leçons depuis la chute du rideau de fer, puis des guerres de déstructuration de l'ex-Yougoslavie et du Caucase, mais aussi des révolutions arabes...

Outre les arguments assumés idéologiquement, l'une des raisons principales, qu'il faudra développer, est la perte ou le manque de référents dans la plupart des zones concernées. Ainsi, à part quelques tendances trotskistes et anarchistes de quelques pays, les partis se revendiquant de l'internationalisme ouvrier ont totalement délaissé depuis trente ans toutes les zones auparavant sous contrôle des pays dits communistes. Dans le même temps, la globalisation

capitaliste et la multiplication des structures interétatiques, transnationales, politiques et économiques ont permis le développement de liens au niveau planétaire dans tous les secteurs, largement amplifiés et alimentés par les réseaux de communication modernes. Le mouvement ouvrier international aurait pu donc, de par sa nature, s'en emparer ou en profiter largement, ce que n'ont pas manqué de faire toutes les autres forces politiques, y compris d'extrême droite. Or, pour beaucoup à gauche, cela n'a pas été fait. On ne peut même plus parler de recul : pour des pans entiers du mouvement se réclamant de l'internationalisme, on peut carrément parler d'abandon.

Le mouvement ouvrier international est en train de le payer. Cher. Pas seulement en termes de luttes de classe, mais, plus largement, sur le vaste projet de l'émancipation humaine.

On peut globalement analyser au niveau planétaire trois grandes tendances de l'anti-impérialisme : la tendance dite «campiste», la tendance dite «crypto-campiste», et la tendance dite *grassroot* ou de «solidarité internationale à la base». Même si les divers courants socialistes révolutionnaires, communistes ou anarchistes peuvent privilégier telle ou telle tendance, on trouvera nombre de leurs partisans partagés entre chaque vision.

L'IMPORTANT, C'EST L'ENNEMI !

La tendance «campiste» estime fondamentale par-dessus tout la lutte contre l'hégémonie étatsunien. La principale raison invoquée étant le pouvoir planétaire de ce pays, centre du capitalisme mondialisé, et ses capacités de nuisance politiques,



1. Enseignant en histoire-géographie. Il a contribué à *(In) Sécurité humaines (Les luttes pour la paix au 21^e siècle)*, sous la direction de Bernard Dréano (Non-Lieu, 2015). Il participe à l'Assemblée européenne des citoyens, groupe français du réseau européen Helsinki Citizens Assembly, qui est partie prenante du RESU.

économiques et sociales, sans compter le *soft power* culturel largement utilisé pour étendre son influence. Dans cet aspect, tout, absolument tout ce qui peut nuire à l'hyperpuissance est considéré bénéfique dans une perspective anti-impérialiste, quitte à effacer l'image négative que peuvent porter certains de ses ennemis.

Nous sommes ici dans une vision géopolitique tout à fait classique et largement utilisée par les États, celle du rôle de l'ennemi dans la définition du politique (Carl Schmitt).

Outre les États-Unis, l'ennemi peut être plus large : les puissances occidentales, considérées comme vassales de l'« Empire », ou, dans un registre tiers-mondiste, colonialistes ou néocolonialistes. L'OTAN, organisation militaire occidentale, concentre dans son nom même le symbole militaire de l'impérialisme à combattre. L'OTAN, théoriquement, a uniquement un rôle de défense de ses partenaires en cas de conflit ; mais l'extension de ses missions, comme sur les conflits nationalistes dans l'ex-Yougoslavie, l'essor du terrorisme international ou la lutte contre la prolifération des « armes de destruction massive », et les interventions militaires, du Kosovo à l'Afghanistan en passant par la Libye et l'océan Indien... donnent un crédit certain à l'idée que l'Alliance est l'arme de l'impérialisme occidental, non plus seulement au niveau régional européen, mais maintenant planétaire, donc l'« ennemi essentiel ».

Dans nombre de pays du Sud, cette rhétorique trouve une légitimité régionale : dans les pays latino-américains, le poids de l'histoire et de l'actualité de l'interventionnisme US fait qu'il existe une tendance naturelle à porter sa sympathie vers l'ennemi de l'ennemi. De même en Afrique où le passé colonial des États occidentaux va pousser de larges secteurs à applaudir la venue du groupe

« mercenaire » russe Wagner en Centrafrique, au Mali, au Mozambique, au Soudan, en Libye, etc., sans comprendre immédiatement que ces interventions ne sont que l'expression d'un autre impérialisme tout aussi malfaisant. Au niveau gouvernemental, certains pays le savent fort bien, et jouent habilement de l'alibi de la nécessité d'un monde multipolaire, plus « démocratique » et plus « équilibré ». Cet argument est largement repris par les campistes, alors qu'on ne voit pas bien le lien « démocratique » pour les masses de la plupart des pays pressant à la multipolarité, de la Chine à l'Iran...

Dans ce cadre, les États qui partagent la haine de l'« hégémonie » sont par principe pour les campistes, des alliés anti-impérialistes, quelle que puisse être la nature de ces régimes, surtout s'ils ont un passé « socialiste » et/ou anticolonial auquel on peut se référer : Saddam Hussein en son temps, Kadhafi, voire Hafez El-Assad sont dans ce registre ; Milosevic, nationaliste grand-serbe, est ainsi redevenu à l'époque de l'explosion balkanique « l'héritier de la Yougoslavie communiste ». La Chine de Xi Jin Ping, deuxième puissance capitaliste mondiale, arbore toujours haut le drapeau rouge et l'étiquette communiste, et donc reconnu comme tel dès qu'elle manie la rhétorique anti-occidentale. La puissance oligarchique de Poutine se sert largement de la symbolique communiste soviétique, avec fortes références au stalinisme, au drapeau rouge dans l'armée et aux références à la « grande guerre patriotique ». De plus, très vite, Poutine a organisé une « chasse aux oligarques » fort appréciée par une partie de la gauche occidentale qui n'a pas su ou voulu voir que cette chasse était limitée... à ses ennemis politiques, et non au retour d'une quelconque visée anticapitaliste. Les drapeaux soviétiques accrochés aux chars russes, comme il y a huit ans les symboles soviétiques magnifiés dans



le Donbass «séparatiste», permettent aux campistes de ne pas se poser trop de questions en restant dans un registre symbolique connu auquel ils peuvent se raccrocher... Et permettent d'oublier que les références à l'empire tsariste et à la religion sont tout aussi invoquées, mais pour une visée de propagande nationaliste interne. À l'extérieur, Poutine utilise comme alibi la rhétorique anti-OTAN, comme en Centrafrique et au Mali un discours anticolonial. Son intervention en Syrie, outre son alibi anti-djihadiste qui a pourtant été immédiatement contredit par ses bombardements sur les zones rebelles démocratiques, a été «justifiée» par la vieille fraternité pro-arabe, vieille fraternité étatique s'entend.

Poutine disant que la guerre est nécessaire pour un coup d'arrêt au développement de l'OTAN, le soutien à Poutine est donc essentiel pour les campistes. Comme il s'agit en outre d'une guerre de «dénazification», le lien est fait avec l'héritage et le combat victorieux contre l'envahisseur nazi lors de la Seconde Guerre mondiale. Les campistes réclament donc en toute logique des États occidentaux qu'ils entament des négociations de paix avec le Kremlin. Dans les faits, cela revient évidemment à livrer l'Ukraine à la Russie. Combat anti-impérialiste, combat antinazi, combat pour la paix, la ligne est droite, tous les registres sont au rendez-vous. Pour la paix, concept vieux comme Zimmerwald, mais un peu théorique et simpliste (paix = absence de guerre), ça semble très bien aussi puisque, selon le dogme, c'est l'impérialisme US qui est, depuis Jdanov, le fauteur de guerre. Le discours intérieur de Poutine, pourtant ouvertement impérial, colonialiste, voire fasciste, et ses conséquences sur la population ukrainienne comme russe critique et dissidente n'est d'aucun intérêt dans la lutte anti-impérialiste. Poutine doit donc être soutenu dans le combat existentiel. Et tant

pis pour les classes ouvrières et les populations ukrainiennes et russes, grandes oubliées du campisme.

Résumons

- La lutte contre l'hégémonie étatsunienne et occidentale est la lutte prioritaire de l'internationalisme. Tout doit lui être soumis. Nous sommes sur le concept géopolitique classique de créer sa politique par rapport à l'ennemi.

- La forte référence à la Seconde Guerre mondiale permet de mettre dans le même sac combat antinazi et anti-impérialiste. Il s'agit d'une guerre existentielle.

- Les États qui luttent contre l'hégémonie sont forcément des alliés, *a fortiori* s'ils ont une tradition et une histoire «socialiste» et/ou «anticolonialiste». Si leur discours et leur politique vont dans un sens anti-impérialiste, il faut les soutenir, au nom de la solidarité anti-impérialiste.

- Le discours campiste est un discours d'État. Les références aux peuples ne concernent donc que les peuples soumis à l'impérialisme occidental qu'il faut libérer, jamais les peuples des États «anti-impérialistes» ou leurs victimes. Dans ce cadre, le discours de classe disparaît totalement!

LES CRYPTO-CAMPISTES: À LA RECHERCHE DE L'OTAN PERDUE

Cette deuxième tendance de l'internationalisme de gauche reconnaît, souvent d'assez mauvais gré, la multiplicité des impérialismes: d'autres puissances sont en concurrence avec le bloc occidental, sur divers points du globe. C'est un fait. Ils peuvent s'affronter: c'est la guerre. Mais stratégiquement, les crypto-campistes se retrouvent avec les campistes sur la nécessité de tout faire pour vaincre l'impérialisme occidental et l'OTAN d'abord, en tant que danger



mondial pour la «paix» et représentant ultime de la domination capitaliste.

Dans ce cadre, la colonne vertébrale de la pensée crypto-campiste reste le discours géopolitique par rapport à l'ennemi impérialiste (occidental). Même si un autre impérialisme lance une attaque, ce ne peut être au départ que la faute à l'impérialisme occidental. Si l'Ukraine est attaquée, c'est parce que l'OTAN est aux portes de la Russie et menace d'aller plus loin en y faisant entrer l'Ukraine et l'État russe ne fait que se défendre. Peu importe que la dernière avancée de l'OTAN se soit faite en 2004 sous l'ère Bush, et que depuis, la majorité de l'OTAN (y compris des personnages peut suspects d'être des colombes comme Kissinger et Sarkozy) soit vent debout contre toute intégration à court ou moyen terme de l'Ukraine et de la Géorgie. Le Kremlin, d'ailleurs, avait déjà freiné les rêves des faucons occidentaux en 2008 par l'intervention armée «de soutien à la révolte séparatiste» ossète neutralisant de fait la Géorgie, puis en créant les «zones grises» au Donbass et en Crimée en 2014, sans que l'occident ne bouge autre chose que le petit doigt pour gronder très sévèrement... un peu économiquement et surtout verbalement la Russie.

Les crypto-campistes admettant le principe du multi-impérialisme, on aurait pu penser que les études sur les ennemis fassent partie du projet anti-impérialiste. Il n'en est rien: aucune analyse sur l'état désastreux de l'OTAN avant février 2022, après sa retraite piteuse d'Afghanistan et le retrait des troupes US et leurs alliés d'Irak, sur sa «mort clinique» suite au mandat de Trump, sur ses contradictions internes pourtant largement visibles depuis le début de l'offensive russe, entre les USA et l'Europe, entre Européens de l'Est et de l'Ouest, avec en outre une Hongrie peu disposée à la solidarité européenne, sans compter le jeu trouble de la Turquie... Pas une

seule analyse non plus de l'impérialisme russe qui s'étend hors de sa zone d'influence traditionnelle vers la Syrie par l'obtention d'une base aérienne à Hmeymim depuis 2015 – en plus de la base navale de Tartous sur la Méditerranée depuis 1971 – pour paiement de son aide «fraternelle», et en Afrique par le biais du groupe Wagner et une série de coups d'État militaires troubles, avec les compagnies notamment minières qui avancent plus ou moins discrètement derrière...

Reconnaître trop de torts à la Russie, c'est faire le jeu de l'OTAN. Les crypto-campistes vont donc s'acharner à trouver toutes les fautes possibles du côté de l'Ukraine et de l'Occident, et reprendre une bonne partie des arguments du campisme: la «présence en masse de nazis», la défense des russophones contre le «génocide», l'interdiction de partis «de gauche», en fait staliniens pro-Kremlin ou propriétés d'oligarques de la même vision aux visées fort peu sociales, etc.

Quelques différences notables cependant: les crypto-campistes n'abandonnent pas la lutte de classe et se font l'écho des dangereux projets de lois antisociales... du gouvernement Zelinsky! Ils effleureront parfois et seulement si on les y force la situation sociale en Russie... en la déplorant.

La guerre en cours en Ukraine, contre le danger impérialiste pour les campistes, est analysée comme inter-impérialiste pour les crypto-campistes, qui y calquent de manière rigoureuse un schéma revenant à la situation de la première guerre mondiale: deux armées classiques, l'agresseur russe et l'impérialiste de l'OTAN «par Ukrainiens interposés». L'analyse de la défense ukrainienne comme lutte de libération nationale sera donc farouchement niée, les populations considérées comme de simples victimes mais surtout pas des acteurs, et les acteurs un peu gênants



dans cette vision, comme les groupes de gauche, syndicats et ONG seront vitupérés pour avoir cédé aux «sirènes de l'union sacrée», mais pas comme réagissant aux bombardements et aux massacres de leurs quartiers et de leurs villes, et en défense de leurs valeurs sociales, sociétales et politiques!

Leur vision de Zimmerwald, conférence des socialistes pacifistes de 1915, est plus gauchiste et léniniste que celle des campistes: là où les campistes plaident pour la paix à tout prix et des négociations au plus vite avec Poutine, avec les conséquences prévisibles, les crypto-campistes y ajouteront un plaidoyer pour... La révolution ouvrière en Ukraine et en Russie comme aide au retour de la paix entre les peuples! Une vision des masses fantasmée sans aucun rapport avec la réalité, mais magnifiée par l'espérance révolutionnaire... et les dogmes: la phrase de Karl Liebknecht: «L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays!», largement utilisée par la mouvance campiste comme crypto-campiste, est sortie de son contexte et se trouve transformée avec le temps en «chaque peuple doit combattre son propre impérialisme». La solidarité internationaliste est devenue: «chacun pour soi!» Les crypto-campistes le déplorent, comme ils déplorent leur impuissance à agir. Mais est-ce cette seule compassion et ce sentiment d'impuissance qui peuvent remplacer la solidarité?



Résumons

- La lutte contre l'hégémonie étatsunienne et occidentale reste la lutte prioritaire de l'internationalisme, même s'il existe d'autres impérialismes qui ne sont pas des amis... Mais chacun pour soi contre son propre impérialisme!

- Nous sommes aussi sur le concept géopolitique classique de créer sa politique par rapport à

l'ennemi... principal. Les autres attendront. Il faut des priorités.

- Les États qui luttent contre l'hégémonie ne sont pas forcément des alliés, mais si leur discours et leur politique vont dans un sens anti-impérialiste, il faut quand même en tenir compte, ils ont probablement raison.

- La forte référence à la Première Guerre mondiale permet de «dépolitiser» les peuples. C'est la faute aux gouvernants et les sociétés ne sont que des victimes, pas des acteurs, dans le sang ou le piège supposé de l'«Union sacrée»

- Le discours crypto-campiste est un discours qui a du mal à sortir de la propagande de l'agresseur. Les peuples ne peuvent, dans cette compréhension, n'en sortir que s'ils se révoltent contre la guerre et pour le socialisme, dans la droite ligne enseignée par les minoritaires de Zimmerwald, et s'ils ne le font pas, ce sont des traîtres ou des manipulés par l'oligarchie. Le discours de classe existe quasi uniquement pour dénoncer le gouvernement victime de l'agression, pas l'agresseur. De fait, les campistes restent les agents d'influence des États porteurs du discours «anti-impérialiste» unique.

Les crypto-campistes le nieront! Ils ont pourtant oublié un archéo-campiste célèbre, qui lui, n'avait pas hésité à retourner la situation dans le célèbre discours d'Alger de 1965 où il faisait violemment remarquer que ce n'était pas aux révolutionnaires de se mettre au service des États «anti-impérialistes», mais l'exact contraire, faute de quoi ils se feraient les complices de l'impérialisme: «*Que paguen, carajo!*» «Qu'ils payent, bordel!» Ernesto Che Guevara réalisera lors de son retour à Cuba que ce discours ne sera ni oublié par les «payeurs» ni pardonné. C'est, en grande partie, du non-soutien des partis pro-soviétiques qu'advientra sa défaite et sa mort en Bolivie.

AUX SOURCES EMPOISONNÉES DU CAMPISME

On trouvera quelques points communs à tous les régimes «anti-impérialistes» volontairement ou *de facto* soutenus par ces mouvances : la répression ultra-violente et l'écrasement de tout mouvement social indépendant menaçant le pouvoir en place.

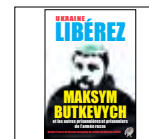
On ne trouvera jamais dans les discours des campistes, et rarement chez les crypto-campistes malgré leurs références appuyées au mouvement ouvrier mondial, un quelconque soutien aux mouvements sociaux comme aux rébellions émancipatrices de masse, qu'elle qu'en soit la nature, qui peuvent advenir dans ces pays. Ces mouvements seront «oubliés», comme la récente révolte ouvrière au Kazakhstan, écrasée par les troupes russes à la tête de la coalition OTSC (Organisation du Traité de sécurité collective, équivalent de l'OTAN sur la zone de l'ancienne URSS). Plus souvent, ils seront dénigrés : les mouvements de masse sont immédiatement accusés d'être manipulés par les services occidentaux, et leur autonomie, ou la complexité inhérente à tout mouvement de rébellion, farouchement niée. Ce sera le cas des diverses révolutions de «couleurs» sur l'espace ex-soviétique contre le népotisme, la corruption et l'autoritarisme de leurs dirigeants.

Ces tendances ont ainsi applaudi les révolutions arabes, tant qu'elles se passaient dans les pays pro-occidentaux, mais ont immédiatement dénoncé les «manipulations de la CIA» en Libye ou au début de la révolution syrienne, pour en faire une unique contre-révolution islamique, niant l'importance des comités locaux de coordination et autres projets auto-organisés qui ont géré et/ou animé les zones libérées de manière civile sans liens organiques avec les groupes armés. L'action des groupes des droits humains, l'action des femmes, des communistes

d'opposition, socialistes révolutionnaires, et tout simplement des groupes auto-organisés des quartiers et des villages sont passés sous le silence de l'oubli... Syrie, Bélarus, Ukraine orange de 2004 ou de Maïdan, Géorgie, Kirghizistan... La liste devient longue des «complots» supposés de la toute-puissante CIA.

En Ukraine, les campistes se sont largement étendus sur le «coup d'État nazi de la junte de Kyiv», qui a pourtant donné la société civile la plus puissante et dynamique de la région tandis que l'ensemble de l'extrême droite s'écroulait à moins de 5 % des suffrages ; ils ont dénoncé le «génocide des populations russophones» à l'Est depuis 2014, d'autant plus inexistant que la majorité des prétendus «génocidés» se sont réfugiés... dans le reste de l'Ukraine, et furent dès les premières heures dans la résistance à l'invasion, ce qui est la première explication de l'échec des troupes russes les premières semaines dans les zones russophones, de Kharkiv à Marioupol ; ils vitupèrent contre le président actuel (juif russo-phone largement élu par les populations de l'est), une «marionnette otaniste va-t-en-guerre», qui est pourtant celui qui, dès le début de son mandat, a tenté contre son opinion publique de régler avec Poutine le conflit dans le Donbass, ce dernier largement entretenu par le fameux «régiment nazi Azov», pourtant largement dénazifié dès 2016 et entré dans l'armée régulière. Pour les crypto-campistes, certes, la Russie n'est pas une démocratie, mais l'Ukraine «nazie» et ou oligarchique, malgré ses élections libres et sa société civile active, ses syndicats, ses associations multiples, de droits humains, de défense des migrants, des femmes, des LGBT... ne vaut pas mieux. Pourquoi la défendre ?

Cette tendance complotiste à voir partout la «manipulation» des masses révoltées, sans laisser voir



une possible autonomie de pensée et d'action est profondément gênante chez des militants se déclarant de gauche. Il s'agit en effet à l'origine, dès la contre-révolution française, une pensée d'extrême droite cherchant une explication à une révolte contre le « bon roi » Louis XVI et la trouvant qui chez les Illuminés de Bavière (marquis de Luchet), qui chez les Francs-Maçons (abbé Barruel), dans tous les cas dans un groupe occulte et tout-puissant. Comme semblent l'être l'OTAN ou les services secrets occidentaux... Encore plus gênant, le discours ethniciste revendiqué, sur l'Ukraine, en défense des russophones pris comme un tout, sans aucune réflexion sur le fait qu'être russophone ne signifie pas pour autant être pro-russe, comme le montrait, pendant la révolution du Maïdan, le très haut pourcentage des discours en russe, ou l'activisme pro-unitaire des nombreuses organisations de réfugiés russophones de l'Est, et d'une grande partie de la jeune gauche ukrainienne. Jamais la gauche campiste ne citera le nom d'Ivan Reznichenko, l'un des leaders du syndicat indépendant des mineurs du Donbass, assassiné par les milices séparatistes en 2015, parce que syndicaliste et pourtant russophone.

Il y a une logique: le discours ainsi porté à la connaissance des « milieux ouvriers de l'Occident » a une source quasi-unique: la propagande des États « anti-impérialistes », déclinée ensuite via les divers canaux médiatiques de chaque pays: presse enbedded de groupes ou de partis campistes, sites complotistes, voire, mais oui, d'extrême droite pro-russes, organisations internationales tenues par le campisme, comme la Fédération syndicale mondiale, actuellement dirigée par le syndicat grec PAME – émanation du Parti communiste de Grèce (KKE), qui est resté stalinien, donc traditionnellement pro-Kremlin-, auquel on rajoutera des groupes de la vieille gauche

post-soviétique, comme le KPRF en Russie, et dont les concepts tant de socialisme que d'opposition sont restés assez élastiques, comme le très officiel et régimiste Parti communiste syrien, participant au Front national progressiste dirigé par le parti de Hafez El-Assad...

Pour les campistes, qu'importe la vérité et l'éventuel confusionnisme, l'essentiel par-dessus tout étant la lutte contre l'hégémonie!

Les crypto-campistes ne peuvent se détacher de cette logique, d'abord par la priorité de leur combat, mais surtout par le fait qu'ils n'ont aucune autre source possible et crédible à laquelle se référer: ils n'ont pas, et ne veulent pas avoir, et ne veulent pas chercher des sources sur les zones concernées, pourtant nombreuses, tant politiques que syndicales, sans compter les nombreuses associations de droits humains, féministes, etc. Exception particulière: en 2014, le jeune groupe marxiste-léniniste ukrainien Borotba fut le seul interlocuteur du parti de gauche allemand Die Linke. À préciser que c'est Borotba qui est venu vers les milieux germaniques et pas le contraire, pourvoyeur d'un discours clairement anti-Maïdan et pro-russe. Die Linke, averti par la jeune gauche ukrainienne, mit quelques mois à réaliser qu'un interlocuteur par ailleurs ouvertement allié à toute l'extrême droite russe n'était peut-être pas très crédible, même contre les « nazis » ukrainiens. La plupart des militants de Borotba sont depuis allés chercher asile à Moscou. Malheureusement, cela n'empêcha pas plusieurs députés de Die Linke d'être observateurs de l'*ersatz* de « référendum » en Crimée en 2014 ou de se déplacer dans le Donbass séparatiste, cornaqués par des guides peu indépendants et très pro-russes, chaque fois aux côtés de figures célèbres de l'ultra-droite occidentale...



En résumé encore

Les sources d'information des campistes, et du coup des crypto-campistes, se résument à la propagande des États anti-OTAN, directement ou par le biais d'organisations stalinienne ou de médias aux ordres, voire complotistes, confusionnistes et même parfois d'extrême droite. Au mieux, les partis « communistes » de la région, tous directement liés au Kremlin et dont le socialisme n'est plus qu'une pensée vide de sens... Les campistes et crypto-campistes deviennent, volontairement ou non, les agents d'influences des dictatures.

LES SENTIERS ARIDES DES GRASSROOTS

« Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? » La devise des Shadocks pourrait à merveille être celle des *grassroots*, comparés aux précédents courants aux logiques plus basiques.

En effet, avec eux, on entre dans la complexité assez absente dans les faits des précédents courants.

Déjà, la mouvance est multiple et pas toujours homogène entre les « politiques », anarchistes ou trotskistes, les écologistes, les syndicalistes, les militants transcourants de la solidarité internationale, les militants pacifistes et non-violents agissant sur la prévention et la résolution des conflits, et bien d'autres à la fibre politique agissant à l'international, proches ou au sein d'ONG...

La géopolitique comme définition de l'ennemi n'est pas dans la culture des *grassroots*. Ils ne se battent pas d'abord « contre », mais « pour », dans le cadre de l'émancipation et de la sécurité humaines, donc de fait sur une vision et une pratique internationaliste de solidarité mutuelle face aux diverses oppressions, avec des personnes et des organisations des zones concernées. Dans ce cadre, on assiste à la

création d'une « diplomatie par en bas », visible dans les grands rendez-vous internationaux et altermondialistes, essentielle dans les périodes de pré-conflit, de conflit et de post-conflit, elle-même participant à une informelle mais présente « géopolitique des peuples » qui se forme dans des événements comme les révolutions « de couleurs » dans l'espace post-soviétique ou les révolutions arabes, qui contaminent elles-mêmes l'Afrique subsaharienne au Burkina Faso, provoquant la chute du régime de Blaise Compaoré en 2014 ou la révolution soudanaise.

Sur le terrain européen, on a vu donc les *grassroots* soutenir les syndicalistes de Solidarnosc en Pologne dès la fin des années 1970, faire campagne contre les euromissiles de l'OTAN à l'ouest, comme les campistes pro-soviétiques, tout en apportant leur solidarité avec les dissidents de l'est luttant contre leurs propres euromissiles, et, dans les deux cas, participant activement, au niveau de la société, à la fin de la « prison des peuples »... Pendant la Perestroïka, puis la dislocation du bloc soviétique, on assistera à un petit afflux de militants occidentaux, une mouvance trotskiste britannique, des anarchistes allemands, des syndicalistes, écologistes, féministes, militants des droits humains, pour aider les activistes locaux au développement des sociétés civiles dans leurs pays... Pendant la guerre en ex-Yougoslavie, les mêmes courants aideront leurs partenaires croates, serbes, bosniaques, monténégrins, kosovars, à garder les contacts au-delà des lignes de front guerrières et nationalistes, et des militants assureront les « convois ouvriers pour la Bosnie » en direction des mineurs de Tuzla, dont les actuels convois ouvriers vers l'Ukraine, parrainés par divers syndicats (CGT, FSU, SUD-Solidaires... pour la France) sont les héritiers directs.



Le courant, si on se base strictement sur les héritiers du mouvement ouvrier, n'est pas nouveau, il est aussi vieux que la Première Internationale. La pratique n'est pas nouvelle non plus, et les *grassroots* peuvent bien aussi se réclamer de Zimmerwald, où la plupart des congressistes antiguerre se connaissaient.

Comme le nombre de participants à Zimmerwald, par contre, le courant est très faible, et n'échappe pas à la désaffection qui concerne les zones où il n'y a pas une tradition ancienne de liens, contrairement au Maghreb ou l'Amérique latine.

L'afflux de la solidarité reste donc très faible au regard des besoins et surtout des appels de la société civile au moins dans sa tendance progressiste : outre la faiblesse des *grassroots* sur la zone, une grande partie de la gauche occidentale, de cette époque jusqu'à aujourd'hui, est restée rigoureusement bloquée sur les logiques de guerre froide, et une vision géopolitique prenant plus pour base les États que les sociétés.

Elle est aussi bloquée, dans une stricte logique fondamentaliste et conservatrice héritée du léninisme, sur le monde ouvrier et éventuellement les colonisés et/ou les petites nations ; toutes les autres oppressions, médias, féministes, LGBT, environnementales, racistes antimigrantes, religieuses, moralistes et concernant les autres droits humains essentiels sont purement et simplement oubliées...

Et puis, ne serait-ce pas « faire le jeu de l'impérialisme » (occidental) que d'aider à affaiblir ou renverser un « allié anti-impérialiste » ? Les *grassroots* sont donc forcément, pour les campistes, des idiots utiles voire des alliés de la CIA et de l'OTAN. Aider la société civile ukrainienne, c'est prendre le parti de Zelinsky, « marionnette de l'OTAN et des oligarques ». Impossible pour les campistes de penser qu'une société civile puisse avoir son propre agenda. Une révolte cache forcément un putsch, une

résistance ne peut être qu'un stupide ralliement à l'« Union sacrée ».

Mais pour les *grassroots*, quel que soit l'endroit du monde, c'est aux principaux concernés, à la société civile, de désigner les besoins, définir l'oppression, l'ennemi vital, dans un lieu ou un temps donné par l'actualité.

En Syrie, et selon les régions et dans le même temps, pour les populations libérées, l'ennemi pouvait être le pouvoir de Damas, soutenu par l'impérialisme russe ou l'impérialisme iranien par le biais de troupes de Pasdaran ou le Hezbollah libanais ; Daesh travaillant à sa propre extension territoriale ; tel groupe islamiste ou proto-islamiste soutenu par le micro-impérialisme turc, ou qatari, ou saoudien, ou l'impérialisme turc directement... Certains combattants internationalistes de tendance campiste venus soutenir les conquêtes révolutionnaires au Rojava (dont d'anciens combattants pro-russes au Donbass) ont dû être passablement remués idéologiquement de devoir leur vie ou leurs victoires à l'aide apportée par les bombardements US sur les lignes de Daech...

Pour la gauche ukrainienne, comme pour ses soutiens immédiats dans les pays d'Europe de l'Est qui ont connu la férule soviétique, gauche polonaise, anarchistes russes et syndicalistes biélorusses, le danger vital impérialiste a une couleur et une origine directement reconnaissable depuis de longues années : le pouvoir russe. Si le capitalisme, oligarchique et sa politique antisociale sont bien présents et toujours combattus en même temps que les envahisseurs, l'oppression otaniste en tant que telle, subie et réelle sur d'autres points du globe, n'est pas vraiment le sujet du jour : ce n'est pas lui qui a commencé et continue à bombarder aveuglément les populations civiles, viole, torture et tue impunément dans les quartiers et les villages.



Les crypto-campistes appellent la classe ouvrière à se révolter contre la guerre et les mesures antisociales de Zelinsky, mais aucune de leurs organisations n'a mené la moindre campagne internationale contre ces mesures, pourtant médiatisées en Europe par les courants de gauche et syndicalistes ukrainiens, et même la CGT qui soutient officiellement ses partenaires ukrainiens subit de violentes attaques campistes en interne. Le gouvernement Zelinsky, d'abord hésitant au vu des premières réactions internationales, a finalement pu passer la loi au vu de la faiblesse des protestations.

Les sociaux-traîtres ne sont pas forcément là où les voient les staliniens, inventeur du terme.

La guerre en Ukraine, contrairement à ce que voient les campistes (agression de l'OTAN), est analysée par les Ukrainiens comme par les *grassroots* comme une guerre impérialiste menée par la Russie (but : reprendre la main sur son ancienne zone d'influence impériale), colonialiste («L'Ukraine n'existe pas. Les Ukrainiens sont des Russes» a clairement affirmé Poutine), politique et idéologique (éradiquer par le feu et la répression ultime toute idée nationale ukrainienne, disait un article de Novosti aux forts relents fascistes, mais aussi éliminer la société civile dynamisée par la révolution du Maïdan – «Il n'y aura pas de Maïdan en Russie», déclare Poutine depuis dix ans). La résistance ukrainienne, dans toutes ses composantes civiles et militaires dans laquelle s'inscrivent tous les secteurs politiques de gauche et anarchistes, syndicalistes et associatifs est perçue profondément comme une guerre de libération nationale, à laquelle se greffe la résistance sociale contre les lois antisociales du gouvernement Zelinsky. On ne peut donc parler d'union sacrée : si toutes les forces politiques se retrouvent effectivement sur le front, les raisons de s'y trouver n'ont qu'un point commun : repousser

un envahisseur qui vise à l'anéantissement de toutes les visions possibles de l'Ukraine, ultra-nationalistes pour les uns, libérales-démocrates pour d'autres, démocratiques, sociales et sociétales pour les acteurs de la société civile et du mouvement ouvrier.

Guerre idéologique ? On a connu à gauche plus de rapidité à détecter les signes du fascisme dans diverses dictatures, et si, pour les chercheurs l'analyse est toujours en cours, l'extrême droite européenne a choisi son maître et les néonazis russes de toute obédience sont aux ordres, à commencer par le chef de la milice Wagner, qui exhibe ses tatouages SS. Le discours ethnique et guerrier est lui aussi sans ambiguïtés, comme la forme de l'agression qui vise bien les civils en tant que tels, sans fioritures de langage sur les dommages collatéraux. Les Ukrainiens ont formé le néologisme de «rashism» (Russian fascism) pour définir le type de guerre en cours.

«On n'est pas en Espagne 36», «ce n'est pas la défense d'une révolution», «c'est la maudite union sacrée de 14, pas la résistance au nazisme», lancent les campistes et crypto-campistes. Le très vieux débat entre démocratie et fascisme avait aussi existé en 1940 : l'essentiel des anarchistes et trotskystes... français sont ainsi restés pendant toute la guerre dans l'expectative dans laquelle se tiennent maintenant les campistes. Pour les mêmes raisons : ne pas s'engager dans une guerre inter-impérialiste. L'essentiel des anarchistes et trotskistes espagnols et européens réfugiés en France se sont retrouvés, eux, logiquement dans les maquis. Entre justifications pseudo-théoriques et analyse pratique, ça paraissait parfaitement évident pour ceux qui savaient depuis trois ans et plus (pour les Italiens et les Allemands des brigades internationales, notamment), ce qu'était la différence entre démocratie et fascisme. Et les *grassroots*, confrontés dans leurs solidarités aux soutiens des résistants



aux dictatures, ne peuvent opter pour une neutralité qui signifie, politiquement et physiquement, la fin de leurs partenariats... et partenaires... Certains préfèrent oublier les leçons de l'histoire. Sur le front ukrainien, on trouve, entre autres, des antifascistes russes et des libertaires bélarusses. Pas vraiment de liens avec Zelinsky, ses oligarques et l'OTAN.

Nul ne nie donc, chez les *grassroots*, la nécessité pour le peuple ukrainien de se défendre contre une telle agression. Les débats, entre les individus et les tendances furent par contre souvent difficiles entre les partisans d'une défense violente et non-violente. Les Ukrainiens eux-mêmes ont répondu, notamment à travers l'initiative du réseau libertaire Opération solidarité, animant aussi bien la solidarité humanitaire que l'aide en matériel aux militants sur le front. Autre pierre d'achoppement : peut-on laisser l'OTAN, impérialisme occidental, équiper l'armée ukrainienne ? Ce sont les pays de l'OTAN, par leurs tergiversations sur les armes et le type d'armes, leurs premières aides au compte-gouttes, les déclarations de plusieurs chefs d'État, dont Emmanuel Macron, sur l'appel à la négociation, la Hongrie qui garde une neutralité bienveillante vers le Kremlin, la Turquie qui joue son propre jeu, qui ont eux-mêmes répondu : si, dans un passé pas très lointain, l'OTAN n'a pas respecté son accord tacite de respecter les frontières russes, il n'y a depuis plusieurs années aucune vision d'ensemble, aucune stratégie offensive en direction de la Russie, et toujours pas aujourd'hui.

La guerre implique, pour les *grassroots*, dans la logique de la « diplomatie par en bas » et les contacts au-delà des lignes de front, comme au temps de la fracture yougoslave, le soutien aux forces antiguerre russes, et à la résistance bélarusse, dont le gouvernement est allié du Kremlin. La récente condamnation à de lourdes peines de prison de 16 dirigeants et

militants du BKDP, syndicat indépendant bélarusse, appelant à la résistance antiguerre n'a guère ému les tendances campistes et crypto-campistes... Encore une fois, pour certains, l'internationalisme ouvrier se trouve de curieuses limites...

En résumé

- La solidarité à la base vers la société civile dans son ensemble et les victimes d'oppression est la priorité des *grassroots*. Ce sont les partenaires qui désignent les oppresseurs, intérieurs et impérialistes. Et ces derniers ne se résument pas à l'occident et à l'OTAN : l'impérialisme varie selon les zones, et pour l'Ukraine, il est d'abord russe. Loin du « A chacun de lutter contre son propre impérialisme », les *grassroots* adoptent une position solidaire envers toutes les victimes d'un impérialisme.

- Les *grassroots* n'en restent pas à la solidarité ouvrière. Les oppressions sont plus larges et concernent tous le spectre des droits humains. Ce qui permet un fonctionnement en réseau beaucoup plus large, essentiel, notamment pour la recherche d'informations et d'analyses, et pour la recherche de solutions ou de soutiens, et, au-delà, à la construction et à la consolidation de la société civile.

- Les États ont leurs visions diplomatiques et géopolitiques. Les *grassroots* ont la leur, la « diplomatie par en bas » entre sociétés civiles, elles-mêmes actrices, parfois, d'une géopolitique des peuples. Celles-ci sont donc des acteurs autonomes, pas forcément des objets manipulés ou des sempiternelles victimes.

- Dans ce cadre, l'analyse de la guerre et la position des *grassroots* ne peuvent se contenter d'un universel « non à la guerre » mettant sur le même plan agresseurs et agressés. Les *grassroots* sont solidaires des agressés, et maintiennent le lien et leur soutien aux forces antiguerre dans le pays agresseur.



CONTRE L'IMPÉRIALISME RUSSE ET L'ASSUJETTISSEMENT AUX POUVOIRS NÉOLIBÉRAUX

ENTRETIEN AVEC ALONA LIASHEVA¹

La Russie a lancé des vagues d'attaques de missiles sur l'Ukraine. Quel impact cela a-t-il eu sur la vie des populations, sur la conscience populaire? Quel effet cela a-t-il eu sur la volonté des gens à résister à l'invasion?

La Russie a commencé à lancer cette dernière série d'attaques de missiles le 10 octobre 2022. Ils étaient censés affaiblir l'armée ukrainienne, mais cela n'a pas fonctionné. Ici à Lviv, ils ont semblé toucher tout sauf les bâtiments militaires. Alors que les bâtiments civils ont été privés d'électricité et ont subi des coupures de courant, les bâtiments militaires ont fonctionné avec de l'électricité ordinaire ou celle produite par des générateurs.

Les victimes de ces missiles étaient donc des civils et des infrastructures de nature civile. De nombreuses personnes ont perdu le chauffage en plein hiver et ont dû supporter des températures extrêmement basses dans leurs maisons et appartements.

Ces attaques ont coupé l'électricité dans les hôpitaux, ce qui a provoqué l'arrêt des réfrigérateurs qui conservent les vaccins Covid, entre autres. En conséquence, nous n'avons pas pu disposer de vaccins pendant un certain temps. Toutes sortes de personnes et d'organisations se sont mobilisées pour nous procurer de nouveaux vaccins, installer des générateurs dans les endroits clés et rétablir l'électricité dans les

établissements clés. Je pense que la Russie espérait briser la volonté du peuple ukrainien. Mais c'est le contraire qui s'est produit. Dans les sondages, le soutien populaire à la résistance militaire à la Russie est resté inébranlable.

Beaucoup dans la gauche occidentale persistent à qualifier la guerre de « guerre par procuration » entre les États-Unis, l'OTAN et la Russie. Ils appellent également à un cessez-le-feu immédiat et à un règlement négocié pour mettre fin à la guerre. Quels sont les problèmes que posent ces positions?

Cette question peut trouver une réponse vraiment toute simple. Il suffit d'écouter ce que Poutine vient de dire, le 21 février, dans son discours sur l'« état de la nation ». Il a déclaré que son objectif était de conquérir l'Ukraine et de la faire rentrer dans la Fédération de Russie. Au moment même où il parlait, l'armée russe attaquait et tuait des civils. Ainsi, autant les discours de Poutine que les actions de son armée démontrent que la Russie ne reconnaît pas l'Ukraine comme une nation indépendante, et encore moins comme un interlocuteur pour des négociations. Il n'est certainement pas intéressé par une paix juste. Avec son régime qui vise à notre éradication nationale, nous n'avons pas d'autre choix que de nous défendre. Malheureusement, c'est aussi simple que ça. La plupart des gens le comprennent en Ukraine. Dans des enquêtes sociologiques, j'ai demandé aux gens ce qu'ils pensaient d'un cessez-le-feu et de négociations. Presque sans exception, ils disent qu'on ne peut pas faire confiance à la Russie pour une quelconque négociation.



1. Alona Liasheva travaille au Centre de recherche pour les études est-européennes de l'université de Brème. Elle est corédactrice de *Commons: Journal for Social Criticism*. Propos recueillis par Ashley Smith.

C'est particulièrement vrai pour les personnes qui ont vécu dans les zones occupées de l'Ukraine. Elles décrivent leur vie sous un régime qu'elles n'ont pas choisi, qui ne les représentait pas et qui a rejeté violemment leur droit de se percevoir comme des Ukrainiens et Ukrainiennes. Ce régime imposait des conditions économiques terribles, pratiquait la discrimination à l'égard des femmes et des personnes LGBTQ. Il enlevait des enfants pour les «rapatrier» (!) en Russie. C'est pourquoi les Ukrainiens et les Ukrainiennes n'accepteraient pas que Zelensky dise : «Nous ne nous battons plus, nous allons accepter un cessez-le-feu et négocier l'abandon des territoires occupés.»

Tout cela a changé ma propre vision de la diplomatie, que j'avais défendue au cours des huit dernières années. Je soutenais les accords de Minsk [Minsk 1 de septembre 2014 et Minsk 2 de février 2015] comme un moyen de geler, sinon de résoudre, le conflit. Poutine a brisé mes illusions, en violant l'accord et en déclenchant cette invasion. À ce stade, négocier avec lui serait le summum de la naïveté. Ce serait se tirer une balle dans le pied.

Je sais que la gauche a tendance à chercher un funeste complot des États-Unis derrière tout. Bien sûr, je pense qu'il est important d'analyser chaque conflit pour en comprendre les acteurs, la dynamique et les responsables. Dans le cas de l'Ukraine, c'est beaucoup plus simple que ce que pensent beaucoup de gens à gauche. L'Ukraine a été attaquée par une armée impérialiste et, par conséquent, nous sommes dans une lutte pour défendre nos vies et notre droit même d'exister en tant que nation souveraine.

Ceux qui sont à gauche aux États-Unis, en particulier les hommes blancs hétéros qui tendent à être les plus virulents dans leur opposition au droit à l'autodétermination de l'Ukraine, devraient prendre un

moment pour réfléchir à leur position privilégiée. Ils ne sont pas attaqués par une armée impérialiste. On ne leur a pas refusé le droit de dire : «Je suis ukrainien. Je veux vivre dans ma propre ville. Je souhaite faire mon travail de manière paisible.» On ne leur a pas dit que vous ne pouvez pas être gay, ou que vous ne pouvez pas obtenir tel ou tel emploi parce que vous êtes une femme. Au lieu de nous écouter parler de notre expérience, au lieu de s'identifier à notre combat, trop de personnes à gauche construisent des récits complexes d'ordre géopolitique, qui franchement ne tiennent pas la route après un examen attentif. Le problème principal est que 44 millions de personnes peuvent être privées de leur identité nationale, de leur personnalité politique et de leur capacité d'action.

Pourquoi est-il important que la gauche internationale soutienne la lutte de l'Ukraine pour l'autodétermination? Quels sont les enjeux de la victoire ou de la défaite de l'Ukraine dans cette guerre?

En réalité, tout le monde dans le monde a un intérêt dans la lutte de l'Ukraine pour se libérer de l'invasion et de l'occupation. Après la Seconde Guerre mondiale en Europe, les États se sont mis d'accord pour fixer une ligne rouge à ne pas franchir; ils ne devaient pas envahir et occuper d'autres pays.

Mais de plus en plus, les puissances impérialistes ont commencé à franchir cette ligne dans le monde entier. La Russie a fait de même, d'abord en Tchétchénie, puis en Syrie, en Géorgie, au Donbass et en Crimée. Si la Russie parvenait à envahir l'Ukraine, cela créerait un précédent pour que d'autres puissances et États impérialistes fassent de même – envahir, occuper, abattre et tuer des civils en toute impunité.

C'est pourquoi l'invasion n'est pas simplement un conflit régional. La Russie met en marche un



processus qui pourrait conduire à des niveaux de plus en plus élevés d'interventionnisme impérialiste et potentiellement à une troisième guerre mondiale entre des puissances nucléaires. La solidarité avec l'Ukraine est donc dans l'intérêt de tous.

En réalité, la question ne devrait même pas se poser. Le soutien aux luttes pour l'autodétermination, de la Palestine à l'Ukraine, est un principe pour la gauche internationale, ou du moins devrait l'être. Mieux, la gauche a toujours défendu le droit des nations opprimées à lutter pour leur libération. Toute compromission sur ce principe discrédite la gauche aux yeux des peuples opprimés. En revanche, la solidarité internationale avec toutes les luttes des opprimés renforce notre capacité collective de résister à toutes les puissances impérialistes et de lutter pour un changement social progressiste partout dans le monde.

Il ne s'agit pas d'une question abstraite pour nous. La gauche internationale peut faire une différence matérielle dans notre capacité à gagner ou à perdre. Plus il y aura de solidarité avec nous, plus il y aura d'aide humanitaire, plus il y aura de soutien à nos syndicats et plus il y aura de soutien à notre gauche, plus nous serons en mesure de résister à l'impérialisme russe et de lutter pour un avenir progressiste en Ukraine, voire dans toute l'Europe de l'Est.

La trahison de cet internationalisme affaiblira notre lutte et discréditera la gauche en Ukraine et dans le monde. Qui pourrait se rallier à une gauche qui justifie et excuse la guerre impérialiste ou qui ignore les luttes de libération des opprimés ?

Pouvez-vous nous en dire plus sur votre expérience avec la gauche internationale ? Avez-vous trouvé du soutien ? Avez-vous pu tisser des liens avec des socialistes et des militants antiguerre russes ?

Malheureusement, de larges pans de la communauté internationale ont utilisé le schéma de la

guerre froide pour interpréter cette guerre. La plupart parmi ces secteurs ont fini par ignorer ou refuser de soutenir notre lutte pour l'autodétermination. Ils se sont diversement rangés du côté de la Russie, ont excusé son agression ou ont dépeint à tort la guerre comme une guerre inter-impériale entre les États-Unis/OTAN et la Russie. Les plus extrémistes sont allés jusqu'à imputer à l'Ukraine la responsabilité de son agression. C'est comme reprocher à une femme d'avoir été violée parce qu'elle portait une jupe courte. D'autres personnes de gauche ont cherché à discuter avec des Ukrainiens ou à lire nos livres et nos articles pour comprendre la guerre de notre point de vue. Qu'ils le sachent ou non, ils adoptaient une méthode qui devrait être un principe de la gauche – écouter ceux qui sont opprimés.

Ils/elles ont construit une solidarité avec notre lutte pour l'autodétermination. Ces militant·es de gauche, ces syndicalistes, et en particulier les réseaux féministes internationaux, dont je fais partie, ont joué un rôle important. Ils ont fait campagne pour les besoins des Ukrainiens et des Ukrainiennes, notamment en soutenant notre droit à obtenir des armes qui sont essentielles à notre capacité de nous défendre.

Ils/elles ont également fourni une aide humanitaire, se sont joint·es à notre campagne internationale pour l'annulation de notre dette, ont soutenu la lutte de nos syndicats pour défendre nos droits en matière de législation du travail et ont participé à de nombreuses autres campagnes. En Europe de l'Est, nous avons reçu beaucoup de soutien de la part de Razem [La Gauche ensemble, parti fondé en 2015], en Pologne. Ils ont joué un rôle central dans notre lutte pour l'annulation de la dette.

Nous avons également reçu le soutien de nombreuses organisations et militant·es russes. Toutefois,



certaines ont adopté la position de ceux qui, dans la gauche occidentale, ont rendu l'Ukraine responsable de la guerre, au même titre que les États-Unis ou l'OTAN. Ils recyclent mot pour mot les points de discussion de Poutine. Ils recyclent mot pour mot les points de vue de Poutine. Mais pour la plupart de nos alliés russes, la question était vraiment aisée. Étant dans un pays impérialiste, ce n'était pas un problème théorique compliqué. Ils ont constaté que Poutine avait ordonné l'invasion d'un autre pays, l'Ukraine, et ils ont déclaré que la solution était simple : la Russie devait se retirer !

Ces organisations et militant·es russes, notamment la Résistance antiguerre féministe, ont organisé des manifestations de suite après l'invasion. Mais le régime russe les a réprimées. Il en a emprisonné un grand nombre et a forcé un nombre considérable de militant·es à quitter le pays ou à se cacher. Par conséquent, nous ne pouvons pas dire qu'il existe actuellement un mouvement antiguerre en Russie. Néanmoins, nous entretenons des relations étroites avec des organisations et des réseaux de militants russes, tant à l'étranger qu'y compris en Russie.

L'un des défis auxquels la gauche ukrainienne est confrontée est de savoir comment soutenir la lutte pour la libération et, en même temps, protester contre les politiques néolibérales du gouvernement et les attaques contre le mouvement ouvrier. Comment votre groupe, Sotsialnyi Rukh, et d'autres ont-ils abordé cette situation ?

Ce n'est pas aussi difficile qu'il n'y paraît. En réalité, tout le monde fait des reproches au gouvernement. Cette discussion politique animée est le résultat de la guerre elle-même. L'horrible vérité est que lorsque des bombes frappent votre maison, vous êtes obligé de vous demander pourquoi cela se produit, comment y résister, ce que le gouvernement fait pour

vous défendre, comment il peut mieux le faire et ce que vous pouvez faire pour rendre la résistance plus efficace.

La peur et la colère ont motivé les gens à faire tout ce qu'ils pouvaient, depuis le volontariat pour se battre jusqu'à l'organisation de l'aide réciproque afin de surmonter la catastrophe de la guerre. Les gens se regroupent dans des situations d'urgence. Personne ne veut être seul ; on veut rejoindre un collectif et améliorer ses conditions. Inévitablement, cette politisation s'étend à tous les autres domaines de la société ukrainienne. Les gens commencent à penser à leurs droits en tant que travailleur·euses, en tant que femmes, en tant que personnes LGBTQI, et ainsi de suite. C'est pourquoi beaucoup d'Ukrainiens et d'Ukrainiennes rejoignent différents groupes et organisations politiques. Certains se sont orientés vers des organisations de droite et vers leurs idées traditionalistes ou religieuses.

Dans le même temps, la gauche s'est développée car les gens recherchent des solutions progressistes. Notre organisation a beaucoup recruté l'année dernière. Nous avons beaucoup plus de membres pour accomplir beaucoup plus de tâches. Les gens sont plus actifs, prêts à s'organiser et à se mobiliser pour toutes sortes d'initiatives. Des groupes d'étudiant·es de gauche se sont développés. Ils ont organisé des manifestations contre la fermeture d'universités, formulé des revendications sur leurs droits et construit une solidarité internationale avec les organisations étudiantes du monde entier.

Les syndicats ont également exprimé leurs revendications et créé de nouvelles organisations. Certaines de ces organisations sont nées directement des conditions de guerre. Par exemple, lorsque Kherson a été occupé, certains ont compté les autres pour se protéger des forces russes. D'autres ont fui ensemble vers



d'autres régions du pays où ils ne connaissaient que peu de personnes.

Dans les deux cas, les gens se sontentraïdés, créant ainsi des réseaux. Ceux-ci sont devenus la base de l'organisation syndicale dans le cas des travailleurs et travailleuses de la santé; la plupart étaient des infirmières. Ils ont formé un syndicat pour lutter pour leurs intérêts et pour celles et ceux de leurs patient-es.

À la suite de toute cette fermentation de la société civile, beaucoup, et pas seulement la gauche et les groupes féministes, ont émis des critiques sur la façon dont le gouvernement mène la guerre et sur ses politiques sociales et de classe. Bien sûr, une majorité soutient Zelensky en tant que chef du gouvernement et de la résistance militaire, mais pas sans critiques.

Dans ce contexte, la gauche peut à la fois se tenir du même côté que Zelensky pour ce qui a trait à la résistance et s'opposer à ses lois néolibérales réactionnaires et à ses attaques contre les droits syndicaux. Nous gagnons une audience plus importante grâce à cette approche.

Nous écrivons des articles expliquant pourquoi ses politiques néolibérales sont injustes, sapent le moral et compromettent la résistance. Nous les envoyons aux ministères et aux commissions parlementaires. Parfois, notre point de vue est entendu et a un certain impact.

Parfois, nous sommes simplement ignorés. C'est pourquoi nous publions nos positions sur notre site web, les envoyons aux médias et les partageons directement avec les syndicats et les organisations du mouvement social. Nous les partageons également au niveau international et faisons appel à nos alliés pour faire pression sur le gouvernement.

L'un de nos principaux outils est la pétition. Si une proposition de loi obtient 25 000 signatures sur des pétitions, elle doit être portée à l'attention du

président. Par exemple, nous avons aidé à lancer une pétition pour une loi légalisant le mariage homosexuel. Elle a rapidement obtenu 25 000 signatures, obligeant Zelensky à déclarer publiquement qu'il était d'accord avec la proposition. Le gouvernement ne l'a pas encore adoptée, mais nous avons contribué à susciter un débat public sur le mariage homosexuel.

C'est grâce à de telles campagnes que le gouvernement a été contraint de s'attaquer à la corruption. Ce n'est pas le résultat d'un simple article d'un journaliste [il s'agissait de Iouri Nikolov qui a publié, le 21 janvier 2023, sur le site ZN.UA, une enquête sur les détournements sur les contrats de fourniture de nourriture aux soldats, entre autres. Réd.] qui l'a dénoncée, mais le résultat d'une activité à long terme des progressistes et des militants anticorruption.

On discute déjà de la reconstruction de l'Ukraine après la guerre. Beaucoup craignent qu'elle ne se fasse selon des principes néolibéraux, en utilisant la dette et la dépendance comme moyen d'approfondir les contre-réformes du type «marché libre». Quel type de reconstruction préconisez-vous et comment le combat pour cette reconstruction découle-t-il de la lutte de libération?

Il y aura une énorme lutte sur les termes de la reconstruction, tout comme il y a eu une importante bataille sur la «néolibéralisation» de l'Ukraine depuis la crise financière mondiale de 2008. Je ne suis pas assez naïve pour croire qu'après notre victoire, l'Ukraine se soulèvera et soutiendra les réformes démocratiques et sociales. Mais nous pouvons contribuer à mener un combat pour une reconstruction aussi progressiste que possible.

Il ne fait aucun doute que Zelensky et les institutions financières internationales ont prévu une reconstruction néolibérale. Les puissances occidentales, le FMI et la Banque mondiale accorderont des



prêts à condition que l'Ukraine mette en œuvre de nouvelles contre-réformes de type «marché libre», impliquant la déréglementation, la réduction de l'État social et l'ouverture accrue au capitalisme mondialisé.

Nous avons beaucoup de choses à défendre, notamment notre système de santé. Je peux aller à l'hôpital et obtenir des services médicaux de base comme des analyses de sang et des vaccinations gratuitement. Bien sûr, le système est sous-financé et il faut attendre pour certains services. Pour cette raison, les personnes qui ont de l'argent vont dans des cliniques privées. Mais c'est quand même mieux qu'aux États-Unis. Certains de mes ami·es sont réfugié·es à New York. Ils et elles ont été choqué·es par la publicité pour les assurances maladies, le coût de l'assurance maladie, les quotes-parts sur les visites médicales et le montant que les gens paient pour les services même s'ils ont une assurance maladie.



Je suis convaincue que les luttes que nous avons vues émerger pendant la guerre permettront d'arrêter le pire de la reconstruction néolibérale. Nous ne voulons pas finir comme l'Amérique néolibérale! Par exemple, la nouvelle organisation des salarié·es de la santé sera en mesure de lutter pour de meilleurs salaires et conditions de travail et de défendre l'ensemble du système de soins. Grâce à de telles luttes, nous ferons valoir qu'une autre reconstruction, socialement juste, est possible.

Au lieu de prêts, nous devrions obtenir de la Russie une aide directe et surtout des réparations pour reconstruire notre pays. Notre dette existante devrait être annulée. Il serait insensé d'utiliser les réparations de la Russie pour rembourser la dette aux institutions financières internationales et aux banques occidentales. Notre campagne pour l'annulation de la dette devrait constituer un exemple pour tous les pays endettés. L'annulation de la dette devrait être la

première chose faite pour aider un pays à se reconstruire après une guerre, une occupation et une crise économique d'ampleur.

Libérée de la dette et des prêts additionnels, l'Ukraine pourrait alors investir dans une reconstruction progressiste du pays, défendre notre État-providence et investir dans le secteur public. L'ensemble de notre économie devra être reconstruite, de notre agriculture à notre industrie d'armement, qui sera essentielle pour que nous puissions nous défendre contre les futures attaques de la Russie. Une telle reconstruction serait dans l'intérêt de la grande majorité de la classe laborieuse du pays.

Le nouveau combat sera similaire à celui de l'après-2008. Le gouvernement ukrainien a contracté des prêts auprès du FMI et a accepté leurs conditions néolibérales. Mais le peuple s'est soulevé contre elles, obligeant le gouvernement à trouver un compromis entre la pression populaire de la base et les institutions financières internationales. Le même schéma se produira pour la reconstruction. Zelensky acceptera les prêts et acceptera les conditions néolibérales, mais il devra ensuite faire face à une opposition intérieure. Les résultats de cette lutte seront déterminés par les rapports de forces au niveau national et international.

Voici une autre raison pour laquelle nous avons besoin de la solidarité de la gauche internationale, des pays endettés du Sud et des syndicats internationaux. Notre combat est contre l'impérialisme et l'ensemble du modèle qui a été imposé à presque toutes les sociétés. Si nous pouvons remporter la libération et une reconstruction progressiste, nous pouvons donner un exemple positif pour les luttes des exploité·es et des opprimé·es dans le monde entier.

PUBLIÉ DANS TRUTHOUT, LE 24 FÉVRIER 2023

Traduction [À l'Encontre](#)

PRISES DE POSITION

SOUTIEN AU PEUPLE UKRAINIEN, UN AN APRÈS L'INVASION RUSSE

PATRICK BAUDOUIN¹

Bien que la situation sociale et politique demeure fortement préoccupante dans notre pays, le présent éditorial se doit d'être consacré à l'Ukraine, un an après l'invasion de ce pays par les troupes russes. Rappel doit d'abord être effectué qu'il s'agit d'une guerre d'agression menée à l'encontre d'un Etat souverain. En pareil cas, la Charte des Nations unies, tirant les conséquences des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, donne pouvoir au Conseil de sécurité, afin de rétablir la paix et la sécurité internationale, de fournir et mettre en œuvre tous les moyens d'ordre militaire nécessaires. Hélas le droit de veto dont dispose la Russie rend illusoire cette disposition. C'est pourquoi la Charte des Nations unies a aussi pris soin de réaffirmer le droit naturel de légitime défense de chacun des membres de l'ONU, dans le cas où il est l'objet d'une agression armée.



La légitimité de la résistance armée des Ukrainiens ne saurait ainsi être sérieusement discutée au regard tant du droit international que du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sauf à remettre en cause la nécessité d'un ordre international plus juste. Toute tentative de justification du président russe doit être récusée. Sa présentation d'une opération de dénazification constitue, outre une falsification de l'histoire, une évidente contre-vérité, alors même que les dernières élections législatives en Ukraine se sont traduites par un échec cuisant des partis d'extrême

droite marginalisés. L'invasion du territoire ukrainien ne peut davantage avoir pour alibi une quelconque menace militaire émanant de l'Otan. L'agression russe n'est en réalité que la poursuite d'une politique expansionniste de Poutine, depuis sa prise de pouvoir, basée sur la terreur et la violation de tous les droits élémentaires, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Russie, ainsi qu'en témoignent les exactions en Tchétchénie, le conflit de Géorgie, l'annexion de la Crimée, la première guerre du Donbass, les interventions militaires en Syrie, en Libye, et, sous couvert de la violente milice Wagner, dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne.

La LDH ne peut que réaffirmer la position adoptée dès le début de la guerre d'agression. La résistance opposée par le peuple ukrainien à une armée russe dotée d'une force de frappe bien supérieure mérite respect et solidarité. Cette solidarité impose que la résistance armée à l'invasion, légitime au regard du droit international, bénéficie d'un soutien apporté par la fourniture des moyens militaires de défense qui lui sont indispensables. À défaut, la victoire reviendra à l'envahisseur, et ce n'est donc qu'à cette condition qu'apparaît crédible la formulation d'une exigence de retrait immédiat et sans conditions des troupes russes de l'ensemble du territoire ukrainien. La LDH n'entend pas pour autant se limiter à une approche seulement militaire, dont elle appréhende les limites, mais force est de constater que la recherche d'une paix juste et durable n'apparaît pas d'actualité tant que l'agresseur se refuse à une décision de cessez-le-feu avec mise en œuvre effective, et persiste au

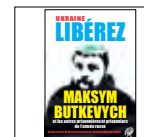
1. Président de la Ligue des droits de l'homme.

contraire à amplifier ses attaques à l'encontre de l'intégrité du territoire de l'Ukraine.

Un autre enjeu majeur au regard des abominations commises est celui de la lutte contre l'impunité. Massacres, viols et tortures, bombardements sur les populations civiles et les infrastructures fournissant les biens essentiels, perpétrés au quotidien depuis le 24 février 2022, constituent des crimes de guerre, et, par leur caractère généralisé et systématique, des crimes contre l'humanité. Les enlèvements et déportations d'enfants ukrainiens vers la Russie relèvent même de la qualification de crime de génocide. Tous ces crimes de masse sont documentés en temps réel, et leurs auteurs doivent être poursuivis et condamnés, dans le respect des règles de droit, que ce soit par la justice ukrainienne elle-même, ou par la Cour pénale internationale immédiatement saisie, ou encore au titre de la compétence universelle par les juridictions d'États tiers si des responsables présumés se trouvent sur leur territoire. Ce refus de l'impunité doit concerner tous ceux qui sont impliqués dans chaque crime, à tous les niveaux hiérarchiques, y compris pour sanctionner les plus hauts responsables.

Enfin, une leçon à tirer de l'Ukraine est celle concernant les mobilisations et solidarités face aux crises. La solidarité de la communauté internationale doit intégrer un soutien de la société civile ukrainienne organisée qui contribue à la démocratie, ainsi qu'à celles et ceux qui, en Biélorussie et en Russie même, expriment leur refus de l'agression et sont poursuivis et condamnés pour leur opposition à la guerre. Mais cet appel à la solidarité pour l'Ukraine doit s'étendre bien au-delà. De nombreux pays du Sud refusent de s'associer aux sanctions contre la Russie en soulignant, à juste titre, une évidente sélectivité dans les engagements et les solidarités dont l'absence est criante pour d'autres situations de guerre et de crises tout aussi dramatiques. Convaincre partout du bien-fondé de la mobilisation pour l'Ukraine suppose aussi de montrer et revendiquer ce qu'on est en droit d'attendre des pays du Nord pour répondre aux besoins de solidarité globale, face aux multiples crises majeures dans un monde globalisé et interdépendant. La LDH ne cessera d'œuvrer en ce sens.

PUBLIÉ SUR LE SITE DE [LIGUE DES DROITS DE L'HOMME](#), FÉVRIER 2023



LES UKRAINIENS PAYENT DE LEURS VIES LE CYNISME DES UNS ET LA BARBARIE DES AUTRES

JEAN-MARC ROYER¹

Dans les «Carnets de guerre» précédents, nous avons abordé le rôle des Occidentaux et de l'Otan après l'effondrement de l'URSS². Nous avons également rappelé les différents engagements de la Fédération de Russie à respecter les frontières internationalement reconnues, fait un rapide tableau des huit guerres précédemment menées par le successeur de Eltsine, esquissé une chronologie des événements depuis avril 2021, attiré l'attention sur les multiples dangers de «dérapages nucléaires» de cette guerre, puis ébauché une première chronologie des faits, y compris militaires.



Nous avons également tenté de montrer en quoi, selon nous, l'Anschluss de la RDA en 1990 avait été fondateur d'un nouvel ordre politico-militaire en Europe – une *ostpolitik* dont l'Allemagne réunifiée allait être le fer de lance – et en quoi il avait constitué le point d'orgue d'une contre-révolution internationale des néolibéraux commencée en 1973, ce qui avait encouragé certains à écrire que la fin de l'Histoire était arrivée. Il reste que cela avait largement fait école dans le gouvernement Eltsine et donné naissance à une kleptocratie oligarchique et mafieuse

aujourd'hui disparue ou en voie de disparition³. Il resterait à entreprendre à grands traits une histoire de la Fédération de Russie depuis 1991 afin, d'une part, d'esquisser l'anthropologie politique d'une population qui a connu un parcours peu commun depuis un siècle; d'autre part, d'étudier l'ascension et la construction d'un nouveau pouvoir qui a pris comme emblèmes la «Grande Guerre patriotique», l'autocratie tsariste et la grandeur éternelle de l'empire russe. Toutes choses qui nous permettraient de mieux comprendre quelques-uns des déterminants politiques majeurs de la situation.

Il est de fait que beaucoup d'articles sur la guerre en cours s'attachent à en décrypter les aspects idéologiques, ce qui peut indéniablement avoir un intérêt; pour autant, il ne faudrait pas en oublier l'analyse de la réalité des rapports économiques qui peut rendre compte, en dernier ressort, des intérêts des uns et des autres. C'est ce à quoi s'attache cet épisode des «Carnets de guerre», après le précédent, en essayant d'en tirer quelques réflexions, sans jamais oublier que la vie de milliers de civils ukrainiens est menacée jour après jour.

LES RETARDS D'INSTALLATION DU CAPITAL OCCIDENTAL EN UKRAINE

Jusqu'à une date récente, le capital ouest-européen ne voyait que peu d'intérêts économiques à l'Ukraine.

1. Carnets de guerre #6.

2. Une remarque à ce sujet: lorsque l'on consulte les nombreuses archives qui relatent les rencontres entre Gorbatchev et les Occidentaux, il est surprenant de constater que ces derniers se retrouvèrent finalement en position dominante, moins de leur fait, que des étonnantes «faiblesses techniques» de Gorbatchev et de son entourage quant au traitement des dossiers abordés.

3. Quatorze responsables économiques russes de haut niveau se sont suicidés depuis le début de l'année 2022. «Suicides, chutes, accidents: de nombreux hommes d'affaires russes sont morts dans des circonstances étranges depuis le début de la guerre en Ukraine», France info, 28 décembre 2022.

En effet, il y avait déjà les zones à bas salaires de Pologne, d'Asie et, à défaut, l'utilisation des travailleurs migrants; mieux valait donc se contenter d'acheter les productions céréalières, minières ou sidérurgiques de l'Ukraine plutôt que d'investir dans ce pays à risques, dont par ailleurs l'appareil productif datait de l'ère soviétique. Si, malgré tout, des capitaux européens sont arrivés en Ukraine, la plupart se sont plutôt retrouvés dans l'immobilier ou les montages financiers¹.

En 2010, la découverte de gisements de minerais rares, de charbon, de gaz de schiste au Donbass ou de pétrole et de gaz en mer Noire, ont attisé tous les appétits, évidemment. Mais l'accord d'association de l'Union européenne² avec l'Ukraine, entré en vigueur en pleine guerre du Donbass, c'est-à-dire en septembre 2017 et le «Partenariat stratégique sur les matières premières» conclu en juillet 2021, n'ont pratiquement connu aucune concrétisation à ce jour étant donné que bon nombre de ces «ressources» se trouvent à l'Est du pays, en Crimée ou en mer Noire, c'est-à-dire dans les zones de guerre ou occupées depuis 2014.

Par contre, ce que nous disent ces tentatives, c'est que le capital occidental n'avait qu'un souci, celui de continuer à faire des affaires, nonobstant les 13 000 morts depuis 2014.

LA PÉRENNITÉ DES INVESTISSEMENTS EUROPÉENS EN RUSSIE...

Les intérêts européens en Russie ou dans les échanges avec ce pays étaient autrement plus importants : l'UE fut le premier partenaire commercial de la Russie durant des années, représentant, par exemple, 30 % du total de toutes les exportations russes³. Avec 160 000 salariés, les entreprises françaises – Auchan, Decathlon, Leroy-Merlin, Renault – étaient le premier employeur étranger en Russie jusqu'au 22 mars 2022. Sans parler de TotalEnergies en Russie qui écrit fièrement sur sa page d'accueil : «Nous sommes présents en Russie depuis plus de vingt-cinq ans. Aujourd'hui, nous sommes actifs dans tous nos secteurs d'activité», ce qui a le mérite d'être clair, malgré le pléonasme caractéristique de l'usage de la langue de bois. Cela dit, le capital allemand est autrement mieux représenté dans ce pays, comme indiqué dans le tableau ci-dessous (le détail des entreprises présentes, classées par pays, est accessible en ligne⁴). Faut-il rappeler d'autre part, que depuis le début de la guerre actuelle, la Russie a engrangé 270 milliards d'euros de revenus grâce aux exportations de combustibles fossiles dont 134 milliards d'euros ont été payés par l'UE⁵? Ce qu'a versé l'UE représente deux fois le budget militaire russe qui était de 60,6 milliards d'euros en 2021.

Et pour se faire une idée de l'attitude du capital après le 24 février, il suffit de rappeler qu'à la date du 9 janvier 2023, seules 24 % des 1 389 entreprises

1. Marco Bojunc, *Towards a Political Economy of Ukraine, Selected Essays, 1990-2015*, Stuttgart, Ibidem-Verlag, 2020.

2. En laissant penser que cet accord a eu des suites tangibles, Pierre Rimbert publie un article de 18 000 signes dans *Le Monde diplomatique* d'octobre 2022, sans un seul mot sur les morts ukrainiens. Lire ses critiques dans *Arguments pour la lutte sociale*, 1^{er} octobre 2022; et Jean-Marc Adolphe, «*Le Monde diplomatique*, petit Goebbels de Poutine», *Les Humanités*, 1^{er} octobre 2022. Citer ces textes ne revient pas à cautionner l'orientation de ces sites. Par contre, cela fait partie du travail des chercheurs que de savoir «trier le bon grain de l'ivraie».

3. Yves Bourdillon et Benjamin Quénelle, «La Russie dépend plus que jamais de son pétrole», *Les Échos*, 14 mars 2018; et Y. Bourdillon, «Poutine lance des menaces extravagantes dans les hydrocarbures», *Les Échos*, 9 septembre 2022.

4. Il est possible de connaître le nom de ces toutes entreprises sur le site : <https://som.yale.edu/story/2022/over-1000-companies-have-curtailed-operations-russia-some-remain>

5. Russia Fossil Tracker : [/www.russiafossiltracker.com/](http://www.russiafossiltracker.com/)



engagées en Russie y avaient cessé leurs engagements ou étaient parties¹.

Pays	Nombre d'entreprises	Restent en Russie	Gèrent leurs investissements ou leurs développements	Réduisent leurs activités	Gardent des colliers ouverts pour leur retour	Anticipent leurs engagements ou quittent la Russie
France	75	25	13	5	22	10
Allemagne	127	20	18	21	36	26
Tous pays	1389	224	162	171	494	338

... LE DISPUTE À LA PÉRENNITÉ DES INTÉRÊTS RUSSÉS EN UKRAINE

Au début du 21^e siècle, l'Ukraine restait en partie dépendante de la Russie : en particulier à l'est du pays, de nombreux géants demeuraient fortement assujettis aux matières premières russes et avaient leur principal débouché chez leur grand voisin. À ce moment-là, les relations entre ces deux pays présentaient toujours toutes les caractéristiques d'un échange inégal, c'est-à-dire en fait, colonial².

C'est dans ce cadre et en profitant des libéralisations de l'ère Koutchma (président de 1992 à 2005) que la prise de contrôle de banques et d'entreprises de grande taille – notamment dans les industries chimique, pétrolière et métallurgique de l'est du pays – fut menée de concert par des oligarques ukrainiens et russes. En effet, ces derniers, qui avaient senti venir un vent mauvais à la fin du siècle³ dans leur pays, avaient pris soin d'exfiltrer quelques-unes de leurs activités à l'étranger, notamment en Ukraine. Outre sa proximité géographique, culturelle

et linguistique⁴, le pays, ex-membre du Comecon⁵, avait conservé quelques *habitus* soviétiques qui permettaient de se retrouver en territoire connu, si ce n'est conquis.

In fine, 60 % des entreprises ukrainiennes seront détenues par des capitaux russes après le mouvement de privatisation évoqué plus haut⁶. Les financements passaient souvent par l'intermédiaire de groupes offshore, ce qui explique la part disproportionnée de Chypre – pays de l'UE, connu pour être un paradis fiscal – dans l'économie ukrainienne. Il est inutile de préciser que l'impact de ces investissements sur la vie du pays et de sa population n'a pas produit que des effets positifs... ou des gains de bien-être, tant s'en faut⁷. Au-delà de tous les discours, cela permet de comprendre pourquoi, sous les présidences de Leonid Koutchma ou de Viktor Ianoukovitch⁸ (2010-2014) l'Ukraine était parée de toutes les vertus, aux yeux de Moscou.

En 2018, malgré lesdites «sanctions occidentales» suite à la conquête du Donbass et de la Crimée⁹, les

4. Le fait que la langue russe soit majoritairement parlée à l'est de l'Ukraine fut invoqué depuis 2014 pour justifier les invasions. À ce compte, étant donné qu'une partie de leurs habitants sont francophones de longue date, pourquoi ne pas envahir la Suisse et la Belgique, puis les annexer dans une «nouvelle France»? Et tant qu'on y est pourquoi s'arrêter aux détails? Revenons donc à l'empire de Charlemagne, ce qui permettrait, outre les deux pays précédents, d'annexer les Pays-Bas, l'Allemagne, la Tchéquie, l'Autriche, la Slovaquie, une bonne partie de l'Italie et le nord de l'Espagne...

5. Une organisation économique qui regroupait en 1978 les pays de l'Europe de l'Est, la Mongolie, Cuba, le Vietnam et l'URSS, laquelle organisait les échanges à sa manière...

6. *EIU Country Report*, avril 2001, p. 33.

7. Vitaliy Denysyuk, «Les Russes en Ukraine. Un révélateur de contraintes», *ibid.*

8. Koutchma fut directeur de l'usine Iouchmach qui fabriquait les missiles intercontinentaux de l'Union soviétique et ancien membre du PCUS. Ianoukovitch membre du PC ukrainien.

9. Malgré sa violence, la prédation de la Crimée n'a jamais atteint le seuil de la guerre «ouverte». Il aura suffi pour cela que le Kremlin combine

1. Site de la Yale School: <https://som.yale.edu/story/2022/over-1000-companies-have-curtailed-operations-russia-some-remain>

2. La Russie restait le premier partenaire commercial avec 22,6 % des exportations et 36,9 % des importations et 70 % de ses importations énergétiques. La dette à l'égard de la Russie était évaluée à 1,4 milliard de dollars. Vitaliy Denysyuk, «Les Russes en Ukraine. Un révélateur de contraintes», *Outre-Terre*, n° 4, 2003, p. 113-118.

3. Seulement deux oligarques de la période Eltsine ont survécu à la prise de pouvoir de Poutine : Mikhaïl Fridman et Vladimir Potanine.

investissements des holdings russes en Ukraine – exit les oligarques – représentaient 34,6 % du montant total des investissements directs étrangers, selon le service d'État des statistiques. Le second investisseur étranger était... Chypre. La Russie était donc la première et la deuxième source d'investissements étrangers dans ce pays¹. En outre, elle contrôlait la moitié du pétrole conventionnel de l'Ukraine, 72 % de son gaz naturel et l'essentiel de sa production et de ses réserves de charbon² après la première phase de guerre (2014-2018).

Dans le «Carnet de guerre #5», nous avons attiré l'attention – carte détaillée des pipelines d'hydrocarbures à l'appui – sur le fait que l'Ukraine était devenue en 2020 un enjeu économique et stratégique encore plus important pour Moscou lorsqu'il s'est avéré que les gazoducs baltiques échappaient à son contrôle, ce qui est devenu quasi définitif le 26 septembre 2022 avec leur sabotage. Le projet d'annexer Kiev en quelques jours fut donc destiné d'une part, à pérenniser les livraisons énergétiques par lesquelles le Kremlin tiendrait en laisse ses débiteurs européens; il avait d'autre part pour fonction de préserver *ad vitam aeternam* les prometteuses prédatations issues de la guerre précédente et enfin de protéger les investissements déjà effectués. La motivation de Poutine n'était donc ni plus ni moins que coloniale, ou plus

habilement trois opérations militaires «sous le seuil» et soit capable de nier qu'elle est en train de les réaliser. C'est ainsi que l'on parvient en un an et sans l'avouer, à imposer sa volonté à un pays de 45 millions d'habitants. Michel Goya, «Comment neutraliser un pays sans le dire, Ukraine 2014».

1. Sébastien Gobert, «Ukraine-Russie: le premier investisseur étranger en Ukraine est... la Russie», RFI, 6 septembre 2018. Voir aussi: Véronique Soulé, «Ukraine les privatisations troubles refont surface», *Libération*, 15 avril 2005.

2. Anthony Faiola et Dalton Bennett, «In the Ukraine war, a battle for the nation's mineral and energy wealth», *The Washington Post*, 10 août 2022.

précisément impériale, lorsqu'on la rapporte à l'histoire longue.

D'UN CÔTÉ, DES ARGUTIES IDÉOLOGIQUES QUI MASQUENT LA RÉALITÉ

Comme toujours, la pyramide inversée de l'idéologie repose sur une tête d'épingle d'une solidité à toute épreuve, mais au-dessus, s'échafaudent des assertions *ad hoc* dont il y a lieu d'examiner quelques détails dans les discours justifiant l'invasion. Parmi tout le fatras des arguments, le premier cercle du pouvoir a d'abord avancé que l'Otan mettait en cause «la sécurité» de la Russie. Comme les adhésions des anciennes républiques soviétiques datent de 1999 et 2004, on est en droit de se demander pourquoi partir en guerre dix-huit ans après et contre un pays qui n'en est pas membre et ne revendiquait pas de le devenir avant guerre? Cela ne signifie pas que nous soyons dupes des manœuvres de l'OTAN et comme nous l'avons écrit dès le «Carnet de guerre #1», rien ne justifiait la pérennité de cette alliance et encore moins ses interventions après la dissolution du pacte de Varsovie. Il n'empêche, rappelons-le, que l'intangibilité des frontières ukrainiennes fut internationalement reconnue à plusieurs reprises par la Russie, notamment lors de la signature du Mémoire de 1994 à Budapest, lorsque le pays s'est dessaisi de toutes ses ogives nucléaires au profit de son ancienne puissance tutélaire.

DE L'AUTRE CÔTÉ, DES ÉVÈNEMENTS IMPRÉVUS ET TRÈS DÉRANGEANTS

À la veille de l'invasion de 2022, aucun gouvernement européen ne voulait y croire. Puis, une fois celle-ci déclenchée, tous les services de renseignements, de Washington à Moscou en passant par ceux des capitales européennes, étaient totalement persuadés que, comme en 2014 en Crimée, l'affaire



serait rondement menée par «la deuxième armée du monde». Le 3 mars 2022 encore, le chef de la diplomatie étatsunienne Antony Blinken affirmait: «Nous gardons la porte ouverte pour une issue diplomatique¹.» Cela démontrait à quels égarements les Occidentaux étaient parvenus. Il faut dire que cela aurait permis, moyennant quelques sanctions et rodomontades diplomatiques, de continuer le *business as usual*. Las, les choses ne se sont pas déroulées comme prévu. Il s'est même produit l'in vraisemblable: les cinq armées russes du Nord ont été défaits en rase campagne et, en moins de cinq semaines, elles ont du retraverser le territoire biélorusse, mais en sens inverse. À ce moment-là, étant donnée cette énorme surprise opérationnelle et les délais de livraison des équipements militaires, les États-Unis – ainsi que les Occidentaux et l'OTAN – étaient totalement hors jeu sur le front et le resteront jusqu'au mois de mai. D'ailleurs, durant toutes ces premières semaines qui furent décisives pour la suite de la guerre – la quasi-totalité des matériels de l'armée Ukrainienne étant de facture soviétique, les seuls qui pouvaient alors lui venir en aide rapidement furent les pays limitrophes, eux qui avaient aussi connu la botte stalinienne et possédaient encore des équipements soviétiques. Le 24 février 2022, il y eut donc une agression impérialiste et une seule: elle provenait de l'armée russe. Or, aucun motif, quel qu'il soit, ne peut justifier l'envahissement puis la destruction d'un pays tiers et de sa population. L'OTAN était alors hors jeu et le restera longtemps.



1. Au fond, personne ne voulait croire à l'invasion malgré les troupes amassées depuis avril 2021 puis l'installation des hôpitaux de campagne dans les dernières semaines. Et c'est dans un état de stupéfaction imprévue que le 26 février, Biden proposait à Zelensky de l'exfiltrer. Voir également «Guerre en Ukraine: des pourparlers attendus, un cessez-le-feu au menu», *Le Point* avec l'AFP, 3 mars 2022.

LES UKRAINIENS PAYENT DE LEURS VIES LE CYNISME DES UNS ET LA BARBARIE DES AUTRES

Que les États-Unis puis la Grande-Bretagne, après les PECO, aient par la suite fourni une aide importante n'est pas contestable. Et comme les républicains espagnols ou la résistance française, les Ukrainiens ont accepté les armes, d'où qu'elles viennent, pour tenter de se défendre et défendre la vie de leurs concitoyens. Encore faut-il préciser que les États-Unis, comme les autres Occidentaux, ont refusé de fournir des avions, des blindés² et des missiles à longue portée qui seuls auraient permis de repousser l'envahisseur hors des frontières.

Même la protection antiaérienne efficace fut refusée à l'Ukraine, avec les conséquences que l'on sait, au moins depuis le 10 octobre 2022: l'armée russe a lancé plus de 2500 missiles et drones sur les infrastructures civiles de l'Ukraine, ce qui constitue une multitude de crimes de guerre³ selon les conventions internationales de 1879 à 1977.

Par ailleurs, les États-Unis ont très vite instrumentalisé cette guerre dans la perspective d'«affaiblir la Russie», mais seulement «jusqu'à un certain point», car il faudrait éviter de «pousser Poutine dans les bras de Xi Jinping», leurs affaires dans l'Indo-Pacifique étant leur principale préoccupation depuis un demi-siècle. À quel moment et selon quels critères

2. En fin d'année 2022, un tiers des 3000 tanks russes mis hors de combat ont été récupérés ou réparés, si bien que le premier fournisseur de l'Ukraine en tanks est devenu l'armée russe elle-même. Mais ce ne sont pas des engins de dernier cri...

3. Vingt et un pays enquêtent actuellement sur les crimes de guerre en Ukraine, a déclaré le président d'Eurojust, l'Agence de l'UE pour la coopération en matière de justice pénale. À la fin décembre 2022, la police ukrainienne a découvert 21 charniers dans les territoires reconquis. Beaucoup des corps exhumés avaient les mains ligotées dans le dos ou portaient des traces de torture.

les États-Unis considéreront-ils que la Russie est «suffisamment affaiblie» pour cesser leur aide et contraindre l'Ukraine à négocier l'inacceptable? Ce moment ne peut pas être identifié comme étant celui d'une défaite complète et imminente de l'armée russe, car alors, Poutine, qui n'a jamais perdu une guerre et ne peut se permettre de perdre celle-là sous peine de déchoir dans les heures qui suivent, pourrait utiliser une arme non conventionnelle. En conséquence, il y a peu de chances pour que cette guerre se résolve rapidement et localement de manière militaire. Ce qui n'empêche pas qu'une offensive d'une tout autre ampleur que la première sur Kyiv, soit préparée avec l'ami biélorusse¹.

Comprenant que les États-Unis ne s'opposeraient pas frontalement à la poursuite de l'invasion et sauraient brider les velléités ukrainiennes de victoire le moment venu, à Moscou, le message fut interprété comme une sorte de «laissez-passer» à une guerre prolongée, d'autant que les étatsuniens, après la Syrie, venaient de subir un sévère échec en Afghanistan. Reste que les seules victimes civiles de cette guerre sont ukrainiennes; elles le sont avant tout du fait de la tactique connue et avérée de l'armée russe: tout détruire, tout réduire à l'état de gravats, sans aucun égard à la vie et encore moins aux conventions internationales. Grozny, Alep, Marioupol, Boutcha, Bakhmut en sont de tragiques démonstrations. Autrement dit, les Ukrainiens continuent de payer

1. De nombreux militaires à la retraite parcourent les plateaux ou écrivent sur la guerre en cours. Les plus médiatisés n'étant pas forcément les plus intelligents, ni les plus clairvoyants. L'interview du général Michel Yakovlev, le 16 janvier 2023 sur le site de la revue *Air et Cosmos*, dans laquelle il n'hésite pas à fustiger le cynisme occidental, est remarquable, bien qu'à notre avis, il commette deux erreurs d'appréciation militaire et deux erreurs politiques qu'il serait trop long de développer ici. Évidemment, citer ce militaire ne nous empêche pas de rester un antimilitariste convaincu, de longue date...

dans leur chair le cynisme des uns et la barbarie des autres.

Au cours des onze mois de préparatifs connus à l'invasion, il eût été possible de mettre en place une force d'interposition comme cela s'est fait ailleurs, ou au moins de le tenter. Quoi qu'il en soit, il n'y eut pas l'ombre d'une tentative et c'est ce «laissez-passer initial» délivré *de facto* par les Occidentaux qui a permis que Poutine se serve sans vergogne de la menace nucléaire², tandis qu'il utilisait et continue d'utiliser les bombes à fragmentation et au phosphore, interdites par les conventions internationales, sans parler des missiles hyperbares.

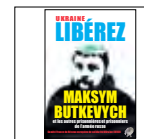
Mais une autre dimension politico-militaire de la guerre est en train de surgir. Elle est liée à l'expansion actuelle des organisations paramilitaires³: outre Wagner et la milice tchéchène de Kadyrov, il est apparu le groupe Patriot de Sergueï Choïgou – le ministre de la défense! – tandis que le groupe d'assaut et de sabotage «Rusich» d'Alexey Milchakov⁴ tend à s'autonomiser. Il est important de noter que Wagner – officiellement illégal mais dirigé par le milliardaire et ancien condamné pour brigandage, escroquerie et incitation de mineurs à la prostitution Evgueni Prigojine – a non seulement acquis pignon sur rue à Saint-Petersbourg⁵, mais

2. Les contacts «au plus haut niveau» ayant repris à ce sujet, comme au temps de la guerre froide, il n'en sera plus question à partir de la rencontre de la mi-novembre 2022 à Ankara, voir «Carnet de guerre #5».

3. Pour autant, il ne faudrait pas oublier le moment venu, qu'il y a trois armées en Russie, qui chacune possède ses propres troupes et matériels: celle qui dépend du ministère de la défense, celle du ministère de l'intérieur et la Rosgvardiya – le «service fédéral des troupes de la garde nationale de la fédération de Russie» – créée le 5 avril 2016. Interview du général Yakovlev déjà citée.

4. Un néonazi qui se proclame publiquement comme tel (*English Wikipedia*).

5. Saint-Petersbourg est sa ville natale et celle de Poutine, d'où le forcing qui a été fait pour y ouvrir des bureaux somptueux, sans l'aval du maire



recrute ses mercenaires parmi les condamnés à la prison en leur promettant, outre un bon salaire, la libération «sans casier judiciaire» au bout de six mois de combat. Cela se fait par-dessus l'administration pénitentiaire, avec l'accord du pouvoir et signifie qu'un personnage peut se permettre en Russie de déjuger tout l'appareil judiciaire du pays non seulement sans problème, mais en étant soutenu par une myriade de «blogueurs correspondants de guerre sur le front» et les médias d'État. C'est un symptôme parmi d'autres d'où en est l'état de droit dans ce pays; amener sur le front des repris de justice que l'on pousse à la barbarie (tuer publiquement à coups de marteau un «déserteur») en est un autre.

LES TARTUFFES COMPLICES ATTENDENT «LES OPPORTUNITÉS» DE LA RECONSTRUCTION



Comble de l'hypocrisie, les capitales occidentales se sont appuyées sur le «danger d'escalade» russe pour éviter d'envoyer les matériels, les armes et les munitions demandées par les Ukrainiens. Le roi de la tartufferie en la matière, c'est une fois de plus Macron (*ex aequo* avec Scholz¹) qui refusait le 13 avril 2022 de dénoncer un crime de génocide en arguant que «reconnaître ce crime entraînerait un devoir d'assistance» et ferait de la France un «cobelligérant». Les crimes de guerre commis à Boutcha et Irpin étaient alors confirmés depuis le début du mois, mais faute de dossiers constitués dans les règles, la question du

génocide était peut-être discutable à ce moment-là; depuis huit mois, il ne peut plus y avoir de doute à ce sujet. En effet, outre les parlements de Pologne, d'Ukraine, d'Estonie, de Lettonie et le Canada, des historiens ou des juristes qui ont particulièrement travaillé sur cette question tels Eugene Finkel, Gregory Stanton, Timothy Snyder², plusieurs ONG (Amnesty International, la FIDH, Human Rights Watch...), des médias russes d'opposition (Meduza, Insider) et la sous-secrétaire générale de l'ONU pour les droits humains³ ont montré qu'en plus des actes constatés, il y avait – ce qui relève aussi de la convention de 1948 – des proclamations génocidaires incessantes et publiquement affichées de la part de journalistes russes, de responsables politiques tel Dimitri Medvedev (lire ses vœux de Nouvel An en annexe 2) et de hauts dignitaires de l'église orthodoxe moscovite qui ont appelé à une russification forcée des territoires occupés, voire à une destruction de la nation, du peuple et de la culture ukrainienne.

Les dizaines de milliers d'adultes et d'enfants déportés⁴ «parce qu'il faudra une génération pour détruire la nation ukrainienne», constituent un autre volet du crime de génocide au sens de la même convention (extraits en annexe 3), laquelle oblige effectivement les parties signataires à prévenir de tels actes et à punir leurs auteurs (art. 1^{er}). On attend encore que

qui a été diversement menacé.

1. Comme lorsque son camarade de parti Schroeder était au pouvoir, le chancelier actuel a permis ou approuvé le financement de feu les gazoducs baltiques pendant vingt-cinq ans. Ce qui ne l'empêche pas de déclarer récemment: «Nous avons retenu la leçon, la sécurité de l'Europe repose sur la diversification de ses fournisseurs et de ses routes énergétiques et sur l'investissement dans l'indépendance énergétique...» Mieux vaut tard que jamais... Olaf Scholz, «The global Zeitenwende. How to avoid a new cold war in a multipolar era», *Foreign Affairs*, janvier-février 2023.

2. <https://snyder.substack.com/p/russias-genocide-handbook>.

3. «Transferts forcés d'enfants», centres de «triage»... L'ONU accuse la Russie sur les déplacements d'Ukrainiens, *Libération* et AFP, 8 septembre 2022.

4. Amnesty International avance le chiffre de 10764 mineurs se trouvant en Russie ou dans les zones occupées, séparés de leurs familles et il ne s'agit pas seulement des orphelins, comme le soutient Moscou: «Guerre en Ukraine: ce que l'on sait sur les transferts forcés et les déportations de civils ukrainiens vers la Russie», Amnesty International, 10 novembre 2022. Raoul Wallenberg, *An Independent Legal Analysis of the Russian Federations Breaches of the Genocide Convention in Ukraine and the Duty to Prevent*, New Lines Institute for strategy and policy, mai 2022.

les pays signataires, qui proclament sans arrêt leur attachement au droit international, réagissent¹...

Début janvier 2023, dans une sorte de course aux annonces, les uns et les autres ont soudainement promis d'envoyer des véhicules blindés en Ukraine – pas les plus modernes évidemment et de préférence ceux qui sont déclassés –, alors que l'excuse de la prétendue cobelligérance avait été jusque-là avancée pour s'y soustraire². S'agissant de cobelligérance d'ailleurs, il est pour le moins étrange que le Bélarus qui a prêté son territoire, ses infrastructures civiles et militaires à l'armée russe pour envahir l'Ukraine en février 2022 et s'apprête à le refaire, n'ait jamais été qualifiée de «cobelligérante» par les Occidentaux, pas plus que la Tchétchénie qui y envoie pourtant ses ressortissants se battre sous les ordres de Kadyrov ou les instructeurs iraniens qui aident l'armée russe dans le montage et l'adaptation des centaines de leurs drones utilisés dans le bombardement des installations civiles et des immeubles d'habitation.

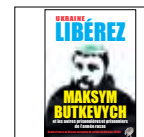
Poutine, en envahissant l'Ukraine, prétend à présent mener une croisade civilisationnelle contre «la dégénérescence occidentale» – tout en accusant ces «dégénérés» de vouloir détruire la Russie éternelle – et après avoir affirmé aux débuts de

l'invasion vouloir «dénazifier l'Ukraine³». Non seulement ces discours sont outranciers, mais ils réduisent la population ukrainienne à l'état de marionnettes manipulées, au choix : par les nazis, les Occidentaux ou les États-Unis. C'est là une drôle de conception qui réduit l'histoire des populations à celle des États ou de leurs gouvernements et recouvre *de facto* un profond mépris de leur spécificité, de leur histoire, de leur possible autonomie, et de la réalité. Car si les populations du monde entier sont évidemment sous l'influence des rapports sociaux de production dominants, c'est faire bien peu de cas de leur capacité à s'en défaire : les femmes qui rejettent le voile et sont à la pointe de la révolution iranienne en cours depuis la mort de Masha Amini le 16 septembre 2022 démontrent au jour le jour que c'est possible.

Annexe 1. Protocole additionnel (I) aux conventions de Genève de 1949

Certaines dispositions concernent particulièrement la protection des populations et bâtiments civils : les attaques doivent être limitées et ne viser que les objectifs militaires, selon l'article 48 du protocole additionnel de 1977.

Les précédentes dispositions interdisent les attaques directes contre les populations et biens civils. Les attaques indirectes, c'est-à-dire sans discrimination, sans ciblage et les frappes indistinctes, sont aussi interdites par l'article 51, alinéa 4 du protocole additionnel de 1977. Cela prohibe *de facto* les bombardements de zone ou les armes ne pouvant permettre un ciblage discriminé, comme les armes à sous-munitions ou incendiaires, et cela interdit également les attaques disproportionnées. Il faut ajouter à cela que l'entrée des forces russes sur le



1. Lire à ce sujet l'excellent article de Nicolas Tenzer, «En Ukraine, le droit international nous oblige», *Desk Russie*, 14 janvier 2023. Il y montre comment les hypocrisies occidentales depuis 2014 à ce sujet ont conduit à la situation actuelle. Ce site présente parfois d'excellents articles, mais une fois de plus : les citer ne revient pas à cautionner son orientation.

2. Le cas le plus typique de cette hypocrisie est celui du gouvernement allemand, avec en première ligne le SPD, qui a été jusqu'à interdire aux pays utilisant les chars Léopard II – la Turquie, la Grèce, l'Espagne, la Pologne et la Finlande en possèdent plus de 1 500 – d'en livrer quelques exemplaires à l'Ukraine, sous prétexte que la décision devait être collégiale. Finalement, les blindés Marder qui seront envoyés, ont des canons de 20 mm : pas de quoi fouetter un chat.

3. Voir à ce propos l'excellent article de Anton Shekhovtsov, «Les quatre cibles de la propagande du Kremlin : la Russie, l'Ukraine, les pays du Sud, l'Occident», *Desk Russie*, 14 janvier 2023.

territoire ukrainien transforme de facto la Russie en force occupante selon les articles 2 et 4 de la Convention de Genève. (Site du CICR).

Annexe 2. Meilleurs vœux pour la nouvelle année, de la part de Dmitri

Le 26 décembre 2022, Dmitri Medvedev sur Tweeter, nous souhaitait bonne année: «Le soir du Nouvel An, tout le monde se lance dans les prédictions. [...] Voici notre humble contribution. Que peut-il se passer en 2023?

1. Le prix du pétrole atteindra 150 dollars le baril et le prix du gaz dépassera 5 000 dollars par 1 000 mètres cubes.
2. Le Royaume-Uni rejoindra l'UE.
3. L'UE s'effondrera après le retour du Royaume-Uni; l'euro ne sera plus utilisé comme ancienne monnaie de l'UE.
4. La Pologne et la Hongrie occuperont les régions occidentales de l'ancienne Ukraine.
5. Le Quatrième Reich sera créé, englobant le territoire de l'Allemagne et de ses satellites, c'est-à-dire la Pologne, les États baltes, la Tchéquie, la Slovaquie, la République de Kiev et d'autres parias.
6. La guerre éclatera entre la France et le Quatrième Reich. L'Europe sera divisée, la Pologne repartitionnée au passage. [...]
8. La guerre civile éclatera aux États-Unis, la Californie et le Texas devenant ainsi des États indépendants. Le Texas et le Mexique formeront un



État allié. Elon Musk remportera l'élection présidentielle dans un certain nombre d'États qui, après la fin de la nouvelle guerre civile, auront été donnés au GOP. [...]

Bonne saison à vous tous, amis anglo-saxons, et à leurs joyeux porcelets!»

Annexe 3. Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 entrée en vigueur en 1951

Article 1. Les parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens, qu'elles s'engagent à prévenir et à punir.

Article 2. Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel:

- a) meurtre de membres du groupe;
- b) atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. (HCR de l'ONU).

PUBLIÉ SUR [AUTRE FUTUR](#), 20 JANVIER 2023

CE QUE LA GUERRE A RÉVÉLÉ SUR LA NATURE DES SOCIÉTÉS UKRAINIENNE ET RUSSE

ROGER BLANMAILLAND, DANIEL TANURO, JEAN VOGEL, LAURENT VOGEL¹

En jetant un regard sur l'année écoulée depuis l'invasion russe de l'Ukraine, nous voudrions nous écarter des considérations militaires et/ou géopolitiques qui font l'ordinaire des analyses consacrées à cette guerre et nous arrêter sur ce que celle-ci a révélé quant à la nature des sociétés en présence.

Depuis un an, nous nous sommes engagés, par le biais du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, dans de nombreuses actions de solidarité ou d'information qui nous ont permis de mieux connaître les réalités ukrainiennes. Les nombreux contacts que nous avons pu avoir ont confirmé l'existence d'une société civile multiple et ramifiée. Toutes les branches de celle-ci, dans leur diversité, inscrivent pleinement leur action et leurs revendications dans la résistance à l'agression russe, résistance qu'elles conçoivent non comme une cause strictement nationale, mais comme un combat de la société elle-même pour la sauvegarde de son mode de vie, de ses valeurs, etc. Il y a un an, si la *Blitzkrieg* de Poutine a échoué, c'est dû avant tout à la résistance de la population, aux innombrables initiatives de citoyens ordinaires pour repousser l'envahisseur. L'État en Ukraine est faible, fort peu efficace et profondément infecté par la corruption, comme l'illustrent encore les récents coups de balai auxquels Zelensky a procédé. Sans les

miracles réalisés par des réseaux d'auto-organisation populaire de toutes sortes la survie même du pays aurait été plus qu'improbable.

La société ukrainienne est pluraliste et la «révolution du Maïdan» en 2014 a donné naissance à une floraison culturelle et artistique tout à fait remarquable, en particulier dans le domaine du cinéma. L'invasion russe a cependant créé une situation paradoxale. Les premières victimes des exactions des occupants sont des Ukrainiens russophones et la résistance dans les zones occupées à l'est et au sud est majoritairement le fait de ceux-ci. Mais en contrecoup de l'agression, il s'est développé des affects nationalistes qui rejettent tout ce qui est russe, s'en prenant parfois de façon indiscriminée et irrationnelle à la culture et à la langue russe dans leur ensemble. Il est probable que seule une victoire commune sur les agresseurs permettra d'établir une situation plus équilibrée.

De l'autre côté, deux traits caractérisent avant tout la société russe : la peur et l'asthénie. Le régime de Poutine est passé d'un autoritarisme illibéral à une dictature ouverte et la répression sévit sans discontinuer. Si sa guerre ne suscite guère qu'un enthousiasme de commande, les manifestations publiques d'opposition exigent un grand courage et restent sporadiques. Une majorité des Russes préfèrent regarder ailleurs et éviter de parler de la guerre.

André Markowicz, poète et écrivain qui est le plus éminent et le plus passionné rénovateur de la traduction en français de la grande littérature russe a publié un bref essai *Et si l'Ukraine libérait la Russie?* C'est une question qui va à l'essentiel. L'Ukraine se bat d'abord



1. Respectivement juriste, écrivain écosocialiste, professeur à l'Université libre de Bruxelles, chercheur Institut syndical européen, membres du RESU.

pour sa liberté, mais il faut aussi que «l'Ukraine gagne la guerre pour que le régime de Poutine s'effondre et qu'il y ait dans les ruines de ce régime une possibilité démocratique». Comme le montrent en effet les précédents de la guerre de Crimée (1853-1856), de la guerre russo-japonaise (1904-1905), de la Grande Guerre (1914-1917) et de la guerre d'Afghanistan (1979-1989), il y a une récurrence de l'histoire russe par laquelle les défaites militaires deviennent l'occasion de révolutions ou de bouleversements réformateurs. La belle devise des insurgés polonais de 1830, «Pour votre liberté et pour la nôtre», reste actuelle.

Dans sa politique internationale comme dans l'exercice du *soft power* russe, Poutine conjugue avec brio le soutien et l'utilisation simultanés des courants et des personnalités les plus diverses, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, pour affaiblir les autres puissances et diffuser sa propagande

Le régime de Poutine est national-conservateur et néo-impérialiste, avec une référence privilégiée à l'héritage de Nicolas I^{er}, le plus réactionnaire de tous les tsars du 19^e siècle. Son prétendu populisme se résume aux accents utilisés pour fustiger les opposants libéraux ou les fonctionnaires en disgrâce. Mais dans sa politique internationale comme dans l'exercice du *soft power* russe, Poutine conjugue avec brio le soutien et l'utilisation simultanés des courants et des personnalités les plus diverses, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, pour affaiblir les autres puissances et diffuser sa propagande.

C'est l'une des raisons¹ de l'important clivage que la guerre d'Ukraine a suscité dans les rangs de la gauche, tout particulièrement de la gauche radicale.

Alors que l'antifascisme et l'anticolonialisme sont censés faire partie de son ADN, on a vu une partie de celle-ci, dont l'importance varie selon les pays, reprendre tout ou partie de l'argumentaire poutinien, le plus souvent au nom de considérations géopolitiques extrêmement sommaires (la Russie serait encerclée!). Des militants ou des intellectuels chevronnés, qui ont passé leur vie à valoriser les «lutttes armées de libération nationale» aux quatre coins du monde, refusent désormais, au nom de l'impératif de la paix, d'établir une différence entre l'agresseur et l'agressé et de soutenir ce dernier.

Notre action, en revanche, place au premier plan le droit des peuples à l'autodétermination et donc le respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Mais nous voulons tout autant contribuer à renforcer tout le potentiel démocratique et émancipateur que nous voyons s'exprimer sous de multiples formes au sein de la vie sociale ukrainienne. Ce soutien, nous l'apportons avant tout à la résistance opposée à la volonté impériale de l'anéantir, mais nous l'adressons aussi aux forces sociales progressistes qui en Ukraine même cherchent par exemple à contrecarrer les politiques socio-économiques ultra-libérales du gouvernement ou l'accaparement de ressources naturelles précieuses par certains oligarques bien en cour. [...]

PUBLIÉ DANS [LE VIF](#), FÉVRIER 2023

1. L'autre raison étant l'obnubilation sur le seul «impérialisme américain», en conséquence de quoi n'importe quel dictateur sanguinaire devient un champion du peuple dès le moment où il se trouve en conflit avec le gouvernement des États-Unis.



L'ANTI-IMPÉRIALISME DOIT SE MANIFESTER EN UKRAINE

SILVIO PRADO¹

Comme l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS, la guerre de Poutine contre l'Ukraine constituera un tournant décisif pour l'anti-impérialisme.

«Rien n'est plus précieux que la liberté et l'indépendance», Hô Chí Minh.

Que la guerre en Ukraine soit une guerre d'agression, personne ne peut le mettre en doute, et qu'elle soit une guerre d'agression impérialiste, seul le fanatique le plus maladroit le nierait. Les postures équi-distantes, neutres et pacifistes, ne servent à rien : la guerre contre l'Ukraine est la guerre d'un tyran doté d'armes atomiques et de prétentions d'empereur. On ne peut pas s'être opposé à la guerre du Vietnam et les invasions du Panama et de l'Irak – entre autres – puis défendre une guerre impérialiste classique. Si on navigue sous pavillon anti-impérialiste, on est aux côtés de l'Ukraine et de sa lutte pour la souveraineté et l'autodétermination.

La guerre de Poutine contre l'Ukraine est une guerre qui rassemble l'essence des guerres impérialistes dans sa dimension la plus politique : la conquête de territoires au-delà des frontières afin de renforcer le pouvoir géopolitique de l'agresseur contre d'autres puissances qu'il considère comme une menace pour

sa survie. De ce point de vue, certain·es pourraient justifier l'agression russe comme étant une guerre préventive, mais cela ne la rendrait pas moins impérialiste, puisqu'elle est lancée pour rétablir ce que les Prussiens appelaient le *lebensraum*, la doctrine de l'espace vital que les nazis ont adoptée pour justifier l'invasion des États voisins qu'ils considéraient comme leurs zones d'influence.

Les mêmes arguments que Hitler avait utilisés pour annexer l'Autriche (langue, culture et histoire communes) sont ceux que Poutine a utilisés pour tenter d'écraser l'Ukraine. Si pour l'un la construction de la Grande Allemagne était le méta-récit justificatif, pour l'autre, la reconstruction de la Grande Russie est une mission historique devant laquelle les autres peuples d'Europe centrale doivent s'incliner.

À cette voracité géopolitique, il faut ajouter également la vocation d'extermination de Poutine visant la population ukrainienne qui a refusé d'obéir docilement aux ordres de l'envahisseur. À la manière des tyrans de l'Antiquité, Poutine a déclenché une campagne de destruction calculée du pays et de la société. Les bombardements éhontés de la population civile n'ont aucune justification pour l'envahisseur et ne méritent pas les silences complices de celles et ceux qui sont censé·es être équidistant·es, pas plus que la destruction calculée de la capacité de production de l'un des greniers du monde. La politique de la terre brûlée dans les villes et les campagnes pratiquée par le satrape de Moscou est la même que celle appliquée par d'autres puissances impériales pour punir la résistance des peuples et envoyer un



1. Politologue. Ancien militant du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), jusqu'au début des années 1990.

message à ceux qui auraient osé s'opposer à leurs plans expansionnistes.

Que l'on soit pour ou contre l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN, celle-ci est le résultat de la volonté des citoyens ukrainiens, elle s'est exprimée par des élections successives des autorités nationales et – plus clairement – par le rejet des envahisseurs. Conformément au droit international, aucun gouvernement étranger, quel que soit le nombre d'armes atomiques dont il dispose, ne peut s'ériger au-dessus de la souveraineté de l'Ukraine pour lui imposer une politique de sécurité nationale qui violerait son indépendance.

Depuis ses origines, l'anti-impérialisme a été essentiellement anticolonialiste et de gauche, en rejetant franchement les politiques expansionnistes des anciens empires européens en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Plus tard, il s'est étendu au rejet de l'impérialisme américain, qui, en tant que puissance hégémonique dans le monde, est devenu son pendant sur la scène internationale. L'anti-impérialisme était, par excellence, une position de la gauche contre l'impérialisme américain dans sa triple expression : militaire, géopolitique et financière. Si vous étiez de gauche, vous étiez anti-impérialiste et vice versa. Jusqu'à ce que l'Union soviétique envahisse la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Cette dernière opération avait divisé la gauche mondiale, dont un courant avait inventé le terme de social-impérialisme pour le différencier de la version capitaliste.

L'effondrement de l'Union soviétique et la conversion progressive de la Chine au capitalisme d'État ont laissé la gauche dogmatique sans références. Celle-ci, au lieu de se réinitialiser et de reconnaître l'entrée des régimes russe et chinois dans la famille de l'impérialisme, s'est retrouvée sans doctrine et sans praxis. Cette gauche «radis» (rouge à l'extérieur, blanche

dans le cerveau) a été – une nouvelle fois – prise au dépourvu par l'invasion de l'Ukraine par Poutine.

Pourquoi une certaine gauche prétendument anti-impérialiste est-elle aveugle à l'heure de reconnaître les atrocités commises par un régime comme le régime russe qui ne peut ni se prévaloir des fondements idéologiques d'antan ni prétendre être une alternative au capitalisme mondial? Pourquoi refuse-t-elle d'accepter que la Russie d'aujourd'hui est une cathédrale de plus du capitalisme le plus prédateur, soutenue par des oligarques appartenant à un stade avancé du capitalisme le plus sauvage, dans la finance et dans les ressources stratégiques comme le pétrole, le gaz et les céréales? Pourquoi cette gauche fossilisée ne veut-elle pas prendre en compte les nombreuses preuves selon lesquelles le régime de Moscou non seulement n'est pas de gauche, mais qu'il est le principal promoteur de partis et de gouvernements d'extrême droite comme celui de la Hongrie, et le protecteur de théocraties sanguinaires comme celle de l'Iran?

L'hypocrisie avec laquelle certain·es considèrent le génocide contre le peuple ukrainien est inacceptable, que ils et elles ferment les yeux face aux massacres quotidiens de la population et se cachent les yeux face à la destruction d'un pays qui voulait seulement exercer son droit à l'autodétermination. En revanche, ceux et celles-là mêmes ont trouvé l'énergie de demander la levée des sanctions contre l'agresseur et condamner la fourniture d'armes aux attaqué·es.

Comme l'invasion de la Tchécoslovaquie, la guerre de Poutine contre l'Ukraine sera un tournant dans l'anti-impérialisme. Peu importent les positions équi-distantes, la neutralité complice ou les arguments géopolitiques «intelligents», les champions de l'anti-impérialisme ratent chaque jour une occasion de se tenir aux côtés de l'Ukraine. C'est là-bas et



maintenant. Les positions a posteriori seront la meilleure preuve du deux-poids deux-mesures qu'elles et ils traînent depuis de nombreuses années. Pas de double morale, pas de nuances: si vous êtes anti-impérialistes, vous êtes avec l'Ukraine.

Sans aucun doute, la phrase de l'oncle Hô est toujours d'actualité face aux tyrannies anciennes et nouvelles, aux impérialismes anciens et nouveaux.

PUBLIÉ DANS [CONFIDENCIAL](#), 19 JANVIER 2023

Traduction Mariana Sanchez



COMBIEN DE TEMPS ENCORE CELA PEUT-IL DURER?

BORIS KAGARLITSKY¹

Un an s'est écoulé depuis le début de l'invasion russe en Ukraine. Lorsque tout a commencé, la propagande du Kremlin garantissait l'effondrement du «régime de Kyiv» en quelques heures, la prise de la capitale ukrainienne en quelques jours, et que les dirigeants de l'Europe occidentale viendraient à genoux à Moscou. On nous a ensuite garanti que les Européens allaient geler sans le gaz russe. Toutefois, alors que l'hiver touche à sa fin, les propagandistes glorifient la patience du peuple russe, qui endurera sans un murmure toutes les épreuves qui le guettent. Un nouveau thème parmi les analystes pro-Kremlin est que la guerre se poursuivra pendant encore au moins dix ans ; et en fait, pour toujours. Car personne ne promet que dans dix ans la situation s'améliorera.



L'inévitabilité de la défaite militaire est désormais manifeste, même pour nombre de ceux qui ont accueilli l'invasion avec enthousiasme et l'ont soutenue idéologiquement. Voir, par exemple, les récents discours du héros du «printemps russe» de 2014, Igor Guirkin² –, ancien du FSB, ultra-nationaliste, qui avait joué un rôle important en 2014 lors de l'annexion du Donbass et de la Crimée – qui appelait auparavant à la mobilisation et à la guerre jusqu'à la victoire, et qui discute maintenant principalement de scénarios de défaite.

Le principal sujet de discussion est maintenant de savoir si l'économie peut soutenir la sollicitation croissante, et comment cela affectera le système politique. Au cours de l'été 2022, les sanctions ont entraîné une grave baisse de la production, tandis qu'en janvier 2023, un important déficit budgétaire a été révélé. Aucun de ces éléments n'a toutefois été vécu comme un désastre social, d'autant plus que la situation du pays n'a cessé de se détériorer au cours des dix dernières années, si bien que les problèmes actuels ne semblent donc être qu'une composante de la vie normale : hausse des prix, bas salaires et nombreuses difficultés quotidiennes auxquelles les gens sont accoutumés depuis longtemps. Cela signifie-t-il que rien n'a changé en Russie au cours de l'année écoulée ? En fait, il y a eu des changements, et des changements significatifs.

Même si, dans les premiers mois qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine, la plupart des Russes n'avaient tout simplement pas remarqué la guerre, la mobilisation qui a eu lieu en septembre 2022 a suffi à modifier la prise de conscience des gens. Il n'y a aucune raison de tergiverser quant au résultat de la mobilisation – après tout, la retraite la plus importante d'un point de vue stratégique de l'armée russe (la reddition de Kherson) s'est produite après que des milliers de recrues aient été envoyées au front. La fuite massive des hommes et des familles jeunes de Russie, qui a commencé après l'annonce de la mobilisation, a fait qu'au moins un million de personnes ont quitté le pays. Selon certaines estimations, ce chiffre s'élève à plus de deux millions. En d'autres termes, le nombre de Russes qui ont émigré après la

1. Boris Kagarlitsky est professeur de sociologie à l'École des sciences sociales et économiques de Moscou. Il a notamment publié *Empire of the Periphery: Russia and the World System* (Pluto, 2007).

2. NdT : alias Igor Ivanovitch Strelkov.

mobilisation est exactement comparable au nombre de réfugié-es ukrainien·nes qui ont fui vers l'Ouest, bien qu'il n'y ait pas eu de combats sur le territoire de la Russie elle-même¹.

En même temps, il ne faut pas parler de la faillite complète de la campagne de mobilisation. Bien que, sur le plan militaire, elle n'ait pas donné les résultats notables escomptés, permettant au mieux de reconstituer les unités de combat sur le front, sa conséquence inattendue a été une amélioration de la situation économique générale dans les régions les plus démunies du pays. C'est là que l'appel aux armes a rencontré le moins de résistance, les mobilisés eux-mêmes admettant que s'engager dans l'armée était plus rentable que de rester sur place, de travailler pour un salaire de misère, ou de rester à la maison sans travailler du tout. Les familles qui avaient perdu leur sources de revenus étaient vraiment contentes de recevoir des allocations pour leurs maris et fils assassinés, car les fonds reçus permettaient de payer les dettes et de résoudre d'autres problèmes domestiques. Les hommes de l'arrière-pays russe n'étaient pas prêts à risquer leur vie et à mourir pour Poutine, mais ils montraient un empressement fataliste à sacrifier leur vie pour leur famille.

Il faut admettre qu'une telle perception répandue et aussi prononcée a surpris de nombreux analystes, y compris l'auteur de ces lignes. Il s'est avéré que la rééducation socio-économique de la société, qui s'est déroulée pendant les réformes néolibérales, a été très réussie. Les incitations du marché fonctionnent

dans des conditions de pauvreté et de désagrégation bien plus efficacement que les émotions humaines élémentaires, y compris même l'instinct de conservation.

Bien sûr, l'augmentation du mécontentement et de la résistance est évidente, mais il est également manifeste qu'ils n'ont pas atteint le degré où ils deviendraient dangereux pour le système. Les actes de sabotage des chemins de fer organisés par des groupes clandestins de diverses obédiences idéologiques, les incendies volontaires de bureaux d'enrôlement militaire et d'institutions d'État, la destruction de voitures décorées de symboles militaristes et d'autres actions de ce type se produisent plus souvent qu'auparavant, mais restent encore des exceptions dans tout le pays. Un problème beaucoup plus grave pour le gouvernement réside dans la division au sein de ses propres rangs.

Le symptôme le plus remarqué d'une division politique au sein du système a été l'affrontement ouvert entre l'armée régulière et la société militaire privée Wagner, créée par Evgueni Prigojine. Ayant obtenu le droit *de facto* d'ignorer les lois et les procédures établies par l'État, Prigojine a formé sa propre armée privée, équipée d'artillerie, de chars et d'avions, et alimentée par le recrutement contraint de prisonniers dans des colonies pénitentiaires. Au mépris des lois russes, les hommes de main de Prigojine appliquent eux-mêmes leur propre justice militaire, organisant des exécutions publiques de déserteurs et menaçant leurs soldats d'être fusillés sur place s'ils tentent de battre en retraite. Depuis l'été, une lutte ouverte pour le pouvoir s'est engagée entre Prigojine et les généraux de carrière, les insultes ont fusé et des affrontements armés ont eu lieu entre des militaires et des mercenaires de Wagner, ces derniers

1. NdT : le total des réfugié-es ukrainien·nes, en février 2023, « résident » – avec « statut de protection temporaire » permettant de « séjourner et de travailler librement » – en Pologne, en République tchèque, en Slovaquie, en Croatie, en Bulgarie, en Roumanie et dans les Pays baltes avoisine les 2,5 millions ; pour ce qui est de l'Allemagne, de l'Autriche, de la France, de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, de la Belgique, des Pays-Bas, le total avoisine 1,65 million.



ne voulant pas reconnaître les normes de conduite établies par les forces armées.

Néanmoins, le conflit entre les généraux et Prigojine n'est que la partie émergée de l'iceberg. La bureaucratie gouvernementale, par ailleurs absorbée par des questions économiques et financières, et les agences de sécurité de l'État ne sont pas satisfaites de la tournure tourmentée des événements. L'appel lancé par le gouvernement aux grandes entreprises pour qu'elles contribuent volontairement à hauteur de 250 à 300 milliards de roubles¹ au budget afin de couvrir le déficit, qui avait déjà atteint un trillion de roubles en janvier, n'a pas été accueilli avec enthousiasme. Les plus grandes entreprises, qui étaient auparavant les plus grands bénéficiaires des allègements fiscaux accordés par le gouvernement, non seulement n'ont montré aucune volonté de contribuer, mais ont également annoncé publiquement leur pingrerie. Le problème ici ne relève pas de l'argent, en tant que tel. L'industrie russe fait face à une crise de suraccumulation du capital, dans laquelle les fonds libres ne peuvent être investis de manière rentable et, de plus, en raison des sanctions, l'argent déposé à l'étranger ne peut être retiré. Mais ces entreprises, y compris celles qui sont liées à l'État, ne voient tout simplement pas l'intérêt de financer un budget qui menace d'augmenter de manière incontrôlée le déficit. Un État qui insiste pour financer une guerre qui est de toute façon déjà perdue.

Pour les cercles dirigeants russes, un accord rapide avec l'Occident reste la seule option réaliste. Leurs adversaires en Europe et aux États-Unis n'ont pas d'emblée rejeté cette option. Mais tout accord implique inévitablement de sérieuses concessions de la part du Kremlin. Au mieux, il s'agit du retrait

des troupes sur les positions initiales qu'elles occupaient avant le début de la guerre, ce qui revient à admettre la défaite. Dans le même temps, prolonger le conflit ne fait qu'aggraver la situation et se heurte au fait que les conditions d'un cessez-le-feu ne feront qu'empirer. En effet, la conservation du contrôle de Louhansk et de Donetsk – qui sont sous le protectorat russe *de facto* depuis 2014 – est incertaine; et à l'avenir existe même la menace de perdre la Crimée qui avait été annexée. Bien sûr, aucun des deux camps ne va demander l'avis des habitants du Donbass et de la Crimée.

Tout accord réel dans les conditions présentes impliquerait un désastre politique pour Poutine. C'est pourquoi, malgré les déclarations formelles pour des négociations, l'orientation centrale du Kremlin est de faire durer la guerre indéfiniment. Ni l'Occident ni les élites russes ne sont satisfaits d'une telle tournure des événements, sans compter que la majorité de la société russe ne se réjouit non plus pas du tout d'une telle perspective. Ne s'attendant pas à obtenir des concessions acceptables de la part de Moscou, les cercles politiques occidentaux ont finalement décidé de lever les restrictions sur les livraisons d'armes à l'Ukraine. Cela a commencé par un envoi important de chars, de véhicules blindés et de missiles à longue portée, qui sera inévitablement suivi par des avions. Tout porte à croire que ces décisions ont été précédées de tentatives de négociations en coulisses qui ont convaincu les hommes d'État occidentaux de la déraison totale de Poutine et de son cercle rapproché. Apparemment, une partie importante de la bureaucratie dirigeante, des entreprises et de l'appareil militaire russes est arrivée à la même conclusion.

L'année qui s'est écoulée depuis le début de la guerre a clairement montré que le système politique



1. NdT: 3,11 à 3,74 milliards d'euros.

russe a besoin d'un changement radical. Toute autre chose que des réformes ne peut qu'aboutir à la désintégration croissante des institutions de l'État et à la dégradation d'une économie déjà malade, ce qui ne convient à personne. Mais la seule façon de changer de cap est de chasser Vladimir Poutine du pouvoir. Bien sûr, le président en exercice ne serait pas d'accord, mais de nombreuses personnes de son entourage ne le seraient pas non plus, car elles comprennent qu'en l'absence d'un parrain, elles perdront rapidement leur position et deviendront peut-être des boucs émissaires. Après tout, il faudra bien que quelqu'un soit puni pour leurs erreurs et leurs crimes. Dans ce cas, les envoyer à La Haye comme criminels de guerre pourrait être l'atterrissage le plus doux possible pour eux, car l'expérience de l'histoire russe montre que dans des circonstances où l'État de droit ne fonctionne pas, le sort des responsables défaits est vraiment terrible.

Malgré la censure permanente et la répression intermittente, de tels scénarios sont déjà discutés presque ouvertement en Russie. Moscou à la fin du mois de février 2023 ressemble chaque jour plus à Petrograd au début du mois de février 1917. Le degré de pertinence de cette analogie sera vérifiée dans un avenir très proche. Bien sûr, le pouvoir de Poutine peut à nouveau se cramponner sur ses positions. Mais cela ne fait que retarder l'inévitable désastre, qui sera d'autant plus ample qu'il se produira tard.

ARTICLE PUBLIÉ SUR LE SITE *RUSSIAN DISSENT*, LE 28 FÉVRIER 2023

Traduit du russe en anglais par Dan Erdman
Traduction française [À l'Encontre](#)



LA GAUCHE UKRAINIENNE EN INDE

SOTSIALNYI RUKH EN INDE

Les 16 et 17 février, un militant de Sotsialnyi Rukh a participé au 11^e congrès du Parti communiste indien (marxiste-léniniste) Libération. Le CPIML organise un congrès pan-indien tous les cinq ans. [...] Sur le plan national, le congrès visait à délibérer contre l'establishment RSS-BJP au pouvoir. Sur le plan international, il a discuté de la guerre, l'invasion russe en Ukraine, l'approche envers la Russie et la Chine et le changement climatique. Le représentant de Sotsialnyy Rukh y a apporté trois principaux messages.

Nous nous sommes présentés aux délégués, en mettant l'accent sur notre programme anticapitaliste et socialiste démocratique. Ensuite, et surtout, nous avons souligné notre position antiguerre.

Bien que Sotsialnyi Rukh soit reconnaissant envers le CPIML pour sa solidarité ouverte avec le peuple ukrainien, il rejette des positions et opinions erronées, à notre avis, telles que : le *whataboutism* la réduction de la guerre à une rivalité inter-impérialiste, la condamnation des livraisons d'armes à l'Ukraine et l'appel à la levée des sanctions contre la Russie. En conclusion, nous avons exprimé le soutien de Sotsialnyi Rukh à la lutte contre toutes les formes d'oppression en Inde et au-delà.

Dans son communiqué public «Résolution sur la situation internationale et le changement climatique», daté du 19 février, le CPIML «a condamné l'agression russe contre l'Ukraine comme fasciste et a appelé à la fin de la guerre». Dans le même temps, ce parti «a reconnu que l'OTAN était un véhicule de l'impérialisme américain et a appelé à son démantèlement». Nous, membres du Sotsialnyi Rukh, insistons fortement sur le fait que l'Ukraine a le droit moral et

légal absolu de défendre son intégrité territoriale, sa souveraineté politique et son peuple, y compris avec l'aide de l'armement fourni par l'Occident, la responsabilité de l'OTAN dans l'invasion russe est plutôt dans le manque d'actions pour soutenir l'Ukraine militairement et diplomatiquement avant la guerre, y compris les multiples positions de coopération avec la Russie à l'époque où l'impérialisme russe a envahi d'autres États.

Une fois encore, il est inutile de comparer les impérialismes lorsque la survie de notre peuple et notre libération de la domination russe sont en jeu. Comme l'a souligné à plusieurs reprises Kavita Krishnan, membre et activiste de longue date du CPIML, les Ukrainiens ordinaires mettent leur vie en jeu pour mener la véritable guerre de résistance contre la Russie. Les quelques voix parmi la gauche indienne qui sont sympathiques à la lutte de l'Ukraine doivent rester critiques dans leur analyse de la situation internationale et éviter de reproduire la propagande de Poutine.

Compte tenu des positions absolument pro-russes et pro-autoritaires du gouvernement BJP dirigé par Modi, nous pensons que le peuple indien devrait soutenir l'Ukraine, faire campagne pour une rupture complète de la coopération économique, diplomatique et politique de Modi avec l'État impérialiste russe de plus en plus fasciste, pour le soutien de la lutte ukrainienne contre la Russie, et pour la fourniture d'armes, y compris de l'Inde, à l'Ukraine. Nous appelons à renforcer les sanctions contre la Russie depuis l'Inde, et à adopter une position basée sur la solidarité internationale. Le monde que nous voulons n'est pas celui des impérialismes multipolaire ou

unipolaire, mais celui d'une coopération démocratique entre les États.

Nous espérons donc sincèrement, dans un esprit de solidarité mutuelle et d'internationalisme, que notre participation au congrès encouragera le CPIML et la gauche indienne à réévaluer leurs positions sur l'invasion russe et la résistance ukrainienne.

DISCOURS PRONONCÉ LORS DU 11^E CONGRÈS DU CPI (ML), LE 17 FÉVRIER 2023

[...] En tant qu'organisation politique de gauche en pleine expansion en Ukraine, nous sommes toujours heureux d'entrer en contact avec des mouvements partageant les mêmes idées à travers le monde. Bien que l'Ukraine et l'Inde soient des pays très distincts et uniques, ils sont confrontés à des menaces similaires : l'offensive néolibérale en cours, la montée du néonationalisme, l'attaque contre les droits du travail et la sécurité sociale, aggravée par la pandémie du Covid-19, et la catastrophe écologique qui se profile. En outre, l'Ukraine se bat depuis un an contre une brutale agression militaire russe. Dans cette lutte, notre pays ne recherche pas seulement une paix abstraite, mais l'indépendance, l'autodétermination et la libération du régime colonial, impérialiste et de plus en plus fasciste russe.

Il y a trois messages clés que je voudrais transmettre aujourd'hui au nom de Sotsialnyi Rukh. Tout d'abord : qui sommes-nous ? Sotsialnyi Rukh est une organisation politique ukrainienne de gauche qui promeut un programme anticapitaliste et à orientation sociale. L'organisation a été fondée en 2014 dans le sillage de l'Euromaïdan, ou la révolution ukrainienne de la dignité. Comme indiqué dans l'un de nos textes programmatiques :

Nous pensons que les problèmes à l'origine des nombreuses protestations ukrainiennes de ces der-

nières décennies (pauvreté, inégalités frappantes, injustice sociale, manque de démocratie, corruption et intérêts particuliers dans la politique, violence policière et attaques contre les droits civils et sociaux) ne pourraient être résolus que par une véritable révolution sociale – à savoir le remplacement du système existant de capitalisme oligarchique par un socialisme démocratique.

Alors que notre projet politique comprend un éventail de positions anticapitalistes – du socialisme démocratique à l'écosocialisme, de la social-démocratie à la démocratie directe, du féminisme socialiste au socialisme radical – le thème unificateur est la place des personnes au-dessus des profits. En tant que militant·es politiques, nous avons suivi cette vision en défendant les travailleurs et les travailleuses ukrainien·nes, en apportant un soutien juridique, en nous opposant à la déréglementation et aux réformes néolibérales imposées par le FMI, en défendant les droits des femmes ou en nous mobilisant contre la violence ultranationaliste. Nous sommes également actifs/actives dans le mouvement syndical et les initiatives de coopération internationale.

Deuxièmement, permettez-moi de vous apporter notre message antiguerre. Dès le début de l'invasion russe le 24 février – et même avant – nous avons demandé à plusieurs reprises à la gauche internationale de reconnaître le renouveau de l'impérialisme russe, au lieu de continuer à rendre l'OTAN et les États-Unis responsables de cette guerre. Il est absurde de choisir quel empire est « meilleur » lorsqu'une lutte pour la survie est en jeu. Il est évident que la cause progressiste de notre organisation ne peut être favorisée que si l'Ukraine et son peuple gagnent cette bataille pour l'indépendance et la décolonisation, qui est un préalable crucial.



Comme vous le savez, l'Inde a adopté une approche d'«équilibre diplomatique» du conflit pour un certain nombre de raisons politiques, économiques et historiques. À cet égard, nous sommes reconnaissants au CPIML d'être ouvertement solidaire du peuple ukrainien contre la guerre, et d'exiger que la Russie cesse de bombarder l'Ukraine et retire son armée. Dans le même temps, nous n'acceptons pas l'appel du CPIML demandant aux États-Unis de retirer les sanctions contre la Russie et à l'OTAN de cesser sa prétendue expansion. Nous rejetons résolument le *whataboutism*, tel qu'il est exprimé dans les déclarations telles que «l'ingérence et le bellicisme des États-Unis et de l'OTAN.»

Pour être précis À Sotsialnyi Rukh, nous sommes absolument conscient·es et critiques des objectifs impérialistes et capitalistes occidentaux, que ce soit dans le passé ou dans le présent. Nous condamnons et combattons également les politiques néolibérales de notre propre gouvernement. Cependant, elles ne justifient absolument pas l'agression impérialiste de la Russie. En outre, nous demandons que la capacité d'agir (l'agentivité) de l'Ukraine dans cette lutte soit reconnue. Cela ne peut se faire lorsque la guerre est réduite à une rivalité impérialiste entre l'Occident et la Russie. Rappelons-nous qu'il y a plus d'un siècle, Lénine a reconnu la souveraineté ukrainienne précisément en raison des dangers du «chauvinisme

grand-russe». Pas étonnant que cela irrite autant Vladimir Poutine.

Enfin, permettez-moi de conclure que Sotsialnyi Rukh est pleinement solidaire de la mission du CPIML, qui consiste à combattre l'oppression en Inde et au-delà. Alors que le CPIML cherche à «sauver l'Inde des griffes du fascisme», l'Ukraine combat une menace fasciste externe venant de son voisin. Il est important de noter qu'une «combinaison de peur et de haine, de victimisation et de suprématie», comme le souligne à juste titre le projet de résolution pour le 11^e congrès du CPIML, est présente en Russie autant qu'en Inde.

Nous sommes d'accord pour dire qu'il faut résister par tous les moyens au «pillage des entreprises et à l'agression fasciste», et nous soutenons pleinement l'appel du CPIML à «l'unité et la coopération les plus larges possibles entre toutes les forces démocratiques et tous les courants idéologiques». À cet égard, Sotsialnyi Rukh est ouvert au dialogue sur des initiatives communes et à la coordination de nos efforts pour résoudre les problèmes les plus urgents de l'humanité causés par l'ordre socio-économique actuel.

Que la paix, l'égalité et la justice sociale prévalent.

<https://rev.org.ua/communicating-with-the-left-in-india/>



MULTIPOLARITÉ, LE MANTRA DE L'AUTORITARISME

KAVITA KRISHNAN¹

Le plaidoyer de la gauche en faveur de la «multipolarité» contre un ordre unipolaire dirigé par les États-Unis a, en fait, défendu l'autoritarisme dans le monde entier. La gauche doit réfléchir à la manière dont son langage favorise de tels régimes.

La multipolarité est la boussole qui oriente la compréhension des relations internationales par la gauche. Tous les courants de la gauche, en Inde et dans le monde, plaident depuis longtemps pour un monde multipolaire, par opposition à un monde unipolaire dominé par l'impérialisme américain.

Dans le même temps, la multipolarité est devenue la clé de voûte du langage commun des fascismes et des autoritarismes mondiaux. C'est un cri de ralliement pour les despotes, qui sert à déguiser leur guerre contre la démocratie en une guerre contre l'impérialisme. Le déploiement de la multipolarité pour déguiser et légitimer le despotisme est considérablement facilité par le soutien retentissant de la gauche mondiale à la multipolarité comme expression bienvenue de la démocratisation anti-impérialiste des relations internationales.

En formulant sa réponse aux confrontations politiques au sein des États-nations ou entre eux comme une option à somme nulle entre la multipolarité et l'unipolarité, la gauche perpétue une fiction qui, même à son meilleur, a toujours été trompeuse et inexacte. Mais cette fiction est positivement dangereuse aujourd'hui, car elle sert uniquement d'outil

narratif et dramatique pour faire jouer aux fascistes et aux autoritaires des rôles flatteurs.

Les conséquences malheureuses de l'engagement de la gauche en faveur d'une multipolarité sans valeur sont illustrées de manière très frappante dans le cas de sa réponse à l'invasion russe en Ukraine. La gauche mondiale et indienne ont légitimé et amplifié (à des degrés divers) le discours fasciste russe, en défendant l'invasion comme un défi multipolaire à l'impérialisme unipolaire dirigé par les États-Unis.

LA LIBERTÉ D'ÊTRE FASCISTE

Le 30 septembre, en annonçant l'annexion illégale de quatre provinces ukrainiennes, le président russe Vladimir Poutine a précisé ce que signifiaient la multipolarité et la démocratie dans son cadre idéologique. Il a défini la multipolarité comme la liberté par rapport aux tentatives des élites occidentales d'établir leurs propres valeurs «dégradées» de démocratie et de droits des êtres humains comme des valeurs universelles; des valeurs «étrangères» à la grande majorité des gens en Occident et ailleurs.

Le stratagème rhétorique de Poutine a consisté à déclarer que les concepts d'ordre fondé sur des règles, de démocratie et de justice ne sont rien d'autre que des impositions idéologiques et impérialistes de l'Occident, qui ne servent que de prétextes pour violer la souveraineté d'autres nations.

Alors que Poutine jouait sur l'indignation justifiée face à la longue liste de crimes commis par les pays occidentaux – y compris le colonialisme, l'impérialisme, les invasions, les occupations, les génocides et les coups d'État – il était facile d'oublier que son



1. Féministe indienne.

discours n'était pas un discours exigeant la justice, des réparations et la fin de ces crimes. En fait, en affirmant le fait évident que les gouvernements occidentaux n'ont «aucun droit moral d'intervenir, ni même de prononcer un mot sur la démocratie», Poutine a habilement exclu les peuples de l'équation.

Les peuples des nations colonisées sont ceux qui ont lutté et continuent de lutter pour la liberté. Les peuples des nations impérialistes descendent dans la rue pour réclamer la démocratie et la justice, et protester contre le racisme, les guerres, les invasions, les occupations commises par leurs propres gouvernements. Mais Poutine ne soutenait pas ces gens.

En affirmant le fait évident que les gouvernements occidentaux n'ont «aucun droit moral d'intervenir, ni même de prononcer un mot sur la démocratie», Poutine a habilement exclu les personnes de l'équation.

Au contraire, Poutine a fait signe à des forces «partageant les mêmes idées» dans le monde entier – mouvements politiques d'extrême droite, suprématistes blancs, racistes, antiféministes, homophobes et transphobes – de soutenir l'invasion, dans le cadre d'un projet avantageux pour eux tous : renverser «l'hégémonie unipolaire» des valeurs universelles de la démocratie et des droits de l'homme et «gagner la vraie liberté, une perspective historique.»

Poutine utilise une «perspective historique» de son choix pour soutenir une version suprématiste d'un «pays-civilisation» russe où les lois déshumanisent les personnes LGBT et où les références aux événements historiques sont criminalisées au nom du «renforcement de la souveraineté (de la Russie)». Il affirme la liberté de la Russie de nier et de défier les normes démocratiques et les lois internationales définies «universellement» par des organismes comme les Nations unies. Le projet d'«intégration eurasienne»,

que Poutine présente comme un défi multipolaire à l'UE «impérialiste» et à l'unipolarité occidentale, ne peut être correctement compris que comme une partie de son projet idéologique et politique explicitement antidémocratique. (La concurrence entre les États-Unis et la Russie en tant que grandes puissances est une autre question, compliquée ici par le projet politique partagé représenté par Trump aux États-Unis et Poutine en Russie.)

UN LANGAGE COMMUN

Le langage de la «multipolarité» et de l'«anti-impérialisme» trouve également un écho dans le totalitarisme hypernationaliste chinois.

Une déclaration commune de Poutine et de Xi en février, peu avant que la Russie n'envahisse l'Ukraine, énonce leur rejet commun des normes universellement acceptées en matière de démocratie et de droits de l'homme, au profit de définitions culturellement relativistes de ces termes :

Une nation peut choisir les formes et les méthodes de mise en œuvre de la démocratie qui conviendraient le mieux à ses [...] traditions et à ses caractéristiques culturelles uniques [...]. Il appartient uniquement au peuple du pays de décider si son État est démocratique.

Ces idées étaient explicitement attribuées par la déclaration aux «efforts entrepris par la partie russe pour établir un système multipolaire juste de relations internationales».

Pour Xi, les «valeurs universelle» de la liberté, de la démocratie et des droits des êtres humains ont été utilisées pour provoquer la désintégration de l'Union soviétique, les changements radicaux en Europe de l'Est, la «révolution de couleur» et les «printemps arabes», tous provoqués par l'intervention des États-Unis et de l'Occident. Tout mouvement populaire



qui demande des droits humains et une démocratie largement acceptés, est traité comme une révolution de couleur impérialiste intrinsèquement illégitime.

L'exigence d'une démocratie répondant à des normes universelles, soulevée par les manifestant·es du mouvement en Chine contre la répression au nom du «zéro Covid», est significative à la lumière des normes culturellement relativistes privilégiées par le gouvernement chinois. Un livre blanc publié en 2021, intitulé *L'approche de la Chine en matière de démocratie, de liberté et de droits des êtres humains*, définit les droits des êtres humains comme le «bonheur» grâce au bien-être et aux avantages sociaux, et non comme des protections contre un pouvoir gouvernemental débridé. Elle omet ostensiblement le droit de remettre en question le gouvernement, d'exprimer son désaccord ou de s'organiser librement.



Définir la démocratie «spécifique à la Chine» comme la «bonne gouvernance» et les droits des êtres humains comme le «bonheur» permet à Xi de justifier la répression des musulman·es ouïghours. Il prétend que les camps de concentration destinés à «rééduquer» ces minorités et à remodeler leur pratique de l'islam pour qu'elle ait une «orientation chinoise» ont permis une «bonne gouvernance» et un plus grand «bonheur».

Même parmi les dirigeants suprématistes hindous en Inde, on trouve de forts échos du discours fasciste et autoritaire d'un «monde multipolaire» – où les puissances civilisationnelles se relèveront pour réaffirmer leur ancienne gloire impérialiste, et où l'hégémonie de la démocratie libérale cédera la place au nationalisme de droite.

Mohan Bhagwat, chef du Rashtriya Swayamsevak Sangh, a déclaré avec admiration que «dans un monde multipolaire» qui défie les États-Unis, «la Chine s'est maintenant élevée. Elle ne se soucie pas

de ce que le monde pense d'elle. Elle poursuit son objectif [revenir à] l'expansionnisme de ses anciens empereurs.» De même, «dans le monde multipolaire actuel, la Russie joue également son jeu. Elle essaie de progresser en supprimant l'Occident».

Le Premier ministre Narendra Modi a, lui aussi, attaqué à plusieurs reprises les défenseurs des droits des êtres humains comme étant anti-indiens, alors même qu'il déclare que l'Inde est la «mère de la démocratie». Une note diffusée par le gouvernement associe la démocratie indienne à la «culture et à la civilisation hindoues», à la «théorie politique hindoue», à l'«État hindou» et aux conseils de caste traditionnels (et souvent régressifs) qui appliquent les hiérarchies de caste et de genre.

Ces idées reflètent également les tentatives d'intégrer les suprémacistes hindous dans un réseau mondial de forces d'extrême droite et autoritaires. L'idéologue fasciste russe Aleksandr Douguine (un peu comme Poutine) déclare que «la multipolarité [...] prône un retour aux fondements civilisationnels de chaque civilisation non occidentale (et un rejet de) la démocratie libérale et de l'idéologie des droits des êtres humains».

Modi a attaqué à plusieurs reprises les défenseurs des droits humains comme étant anti-indiens tout en déclarant que l'Inde est la «mère de la démocratie», et que la démocratie indienne doit être considérée non pas à travers une lentille «occidentale» mais comme faisant partie de son «ethos civilisationnel».

L'influence va dans les deux sens. Douguine privilégie la hiérarchie des castes comme modèle social. Intégrant directement les valeurs du Manusmriti brahmanique au fascisme international, Douguine voit «l'ordre actuel des choses», représenté par «les droits des êtres humains, l'anti-hiérarchie et le politiquement correct» comme le «Kali Yuga»: une calamité

qui entraîne le mélange des castes (un métissage qui est à son tour provoqué par la liberté des femmes, également un aspect calamiteux du Kali Yuga) et le démantèlement de la hiérarchie. Il a décrit le succès électoral de Modi comme représentant une victoire de la «multipolarité», une affirmation bienvenue des «valeurs indiennes» et une défaite de l'hégémonie de la «démocratie libérale et de l'idéologie des droits des êtres humains».

Pourtant, la gauche continue à utiliser la «multipolarité» sans trahir la moindre conscience de la façon dont les fascistes et les autoritaires formulent leurs propres objectifs dans le même langage.

QUAND LA GAUCHE RENCONTRE LA DROITE

Le langage de «multipolarité» utilisé par Poutine est censé trouver un écho auprès de la gauche mondiale. Cette familiarité réconfortante semble empêcher la gauche – qui a toujours fait un excellent travail en mettant à nu les mensonges qui sous-tendent les prétentions à «sauver la démocratie» des bellicistes impérialistes américains – d'appliquer le même regard critique à la rhétorique anticoloniale et anti-impérialiste de Poutine.

Il est étrange que la gauche ait fait sien le langage de la polarité. Le discours de la polarité appartient à l'école réaliste des relations internationales. Le réalisme voit l'ordre mondial en termes de concurrence entre les objectifs de politique étrangère, censés refléter les «intérêts nationaux» objectifs, d'une poignée de «pôles» – grandes puissances ou aspirants grandes puissances. Le réalisme est fondamentalement incompatible avec le point de vue marxiste, qui repose sur l'idée que l'«intérêt national», loin d'être un fait objectif et neutre, est défini de manière subjective par le «caractère politique (et donc moral)

des strates dirigeantes qui façonnent et prennent les décisions de politique étrangère».

Le CPI [ML] se félicite de la montée en puissance des grandes puissances non occidentales, même si elles sont intérieurement fascistes ou autoritaires, car il estime que ces puissances offrent un défi multipolaire à l'unipolarité américaine.

Par exemple, Vijay Prashad, l'un des plus grands enthousiastes et défenseurs de la multipolarité au sein de la gauche mondiale, observe avec approbation que «la Russie et la Chine recherchent la souveraineté, pas la puissance mondiale». Il ne mentionne pas comment ces puissances interprètent la souveraineté comme la liberté de ne pas avoir à rendre des comptes sur les normes universelles de démocratie, de droits des êtres humains et d'égalité.

Un essai récent du secrétaire général du Parti communiste indien marxiste-léniniste, Dipankar Bhattacharya, présente des formules similaires lorsqu'il explique la décision du parti d'équilibrer la solidarité avec l'Ukraine avec sa préférence pour la multipolarité et sa priorité nationale de résistance au fascisme en Inde. [...] La formulation de Bhattacharya est la suivante :

Indépendamment du caractère interne des puissances mondiales concurrentes, un monde multipolaire est certainement plus avantageux pour les forces et les mouvements progressistes du monde entier dans leur quête de renversement des politiques néolibérales, de transformation sociale et d'avancée politique.

Pour reformuler, le CPIML salue la montée des grandes puissances non occidentales, même si elles sont intérieurement fascistes ou autoritaires, car il estime que ces puissances offrent un défi multipolaire à l'unipolarité américaine.



Une telle formulation de gauche n'offre aucune résistance aux projets fascistes/autoritaires qui se décrivent comme les champions de la «multipolarité» anti-impérialiste. En fait, elle leur offre un manteau de légitimité.

Bhattacharya considère que le soutien inconditionnel à la résistance ukrainienne est difficile à concilier avec la «priorité nationale» de «combattre le fascisme en Inde». Le fait de comprendre que les devoirs de solidarité internationale de la gauche doivent céder le pas à sa «priorité nationale» perçue est un cas où l'internationalisme marxiste est brouillé par «l'intérêt national» réaliste, appliqué cette fois non seulement aux États-nations mais aux partis de gauche nationaux eux-mêmes.

Mais en quoi une solidarité sans faille avec l'Ukraine contre une invasion fasciste est-elle en contradiction avec la lutte contre le fascisme en Inde? Le raisonnement de Bhattacharya est forcé, détourné et oblique. Il fait un détour déroutant sur la nécessité pour les mouvements communistes de prendre garde aux dangers de «donner la priorité à l'international au détriment de la situation nationale». Bhattacharya attribue de manière inexacte l'erreur commise par le Parti communiste indien en 1942, qui est resté à l'écart du mouvement Quit India, au fait qu'il avait donné la priorité à son engagement international en faveur de la défaite du fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale, plutôt qu'à son engagement national en faveur du renversement du colonialisme par la Grande-Bretagne, qui était alors une alliée dans la guerre contre le fascisme.

Le seul but plausible de ce détour semble être de faire une analogie avec la situation difficile actuelle de la gauche indienne face à l'invasion de l'Ukraine. Puisque la principale alliance de politique étrangère du régime de Narendra Modi est avec l'Occident

dirigé par les États-Unis, il est suggéré que la lutte contre le fascisme de Modi serait affaiblie si la Russie, un rival «multipolaire» des États-Unis, était mise en déroute par la résistance ukrainienne.

Les régimes tyranniques considèrent le soutien aux personnes qui leur résistent comme un soutien à l'«ingérence» étrangère/impérialiste dans la «souveraineté» de ces régimes.

Ce calcul alambiqué masque un fait simple: une défaite de l'invasion fasciste de Poutine en Ukraine encouragerait ceux qui luttent pour vaincre le fascisme de Modi en Inde. De même, une victoire du peuple qui résiste à la tyrannie majoritaire de Xi inspirerait ceux qui résistent à la tyrannie majoritaire de Modi en Inde.

Selon les mots de Martin Luther King Jr: «Une injustice où qu'elle soit est une menace pour la justice partout». Nous affaiblissons nos propres luttes démocratiques lorsque nous choisissons de voir les luttes des autres à travers une lentille campiste déformante. Nous ne sommes pas confronté·es à un choix à somme nulle entre unipolarité et multipolarité. Dans chaque situation, nos choix sont clairs: nous pouvons soit soutenir la résistance et la survie de l'opprimé·e – soit nous inquiéter de la survie de l'opresseur.

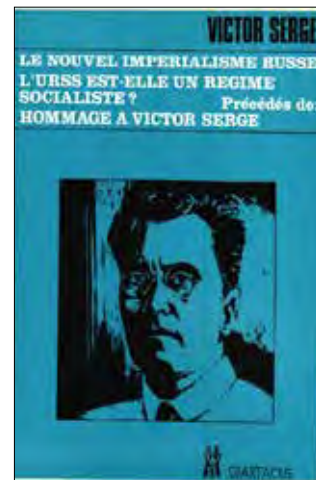
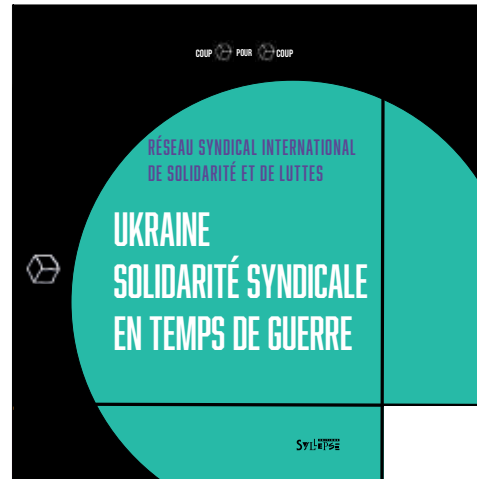
Lorsque la gauche se donne le «devoir» de soutenir la survie des régimes «multipolaires» (en Russie, en Chine et, pour certains à gauche, même en Iran), elle manque à son devoir réel de soutenir les personnes qui luttent pour survivre au génocide perpétré par ces régimes. Tout bénéfice que les États-Unis pourraient tirer de leur soutien matériel ou militaire à ces luttes est largement dépassé par le bénéfice de la survie des personnes qui, autrement, seraient confrontées au génocide. Nous ferions bien de nous rappeler que le soutien matériel et militaire des États-Unis à



l'URSS pendant la Seconde Guerre mondiale a joué un rôle dans la défaite de l'Allemagne nazie.

Les régimes tyranniques interprètent le soutien aux personnes qui leur résistent comme un soutien à l'«ingérence» étrangère ou impérialiste dans la «souveraineté» de ces régimes. Lorsque nous, à gauche, agissons de la même manière, nous servons de complices et d'apologistes à ces tyrannies. Celles et ceux qui luttent pour leur vie ou leur mort ont besoin que nous respectons leur autonomie et leur souveraineté pour décider du type de soutien moral/matériel/militaire à demander/accepter/rejeter. La boussole morale de la gauche mondiale et indienne a besoin d'une remise à zéro urgente, afin qu'elle puisse corriger sa trajectoire désastreuse qui l'amène à parler le même langage que les tyrans.

Article publié sur le site [The Indian Forum](https://theindianforum.com), 23 décembre 2022



UN PEU D'HISTOIRE

BRÈVE HISTOIRE DU SÉPARATISME DU DONBASS

KONSTANTIN SKORKIN¹

La Russie a envahi l'Ukraine le 24 février 2022, mais le conflit armé a commencé huit ans plus tôt lorsque les séparatistes pro-russes du Donbass ont tenté, avec le soutien de Moscou, de faire sécession du reste du pays. Mais les bases du mouvement séparatiste de 2014 et de l'«autodétermination» du Donbass avaient, en fait, été jetées des décennies auparavant, dans les années autour de l'effondrement de l'Union soviétique. Au moment où la République populaire de Louhansk (LNR) et la République populaire de Donetsk (DNR) autoproclamées ont fait la une des journaux, les forces politiques russes avaient déjà passé des années à promouvoir l'idée du «monde russe» dans le Donbass et à semer la méfiance locale à l'égard de l'Ukraine. Poutine a utilisé les séparatistes du Donbass comme prétexte pour l'invasion à grande échelle, affirmant qu'ils avaient besoin de protection contre les nationalistes ukrainiens, une idée soigneusement préparée et diffusée par les séparatistes du Donbass et les autorités russes. Konstantin Skorkin, chercheur en politique ukrainienne, décrit comment ces idées sont nées dans le Donbass, qui les a mises en mouvement, pourquoi la Russie les a cooptées et ce qui a rendu possibles les événements de 2014 – et tout ce qui a suivi. Cet article est tiré d'un numéro de *Kit*, une newsletter de *Meduza*.

UNE POSITION UNIQUE DANS UNE UKRAINE INDÉPENDANTE

«L'enfant à problèmes de Moscou et de Kyiv.»
C'est ainsi que l'historien américano-japonais

Hiroaki Kuromiya a appelé le Donbass dans son livre de 1998, *Freedom and Terror in the Donbass*, à ce jour l'une des meilleures études universitaires sur cette région complexe. Kuromiya analyse le Donbass, une région postindustrielle à la frontière russo-ukrainienne, en termes de théorie des frontières – c'est une région frontalière, soutient-il, qui est au centre des conflits civilisationnels.

Plusieurs grands processus historiques ont formé cet «enfant à problèmes» en tant qu'entité socio-culturelle. Historiquement connu sous le nom de «champ sauvage», ce territoire de steppe peu peuplé a été colonisé par les Cosaques aux 16^e et 17^e siècles. Environ un siècle plus tard, en 1721-1722, de riches gisements de pétrole ont été découverts dans la région, déclenchant le premier boom industriel du Donbass. Les capitaux étrangers ont joué un rôle important: en 1869, la ville aujourd'hui appelée Donetsk a été fondée par l'industriel gallois John Hughes, dont le nom de famille a été translittéré en Yuz, à l'origine du nom original de la colonie, Yuzovka.

Après la révolution de 1917, le Donbass est devenu un centre d'industrialisation soviétique. Un centre industriel est né au milieu de la steppe, avec les grandes villes de Donetsk et Louhansk entourées de colonies ouvrières et de petites villes.

L'éclatement de l'URSS et l'établissement d'une Ukraine indépendante ont posé un sérieux défi au Donbass. L'industrie locale était déjà en déclin lorsque l'Union soviétique s'est dissoute et les années 1990 ont plongé la région dans une crise profonde. De nombreuses mines et usines ont fermé, laissant une population soudainement sans travail. Le paysage

1. Chercheur indépendant et journaliste originaire de Louhansk.

du Donbass des années 1990 était caractérisé par des blocs entiers d'immeubles fantomatiques, abandonnés par les habitants. Lorsque la production s'est arrêtée dans le Donbass, la vie s'est arrêtée.

La crise économique est devenue une crise des valeurs. Les gens qui étaient habitués à ordonner toute leur vie au rythme de l'industrie lourde éprouvaient une profonde frustration, qui à son tour alimentait la nostalgie du passé soviétique. Des processus similaires sont devenus caractéristiques des régions post-industrielles du monde entier, mais ils ont été ressentis de manière particulièrement aiguë dans le Donbass, en grande partie à cause des particularités de la langue et de la culture dans la région. Pendant des décennies, l'industrie du Donbass a fait venir des travailleurs de nombreux pays et de toutes les régions de l'Union soviétique. Le résultat était une population très diversifiée sur le plan culturel et ethnique, mais qui parlait principalement le russe, la *lingua franca* de l'Union soviétique. Selon le dernier recensement soviétique, mené en 1989, 64 % des habitants de Louhansk et 67,7 % des habitants de Donetsk considéraient le russe comme leur langue maternelle. Cependant, en termes ethniques, les Ukrainiens constituaient toujours une faible majorité de la population : à Louhansk, les Ukrainiens représentaient 51,9 % de la population, tandis qu'à Donetsk, ils représentaient 50,7 % (les Russes représentaient respectivement 44,4 % et 43,6 %).

C'était un terreau fertile pour les idées et les slogans sur la «voie spéciale» du Donbass, et beaucoup de ces idées ont pris racine dans une population locale désorientée par les bouleversements de la fin de l'ère soviétique et du début post-soviétique. L'idéologie autour de la «voie spéciale» est née pendant la Perestroïka, lorsque des mouvements déclarant que le Donbass se tenait à l'écart de l'Ukraine

ont surgi aux côtés d'organisations nationales et démocratiques ukrainiennes. La première des organisations dans le Donbass, le Mouvement international du Donbass, a été créée en 1990. Elle a plaidé pour que la région se sépare de l'Ukraine si Kyiv décidait de se séparer de l'Union soviétique.

Les dirigeants idéologiques de l'organisation ont modelé leur vision de l'indépendance du Donbass sur la République soviétique Donetsk-Krivoy Rog – une formation politique autonome qui a existé pendant une période éphémère au début de 1918. Le chef du Mouvement international du Donbass, l'historien et journaliste Dmitry Kornilov, a inventé un drapeau pour la «République de Donetsk». Il était rouge, bleu et noir, et il était calqué sur le drapeau ukrainien soviétique, mais avec l'ajout d'une bande noire pour symboliser le charbon du Donbass. Ces couleurs flottent désormais sur le «drapeau de l'État» de la DNR autoproclamée.

Au cours de la même période de la fin des années 1980 et du début des années 1990, une organisation similaire s'est formée à Louhansk. Il s'appelait le Mouvement populaire de Louhansk et son principal idéologue était un enseignant du nom de Valery Cheker. Il déclarait : «Notre mouvement défend l'autonomie au sein de l'Ukraine, si la République signe le traité d'union. Si ce n'est pas le cas, nous parmeron alors peut-être d'un transfert sous la juridiction de la RSFSR [la République socialiste fédérative soviétique de Russie].»

L'écrivain et politologue de Louhansk Sergey Cherbanenko pensait qu'une faction conservatrice de la nomenklatura locale, les gestionnaires bureaucratiques soviétiques, qui s'opposait aux réformes démocratiques, était derrière le Mouvement populaire de Louhansk. Il a essentiellement prédit, fin 1990, les événements de 2014, prévenant que les séparatistes



arriveraient au pouvoir après avoir semé le désordre et créeraient un Louhansk «indépendant». Ensuite, a-t-il prédit, Kyiv tenterait de reprendre le contrôle du territoire par la force, mais si cela échouait, une dictature agressive et faible économiquement émergerait dans la région.

Ces scénarios catastrophiques ne se sont pas produits à l'époque. Et en 1991, la majorité de la population du Donbass a soutenu l'indépendance de l'Ukraine – 83,9 % des habitants de Donetsk et 83,6 % des habitants de Louhansk ont voté pour. Hiroaki Kuromiya écrit, dans *Liberté et terreur dans le Donbass*, que «leur profond sentiment d'aliénation vis-à-vis de Moscou, ainsi que le sentiment que Moscou exploitait simplement le Donbass, ont poussé les travailleurs du Donbass à penser qu'ils seraient mieux dans une Ukraine indépendante, qu'une Ukraine indépendante n'exploiterait pas le Donbass autant que Moscou l'avait fait».

La situation dans le Donbass diffère de celle de la Crimée, où les séparatistes locaux doivent leur pouvoir politique à la prédominance ethnique des Russes dans la population. Et dans les années 1990, les mouvements séparatistes du Donbass étaient un phénomène marginal.

LE DONETSKIE

Le Donbass était généralement en mauvais état dans les années 1990, après l'effondrement de l'Union soviétique et à l'ère de la privatisation. Les élites locales ont réussi à s'approprier les meilleurs éléments de l'industrie régionale, tandis que les travailleurs souffraient de conditions de travail de plus en plus dangereuses et instables.

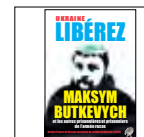
Le travail dans les mines «officielles» était dangereux, employant souvent des méthodes d'extraction du 19^e siècle. Le véritable désastre du Donbass,

cependant, était les prétendues *kopankas* – des mines peu profondes illégales. Elles n'avaient pas d'équipement de sécurité, mais chacune avait une «couverture» criminelle pour le protéger des concurrents, et cette «protection» engloutissait la plupart des revenus des mines.

Le journaliste de Donetsk Denis Kazansky a décrit le fonctionnement des *kopankas*: les mines d'État, contrôlées par les élites locales, achetaient le charbon aux mines illégales et le revendaient comme leur propre produit. «Étant donné que le charbon illégal coûtait généralement plusieurs fois moins cher que le charbon légal, les dirigeants [des sociétés charbonnières d'État] ont non seulement réussi à tirer profit de la différence, mais ont également à se procurer des fonds supplémentaires grâce aux subventions allouées par l'État», explique Kazansky.

Le Donbass dans ces années «a commencé à ressembler à un pays colonial qui offre ses richesses naturelles pour une bouchée de pain et vit dans la privation de droits et la pauvreté», écrit l'historien ukrainien Stanislav Kulchytsky. «Le paradoxe était que la métropole dans ce cas n'était pas un État réel, mais un groupe (ou, plus exactement, une classe) de personnes, qui patronnait une économie souterraine à grande échelle et l'utilisait pour ses propres intérêts», précise-t-il en décrivant les élites locales.

Qui étaient ces personnes? L'élite du Donbass, les *Donetskiye*, était (et est encore aujourd'hui) composée de hauts responsables de la bureaucratie soviétique, d'anciens directeurs industriels soviétiques connus sous le nom de «directeurs rouges» et des patrons du crime les plus prospères. Les deux premiers groupes ont établi un style de leadership autoritaire dans la région. Le troisième groupe a transmis des penchants pour les méthodes peu scrupuleuses pour atteindre leurs objectifs et l'utilisation de la force physique.



Aux mains des trois groupes, le Donbass est devenu dans les années 1990 l'une des régions les plus dangereuses d'Ukraine. Des hommes d'affaires et des politiciens locaux ont été fréquemment assassinés ou tués lors d'affrontements.

Cette décennie agitée a vu Rinat Akhmetov, qui a privatisé Azovstal, l'une des entreprises industrielles les plus puissantes de la région, se hisser au sommet des structures commerciales du clan de Donetsk. Viktor Ianoukovitch, qui était à l'époque gouverneur de Donetsk et qui allait devenir président de l'Ukraine, dirigeait la structure politique de la région. Quant à Louhansk, un groupe de «membres du Komsomol», ainsi nommé parce que d'anciens membres de la jeunesse du Parti communiste en constituaient le noyau, est arrivé au pouvoir. Le chef du Komsomo était le gouverneur local, Oleksandr Yefremov, qui avait dirigé le comité municipal du Komsomol de Louhansk au milieu des années 1980 (lorsque la ville s'appelait encore Vorochilovgrad).

Le Donetsk s'est emparé de la puissance industrielle de la région et est devenu une force politique sérieuse. Après des efforts considérables pour piller les ressources de la région et mettre en place une économie souterraine autour de ces ressources, les Donetskis ont rejeté toute la responsabilité de la crise économique qui a suivi sur les autorités de Kyiv, suggérant que la nouvelle indépendance de l'Ukraine était au cœur de l'évolution de la région et de ses problèmes. «Le Donbass nourrit toute l'Ukraine, mais entre-temps, il a faim», ont-ils déclaré, à l'époque où le Donbass nourrissait principalement les Donetskis eux-mêmes.

Le Donetskis a utilisé le mécontentement de la population locale pour s'emparer du pouvoir à des niveaux les plus élevés. Une grande grève parmi les mineurs qui a éclaté en 1993 a amené l'un d'eux, le

directeur de la mine Yukhym Zvyahilsky, au pouvoir en tant que Premier ministre par intérim de l'Ukraine. En moins d'un an, Zvyahilsky avait fui le pays en raison de menace sur sa vie et d'accusations de corruption.

Les grèves des mineurs ont également suscité de nouvelles discussions sur l'indépendance du Donbass. Vadym Chuprun, président du conseil régional de Donetsk, et les «directeurs rouges» qui le soutenaient, ont profité du chaos général pour exiger que Kyiv accorde un statut économique spécial à quatre régions: Donetsk, Louhansk, Dnipropetrovsk et Zaporizhzhia. Pour donner du mordant à la demande, ils ont menacé de bloquer les principales routes de camionnage du pays et d'arrêter les expéditions de charbon.

En 1994, les conseils régionaux de Donetsk et Louhansk ont organisé un référendum, qui a posé quatre questions aux habitants: l'Ukraine devrait-elle adopter une structure fédérale? La langue russe devrait-elle avoir un statut officiel et si le russe et l'ukrainien devaient être utilisés de la même manière dans les milieux professionnels, éducatifs et scientifiques des régions du Donbass et de Louhansk; et si l'Ukraine devrait être plus étroitement intégrée à la Communauté post-soviétique des États indépendants (CEI). Et 80 à 90 % des électeurs ont répondu oui à chaque question. Andrey Purgin, un vétéran du mouvement séparatiste du Donbass et président de la République populaire autoproclamée de Donetsk au milieu des années 1994, a qualifié 1994 d'«année de la naissance du séparatisme de Donetsk».

US ET ABUS DE L'IDÉE SÉPARATISTE

Dans les années 1990, Kyiv a réussi à arranger les choses. Les référendums de Donetsk et Louhansk de 1994 ont été contestés devant les tribunaux et



Leonid Kuchma, qui s'était présenté aux élections sur un modèle unitaire de développement de l'État, a remporté l'élection présidentielle. Il a écrasé la résistance des élites régionales du Donbass et de Crimée.

Mais une décennie plus tard est venue la «révolution orange» – des manifestations massives sur la place de l'Indépendance à Kyiv en réponse à une élection présidentielle controversée et, selon beaucoup, frauduleuse entre Viktor Ianoukovitch et Viktor Iouchtchenko. Dans les années qui ont précédé la «révolution orange», Ianoukovitch avait réussi à passer du statut de gouverneur de Donetsk à celui de Premier ministre. En 2004, il s'est présenté à la présidence contre son principal rival, Viktor Iouchtchenko, et a finalement gagné, au milieu de nombreuses accusations de fraude électorale et d'intimidation des électeurs – les méthodes de Donetsk pour se faire un président.

Les partisans de Iouchtchenko ont mis en doute la légitimité de la victoire de Ianoukovitch. Les Ukrainiens mécontents des résultats des élections sont descendus dans la rue en masse et l'Ukraine a été plongée dans une crise politique. Les oligarques de Donetsk ont répondu par la violence politique, une sorte de prélude aux événements de 2014. Ils ont organisé des attaques contre les partisans de Iouchtchenko et ses quartiers généraux de campagne à Louhansk et Donetsk. Et le conseil régional de Louhansk, où la majorité des députés avaient soutenu Ianoukovitch, s'est tourné vers le président russe Vladimir Poutine pour obtenir son soutien et a lancé un appel à la création d'une République autonome du Sud-Est (elle était censée inclure les régions qui ont voté pour Ianoukovitch: de la Crimée à Louhansk).

En novembre 2004, lors d'un congrès de députés locaux qui avaient soutenu Ianoukovitch réuni à

Severodonetsk, les participants ont lancé des appels ouverts à la sécession de la région de l'Ukraine et ont proféré des menaces contre Kyiv. Yury Luzhkov, alors maire de Moscou, était présent et a prononcé un discours. Il a exprimé son soutien à Ianoukovitch et l'a encouragé à traiter avec les manifestants de la place de l'Indépendance comme Eltsine avait traité avec un Parlement rebelle en 1993, c'est-à-dire réprimer le mécontentement par la force.

En fin de compte, cependant, le pays a réussi à éviter un schisme une fois de plus. Leonid Kuchma a réussi, avec la médiation des politiciens européens et de l'OTAN, à négocier avec le Donetsk. La victoire de Ianoukovitch a été annulée, le pays a organisé un nouveau tour d'élections et cette fois Iouchtchenko a gagné.

Les élites du Donbass avaient subi une véritable défaite politique, mais elles n'ont pas baissé les bras. Leur Parti des régions, dirigé par Ianoukovitch à partir de 2001, a trouvé un allié proche en Russie unie, le parti de Poutine, les deux partis signant même un accord de coopération. Les prétendus «régionaux» ont commencé à se rendre régulièrement à Moscou pour «échanger des expériences». Utilisant les méthodes de l'autoritarisme russe, ils ont créé un régime politique particulier au sein du Donbass – un État dans un État qu'ils contrôlaient complètement. À Donetsk et à Louhansk, l'adhésion au Parti des régions est devenue le seul véritable moyen de promotion sociale, ainsi que la principale protection pour les entreprises. Les maires des capitales régionales et d'autres grandes villes étaient tous membres du parti.

S'appuyant sur les territoires qu'elles contrôlaient, les élites de Donetsk ont pris leur revanche lors des élections législatives de 2006, où elles ont remporté 32 % des voix dans le pays. En 2010, Viktor



Ianoukovitch est finalement devenu président de l'Ukraine. Le pouvoir du Parti des régions dans le Donbass a atteint son apogée en 2014, lorsque 106 des 124 membres du conseil régional de Louhansk et 168 des 180 membres du conseil régional de Donetsk étaient des «régionaux».

Au cours de cette période, de nouvelles organisations promouvant le séparatisme du Donbass ont commencé à apparaître dans la région. La plus célèbre d'entre elles était la «République de Donetsk». Parmi les leaders de la nouvelle génération de séparatistes figuraient des personnes qui allaient jouer des rôles très visibles dans les événements de 2014 : Andrey Purgin, le futur chef du «Parlement» de la DNR autoproclamé, Roman Lyagin, qui a organisé le «référendum» sur la création de la république autoproclamée, et d'autres. Au minimum, ces groupes voulaient que l'Ukraine devienne un État fédéral ; à leur plus extrême, ils voulaient la séparation du Donbass de l'Ukraine et l'unification, sous une forme ou une autre, avec la Russie.

Tous les groupes qui voulaient le séparatisme du Donbass opéraient sous les auspices du Donetskiye. Les forces de sécurité locales tentaient de saboter les affaires pénales ouvertes contre les séparatistes, même dans les cas où il y avait des preuves évidentes contre eux. En avril 2013, par exemple, des séparatistes ont organisé une attaque contre le centre d'art Izolyatsiya à Donetsk, lors d'un séminaire auquel participait l'ambassadeur américain John Tefft. Une centaine de personnes ont organisé un rassemblement près de l'entrée avant de défoncer la porte et de forcer l'entrée, de menacer les participants au séminaire et de frapper les membres de la sécurité de l'événement. Les forces de l'ordre régionales n'ont enregistré aucune infraction. Après la création de la DNR autoproclamée, des séparatistes sont entrés par

effraction dans un musée puis l'ont transformé en prison.

Les «régionaux» avaient besoin des séparatistes pour entretenir l'illusion d'une profonde scission à l'intérieur du pays. Le séparatisme du Donbass jouait sur des peurs réelles, qui naissaient de la pauvreté que connaissait la région, et des fondations hétérogènes du pays. Le Donbass et l'ouest de l'Ukraine ont connu des expériences historiques fondamentalement différentes. Mais les peurs nationalistes de la région auraient pu se transformer en identité culturelle et cesser de se manifester sous forme d'antagonisme social, si elles n'avaient pas été constamment attisées par les Donetskiye, qui incitaient à la guerre civile et présentaient ces différences comme une contradiction insurmontable.

Après l'arrivée au pouvoir de Ianoukovitch, les militants des mouvements séparatistes ont joué un rôle important dans le domaine de la représentation politique. Comparé aux racailles bruyantes de la «République de Donetsk», qui attaquaient ouvertement l'Occident et prônaient une «voie spéciale pour le Donbass», le Parti des régions apparaissait sous un jour positif, comme une force politique modérée, voire respectable.

LE KREMLIN HARNACHE LE DONBASS À SES PROPRES FINS

Dans les années 1990, la Russie ne s'intéressait guère à ses «compatriotes» du Donbass. À ce moment-là, si Moscou soutenait les mouvements séparatistes dans le Donbass, son soutien était sporadique. Plutôt que de compter sur le soutien des autorités de Moscou, les séparatistes se sont alliés aux partis cherchant à préserver l'URSS, d'une part, et aux nationalistes d'extrême droite russes, d'autre part.



La situation a changé avec la «révolution orange», qui a été un véritable choc pour le Kremlin. Le politologue Ivan Krastev l'a comparé au choc infligé au système américain par les attentats du 11 Septembre. Et les autorités russes ont certainement réagi durement à la «évolution orange», apparemment surprises que l'Ukraine, que beaucoup considéraient comme une «nation fraternelle», veuille vraiment être un État indépendant de la Russie.

Krastev a écrit à l'époque qu'une fois que Moscou aurait perdu le contrôle de Kyiv, les stratégies politiques russes, qui avaient perdu le pouvoir lors des élections ukrainiennes, concevraient de nouvelles façons pour le Kremlin d'interférer dans la politique intérieure de l'Ukraine, avec des enclaves séparatistes qui seraient l'un de leurs outils. Krastev a prédit – à juste titre, comme nous le savons maintenant – que Moscou ne prioriserait pas «la stabilité et l'intégrité territoriale des pays de la CEI», et se concentrerait plutôt sur la création de bastions pro-russes dans divers États post-soviétiques.

Le politologue américain Paul D'Anieri a écrit :

Si de nombreux Russes avaient supposé que tôt ou tard l'Ukraine reviendrait au bercail, la «révolution orange» a montré qu'elle pourrait être définitivement perdue.

Le Kremlin, paniqué par les vulnérabilités politiques internes de la Russie, a essayé de donner à l'expression «révolution orange» le sens le plus négatif possible. Les réseaux d'information d'État russes et d'autres porte-parole de la propagande ont qualifié la «révolution orange» de troubles populistes qui, avec l'aide de l'Occident, conduiraient à l'effondrement de l'Ukraine.

Les liens de Moscou avec les séparatistes de Crimée et du Donbass ont permis à la Russie non seulement de maintenir Kyiv dans son orbite d'influence,

mais aussi de résoudre ses propres peurs politiques. Lorsque des organisations séparatistes radicales ont commencé à apparaître dans le Donbass après la «révolution orange», leurs soutiens se trouvaient de plus en plus souvent à Moscou. Le chercheur Vladimir Peshkov a écrit :

Plusieurs journaux et magazines ont surgi de nulle part, mais tout le monde savait qu'ils étaient financés par Moscou. À peu près à la même époque, de nouvelles ONG d'origine incertaine s'installent. Celles-ci étaient dirigées depuis la Russie par le Mouvement international eurasien, dirigé par l'idéologue en chef Alexandre Douguine. À cette époque, des camps d'entraînement sont apparus pour apprendre aux militants séparatistes à manier les armes.

Un endoctrinement plus «respectable» de la population locale a eu lieu parallèlement à l'attisation des factions radicales. À Louhansk et à Donetsk, il y avait des tables rondes et des conférences permanentes sur la menace du «fascisme ukrainien», les perspectives de fédéralisation du pays et la protection des russophones. Les médias locaux couvraient activement ces moments. L'Institut russe de la CEI, parrainé par l'État, a joué un rôle important dans l'organisation de ces événements. L'Institut, qui se positionnait comme un groupe de réflexion, travaillait à populariser l'idée que la Russie doit dominer l'espace post-soviétique. Le député de la Douma d'État Konstantin Zatulin dirigeait le groupe, et sa branche ukrainienne était dirigée par le politologue Vladimir Kornilov, le frère du fondateur du Mouvement international du Donbass.

Les autorités ukrainiennes considéraient les activités de l'Institut comme subversives et Zatulin s'est vu interdire à plusieurs reprises d'entrer dans le pays (à partir de 1996), mais sous la pression du Parti des



régions, les interdictions ont toujours été levées. En tout cas, l'expansion idéologique du Kremlin dans le Donbass ne devait pas être stoppée. La Fondation Russkiy Mir, lancée par Poutine, a ouvert un Centre russe à Louhansk en grande pompe, et les Loups de la nuit, un club de motards qui bénéficie de la protection du Kremlin, ont ouvert une branche locale.

En 2009, la « République de Donetsk », ainsi que d'autres organisations pro-russes et des représentants du sud et de l'est de l'Ukraine, ont déclaré la « République fédérale de Donetsk ». En 2012, ils ont commencé à délivrer des passeports de la « République » qui n'existait pas encore et ont ouvert une « ambassade » au siège du Mouvement eurasien, à Moscou.

Les mouvements séparatistes du Donbass, qui ont reçu le soutien de groupes nationalistes d'extrême droite russes, ont semé la terreur parmi la population locale « face à un nationalisme ukrainien » à Kyiv et dans les régions occidentales du pays. Cet endoctrinement idéologique dans le Donbass s'est poursuivi pendant plusieurs années sans presque aucune ingérence des autorités ukrainiennes. Afin de préserver l'intégrité territoriale du pays, Kyiv a toujours recherché un compromis politique avec les élites du Donbass, mais les autorités de Kyiv avaient perdu de vue le fait que le Parti des régions, avec la participation de Moscou, dressait les habitants de différentes régions les uns contre les autres. Et pendant que Kyiv cherchait des points de coopération avec le Donbass, il est révélateur que le parti ultranationaliste ukrainien, Svoboda, soit en fait arrivé au Parlement national sous Viktor Ianoukovitch. Le politologue britannique Taras Kuzio a suggéré que le Parti des régions évitait intentionnellement de s'immiscer dans le battage autour des ultranationalistes ukrainiens, et y contribuait même, de sorte qu'aux

élections présidentielles de 2015, Ianoukovitch apparaîtrait comme une alternative modérée aux « fascistes ». Cependant, en raison du soulèvement d'Euromaïdan en 2013-2014, ces élections n'ont jamais eu lieu – le régime Ianoukovitch s'est effondré et Petro Porochenko est devenu président de l'Ukraine.

Les « régionaux » de Louhansk ont organisé des événements symboliques, tels que des commémorations aux victimes de la « révolution orange » et de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (une formation paramilitaire nationaliste, qui a combattu l'Union soviétique en Ukraine pendant la Seconde Guerre mondiale), qui visaient à intimider les habitants avec la menace de la montée du nationalisme ukrainien. Ces événements et campagnes ont renforcé la perception locale que les « ennemis du Donbass » – les nationalistes ukrainiens occidentaux, les libéraux pro-occidentaux et les « orangistes » à Kyiv, les militants des droits des LGBTQ – se cachaient dans d'autres parties de l'Ukraine, menaçant le mode de vie traditionnel du Donbass et sa nostalgie soviétique. Au début de 2014, le sol sur lequel pousseraient des manifestations séparatistes massives était bien labouré et fertilisé.

L'idée que le Donbass appartenait à la Russie, et l'idée correspondante que ses différends avec l'Ukraine étaient nombreux et insurmontables, ont conduit « l'enfant problème de Moscou et de Kyiv » dans une situation véritablement explosive. Tout ce que Moscou avait à faire était de gratter une allumette allumer la mèche.

L'histoire du séparatisme du Donbass est un exemple frappant de ce que le *soft power* de Poutine peut devenir dans les régions post-soviétiques – une politique de soutien aux mouvements destructeurs qui se nourrissent des antagonismes politiques



internes, rendant les divisions nettes plus nettes et plus dangereuses.

En Ukraine, le Kremlin a mené cette politique avec un maximum de moyens, utilisant la population russophone locale comme instrument d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays voisin. On dit assez souvent que la guerre russo-ukrainienne a commencé bien avant le 24 février 2022, avec l'annexion de la Crimée et l'incursion des troupes russes dans

le Donbass en 2014. En fait, elle a commencé bien avant cela. Depuis la «révolution orange», en 2004, les autorités russes ont délibérément dressé les habitants de diverses régions ukrainiennes les uns contre les autres – et l'affrontement a maintenant pris des proportions massives, avec des conséquences extrêmement sanglantes.

PUBLIÉ PAR **MEDUZA**, 17 FÉVRIER 2023

Traduction Léonie Davidovitch

LES UKRAINIENS DANS LA GUERRE D'ESPAGNE

PATRICK LE TRÉHONDAT¹

Début août 1936, des campagnes de solidarité avec la République espagnole commencent en Ukraine, l'Allemagne et l'Italie commencent à aider les rebelles franquistes fin juillet 1936, et ce n'est qu'en septembre que l'URSS commence à fournir une assistance matérielle et technique à l'Espagne.

Un «Appel aux combattants contre le fascisme en Espagne» du comité central de l'Union de la jeunesse communiste d'Ukraine occidentale (août 1936) appelle à une lutte commune des Ukrainiens et des Espagnols contre la menace du fascisme et du nazisme. Dans les villes et les villages de Galicie, des comités d'aide à la République espagnole et la Société des amis de l'Espagne démocratique sont formés. Cependant, les gouvernements polonais et roumains qui ont déclaré leur neutralité dans la «question espagnole» voient d'un mauvais œil ces mobilisations communistes. En janvier 1937, l'administration de la voïvodie de Galicie reçoit l'ordre de

«faire tous les efforts possibles pour empêcher l'agitation dans la région, ainsi que le départ des Polonais et des Ukrainiens vers l'Espagne». Depuis le début de la guerre civile en Espagne, la Pologne a mis au jour sa loi de 1920, qui interdit aux citoyens polonais (et donc pour partie Ukrainiens) de participer à des organisations militaires étrangères sans l'autorisation du gouvernement sous peine de perdre leur citoyenneté.

Selon Anatoly Morozov², à partir du 18 septembre 1936, des navires transportant de l'aide humanitaire quittent régulièrement Odessa pour l'Espagne. En octobre 1937, le premier groupe de 106 enfants réfugiés espagnols arrive à Kyiv.

Les 37 premiers volontaires ukrainiens qui arrivent en Espagne viennent de France et de Belgique. Il s'agit pour la plupart de mineurs et de métallurgistes,



1. Membre des Brigades éditoriales de solidarité.

2. «участь українців у боротьбі проти фашизму та нацизму напередодні другої світової війни (з досвіду громадянської війни в іспанії 1939–1936- рр» (La participation des Ukrainiens à la lutte contre le fascisme et le nazisme à la veille de la Seconde Guerre mondiale. À partir de l'expérience de la guerre civile en Espagne 1936–1939), 2016, <https://history-ejournal.cdu.edu.ua/index>.

ou d'anciens soldats de l'armée de la République populaire ukrainienne. Un volontaire du Canada, M. O. Yevchuk, écrit dans une lettre à l'*Ukrainian Workers' News* :

Il y a beaucoup d'Ukrainiens parmi nous... de Paris, Saint-Étienne, Lyon, Ostricourt, Lille, Dunkerque. Ce sont de bons soldats, beaucoup d'entre eux ont des postes importants dans l'armée républicaine.

Plus tard, des volontaires de Galicie et de Bucovine, soutenus par le Parti communiste d'Ukraine, franchissent illégalement la frontière, d'où, avec l'aide de communistes tchécoslovaques, ils traversent l'Allemagne et la Suisse pour se rendre en France, puis en Espagne. Il est difficile d'établir le nombre exact d'Ukrainiens qui sont allés en Espagne. Par exemple, en juillet 1937, 21 militants communistes sont partis de Lviv, 40 de Bucovine et plus de 100 de Transcarpathie. L'immigration ukrainienne se mobilise également. Des Ukrainiens du Canada, des États-Unis, d'Argentine, de Cuba et d'autres pays se rendent en Espagne pour défendre la République.

P. Kravchuk pense que plus de 400 Ukrainiens ont quitté le Canada pour l'Espagne; le journal *Ukrainian Workers' News* du 30 juillet 1937 rapporte qu'au moins 500 Ukrainiens combattent dans les brigades; la commission de contrôle du comité central du Parti communiste espagnol a recueilli des données, probablement pour établir des fiches biographiques, sur 366 volontaires ukrainiens.

Une fois en Espagne, les volontaires sont principalement envoyés au quartier général des Brigades internationales, à Albacete. Durant l'été 1936, les Ukrainiens livrent leurs premières batailles près d'Irun et de Tolède. À l'automne 1936, des volontaires d'Ukraine occidentale défendent Madrid.

Le plus souvent, les Ukrainiens se retrouvaient dans des unités formées par les Polonais. Mais

après l'intégration du bataillon Dombrowski en 11^e Brigade internationale, en juin 1937, la première unité proprement ukrainienne est apparue: la compagnie Taras Chevtchenko, du nom du poète ukrainien. La plupart de ses membres étaient membres du Parti communiste d'Ukraine occidentale. Cependant, elle était commandée par le communiste biélorusse S. Tomashevych.



Combattants de l'interbrigade Dombrovsky après la bataille de Guadalajara.



La compagnie Taras Chevtchenko.



En outre, de nombreux volontaires ukrainiens ont servi dans d'autres unités : la compagnie N. Botvin, la compagnie A. Mickiewicz, la compagnie de mitrailleurs L. Varynsky, le bataillon canadien Mackenzie-Papineau, le bataillon T. Masaryk (58 Ukrainiens de Transcarpathie), le bataillon H. Dimitrov (8 Ukrainiens), la batterie B. Hlovatsky (13 Galiciens), la batterie V. Vrublevsky (32 Galiciens), et «plusieurs dizaines d'Ukrainiens de l'armée anarchiste de Nestor Makhno ont également combattu dans le 4^e bataillon de la brigade Dombrowski¹».

Quelques années plus tôt, en 1927, Buenaventura Durruti, figure de l'anarchisme espagnol avait rencontré à Paris Nestor Makhno.

La compagnie Taras Chevtchenko est officiellement née en juillet 1937 lors des combats près de Brunete, subissant des pertes importantes. La deuxième page importante de l'histoire de cette unité est la bataille de Saratoga à la fin du mois d'août 1937. Le courage et la bravoure des Ukrainiens sur le front aragonais sont soulignés par le commissaire italien des Brigades internationales Luigi Longo. À la fin de 1937, la compagnie publie son journal en langue ukrainienne *Borotba* qui est très populaire parmi les soldats. Le journal publie notamment des articles sur le poète ukrainien. Une de plus célèbres plumes du journal est Yuri Velykanovych. Il est né dans une famille d'enseignants dans le village d'Ilnyk (Autriche-Hongrie, aujourd'hui Stryi Raion, près de Lviv, Ukraine) où il a terminé ses études. Étudiant, il adhère au parti communiste d'Ukraine occidentale. À l'été 1936, il rejoint l'Espagne et devient membre de compagnie Taras Chevtchenko. Dans la presse

brigadiste, Velykanovych publie des articles en polonais, en espagnol et en ukrainien sur la vie de Taras Chevtchenko et sur la vie de la compagnie («Taras Chevtchenko», «Les Ukrainiens dans les Brigades internationales», «Taras Chevtchenko sur le front d'Aragon»). Dans les colonnes du journal, il justifie ainsi le choix du nom de la compagnie :

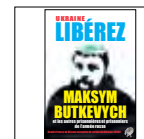
Les Ukrainiens, liant le présent à la lutte héroïque du passé, ont créé une compagnie portant le nom de Taras Chevtchenko. Un prisonnier des casemates tsaristes, un exilé des steppes sauvages, un poète persécuté et haï par les autorités, qui s'élève dans les grands champs d'Espagne.

De sourcilleux commissaires politiques russes auraient pu y voir une déviation «nationaliste ukrainienne» dans cet hymne à la gloire du poète ukrainien. Le 4 septembre 1938, Velykanovych est mortellement blessé lors de la bataille de l'Ebre. Il devient une figure mythique de l'engagement des Ukrainiens dans la guerre d'Espagne. Au centre d'Albacete, un bulletin est également publié en langue ukrainienne, les *Nouvelles de l'Ukraine occidentale*.

En période de calme, la compagnie Chevtchenko organisait des conférences sur l'histoire, faisait connaître aux Espagnols les œuvres de Taras Chevtchenko et la culture ukrainienne.

DES UKRAINIENS VENUS DU CANADA

L'historien Myron Momryk a publié une passionnante recherche sur «Les volontaires ukrainiens du Canada dans les Brigades internationales, Espagne, 1936-1939²». La communauté ukrainienne est particulièrement importante au Canada et une partie est active dans le mouvement ouvrier. Une fraction des



1. Igor Holod, «галичани в іспанії. як рота імені шевченка з фашистами воювала» (Galicien en Espagne : comment la compagnie Chevtchenko s'est battue contre les fascistes), 2011, www.istpravda.com.ua.

2. *Journal of Ukrainian Studies*, n° 1-2, été-hiver 1991.

migrants ukrainiens est membre du Parti communiste canadien. Pendant la guerre civile espagnole, on estime que 1 600 volontaires venus du Canada, dont un nombre important de Canadiens d'origine ukrainienne, ont combattu dans les rangs du bataillon Mackenzie-Papineau et dans plusieurs autres unités. Dans les quelques registres de combattants qui subsistent, 309 noms de famille à consonance ukrainienne ont été identifiés. Sur place, les Ukrainiens forment leur propre section, appelée Kryvonis, du nom d'un chef cosaque légendaire des années 1640. Au Canada, les membres de l'association communiste ukrainienne, l'Association ukrainienne des travailleurs et des agriculteurs (ULFTA), écrivent des lettres aux responsables politiques canadiens pour demander un engagement plus ferme du Canada en faveur de l'Espagne républicaine et fait campagne pour soutenir le bataillon Mackenzie-Papineau. Avant de partir pour l'Espagne, les recrues potentielles étaient envoyées à Toronto où elles étaient interrogées par le Comité d'aide à la démocratie espagnole, qui tentait notamment de démasquer et d'exclure du voyage les militants trotskistes. Les



Les combattants de l'interbrigade Dombrowsky prètent allégeance à la République espagnole.

volontaires ukrainiens étaient répertoriés dans les registres du Comité d'aide à la démocratie espagnole en tant que Polonais, Roumains ou Tchécoslovaques. Pour la traversée de l'Atlantique vers l'Espagne, ils étaient d'abord envoyés à New York accueillis par l'Ukrainian Workers Club dans l'attente d'autres instructions. Puis, ils faisaient la traversée de l'Atlantique en bateau et arrivés au Havre, des autobus les emmenaient à Paris et ensuite vers le sud, où ils traversaient illégalement les Pyrénées. Outre sa participation aux combats, le bataillon a aidé les paysans espagnols à faire les récoltes, réparé les écoles locales et recueilli des fonds pour acheter des manuels et du matériel scolaire. Le bataillon Mackenzie-Papineau a même créé une chorale militaire ukrainienne.

La plupart des volontaires canadiens sont rentrés au Canada en passant par l'Angleterre. Arrivés au Canada, ils sont accueillis par un grand rassemblement le 5 février 1939 à la gare de Toronto. Quelques anciens combattants canadiens ont affirmé avoir tenté de s'enrôler dans les forces armées canadiennes pendant la Seconde Guerre mondiale, mais avoir été rejetés en raison de leur engagement en Espagne. Une association regroupant tous les anciens combattants canadiens de la guerre civile espagnole est créée en septembre 1938. Le Canadien d'origine ukrainienne William Kardash en a été le premier président. Au fil des ans, le groupe a organisé régulièrement des réunions et des rencontres. Dans les années 1950 et au début des années 1960, six anciens combattants sont retournés en Ukraine. Après la mort de Franco, un groupe d'anciens combattants canadiens a organisé un voyage en Espagne en août-septembre 1979 pour revoir leurs anciens champs de bataille. Au cours de ce voyage, un ancien combattant canadien d'origine ukrainienne est tombé malade et est décédé. Il a été enterré en Espagne.

AU CAMP DE GURS

En 1938, les communistes ukrainiens engagés sur le front vivent un drame : le comité exécutif de l'Internationale communiste dissout le Parti communiste d'Ukraine occidentale parce que sa direction serait infestée... d'agents fascistes. En septembre la compagnie ukrainienne livre ses dernières batailles sur le front de l'Aragon. Le 28 octobre, la compagnie défile à Barcelone pour la dernière fois. Espagnols et Catalans leur lancent des fleurs. La plupart des soldats de la compagnie sont retournés en Pologne, où pour la plupart, ils ont été arrêtés et emprisonnés au camp de Bereza Kartuzka en raison de leur participation à la guerre civile en Espagne. D'autres brigadistes ukrainiens se retrouvent au camp du Gurs et exigent leur rapatriement en Pologne ou en URSS. Léon Moussinac, interné à Gurs du 24 juin au 26 octobre 1940, se souvient dans ses Mémoires des « pipes taillées dans divers bois par les Ukrainiens¹ ».

AUX CÔTÉS DES FRANQUISTES

Quelques Ukrainiens se sont engagés, par conviction idéologique, du côté franquiste. Leur nombre est difficile à établir. L'un d'entre eux a expliqué plus tard au sujet de ces combattants :

Il convient de noter que certains d'entre eux étaient des Ukrainiens, mais les Espagnols enregistraient habituellement les personnes originaires de nos terres, quelle que soit leur nationalité, comme «Ruso».

Parmi eux, par exemple, le lieutenant M. Shynkarenko, le sergent Dvoichenko, les soldats Kutsenko et A. Yaremchuk, tous anciens soldats de

l'Armée blanche. L'un des premiers à offrir ses services aux franquistes en octobre 1936 est V. Belinsky, un lieutenant de réserve de l'armée nationale ukrainienne. V. Marchenko de la région de Podolie, ancien pilote d'hydravion, est devenu lieutenant dans l'aviation nationaliste et a servi avec Ramón Franco, le frère du futur dictateur espagnol. Selon diverses sources, une douzaine d'officiers de l'armée de l'UPR ont combattu aux côtés de Franco et ont insisté pour être enregistrés comme Ukrainiens. Certains resteront en Espagne après la victoire de Franco. L'adjudant Konstantin Goncharenko a poursuivi son combat anticommuniste sur le front russe pendant la Seconde Guerre mondiale dans les rangs de la division Azul espagnole, la 250^e division d'infanterie de la Wehrmacht, composée de volontaires espagnols². Il y est tué le 21 mars 1942. Plus chanceux, Mykola Shynkarenko, qui a été blessé six fois dans les rangs des troupes franquistes, percevra après la défaite de la République une pension en tant qu'officier de l'armée espagnole. Il s'installe à San Sebastián, où il vit jusqu'à sa mort en 1968.

AUJOURD'HUI

En 1982, une statue à la mémoire de Yuri Velykanovych, le rédacteur de *Borotba*, a été érigée à Lviv ; réalisée par le sculpteur Teodosia Bryzh, mais la tête a été décapitée en 2015. Le monument a été ensuite restauré. Cependant, dans la nuit du 2 décembre 2017, des membres du groupe néonazi C14 ont jeté la sculpture au sol et graphité le slogan « À bas les communistes ! ». L'histoire de compagnie Taras Chevtchenko a fait l'objet d'un téléfilm réalisé par V. Kolodnyi en 1989.



1. Léon Moussinac, *Le radeau de la méduse*, Paris. Hier et Aujourd'hui, 1945.

2. Lubomyr Kalinet, «Українські сліди в Іспанії» (Traces ukrainiennes en Espagne), 2017, <https://varianty.lviv.ua>.

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

À MARIOUPOL OCCUPÉ, LES CHAUFFEURS DE BUS SONT EN GRÈVE

Le 6 mars, les chauffeurs de bus se sont mis en grève à Marioupol occupée par les forces russes en raison du non-paiement des salaires. Il n'y a pas non plus de carburant diesel dans la ville pour ravitailler les transports en commun. Cette information a été donnée par Petro Andriushchenko, conseiller du maire de Marioupol. «À Marioupol, la grève des chauffeurs pour non-paiement des salaires a coïncidé

avec un manque presque total de carburant diesel pour le fonctionnement des bus. Et il n'y a pas de carburant diesel car tout ce qui restait a été remis aux occupants militaires. Par conséquent, même si les chauffeurs sont calmés, les bus ne pourront pas rouler», indique son message.

PUBLIÉ PAR [CENSOR.NET](https://censor.net), 6 MARS 2023

LES ÉTUDIANTS UKRAINIENS DOIVENT AVOIR LE DROIT À L'ÉDUCATION MÊME EN TEMPS DE GUERRE

INTERVIEW DE ARTEM KLEPACH¹

Depuis le début de la guerre et la loi martiale, les étudiants qui font leurs études à l'étranger ne peuvent plus retourner en Ukraine car ils risquent ne pas pouvoir sortir du pays pour reprendre leurs études. D'autres qui étudiaient ne peuvent plus sortir d'Ukraine pour se rendre dans leur université à l'étranger. Le mouvement Students UA a été fondé pour protester contre cette situation.

Le mouvement Students UA a fait couler beaucoup d'encre au cours des derniers mois et a suscité à la fois le soutien et la condamnation du public. Souvent, ceux qui critiquent votre initiative ne comprennent pas bien le contexte du problème et les revendications. Veuillez nous dire comment votre mouvement a commencé, quels sont

ses objectifs et pourquoi vous pensez que cette question est pertinente aujourd'hui.

Aujourd'hui, le problème du franchissement de la frontière de l'Ukraine par les étudiants des universités étrangères est l'une des questions les plus aiguës dans le domaine du droit de sortie pendant la loi martiale. Il a été largement médiatisé parmi les citoyens ukrainiens. Tout d'abord, nous tenons à remercier tous ceux qui soutiennent les étudiants et tous ceux qui contribuent à la résolution de ce problème. En effet, il y a une certaine partie des citoyens qui ne comprennent pas le fond de cette injustice qui est inacceptable, irrationnelle dans tous les sens et artificielle, et qui, malheureusement, nuit à la fois aux étudiants ukrainiens et à certains secteurs de l'État. Nous voulons dire que l'interdiction a entraîné de nombreuses conséquences négatives, qui ont été discutées dans des articles, des blogs et des rapports.

1. Membre du mouvement Students UA. Propos recueillis par Maksym Shumakov membre du syndicat étudiant Pryama diya (Action directe). (Voir [Solidarité avec l'Ukraine résistante](#), n° 16.)

La première chose que nous voudrions demander à ces citoyens est de ne pas assimiler les vrais étudiants aux personnes qui tentent de traverser la frontière illégalement ou dans un autre but. Le seul objectif du passage de la frontière par les étudiants est d'étudier dans un établissement d'enseignement supérieur. Les étudiants n'ont pas d'autre but. Il est important de le comprendre. Notre demande et notre exigence envers l'État sont d'assurer la protection des droits des étudiants qui ont été injustement privés de ces droits.

En ce qui concerne la dernière partie de votre question, à savoir quand notre mouvement a commencé: il a été créé par un groupe d'initiative dont les membres ont participé à l'enregistrement d'un message vidéo dans le parc Taras Chevtchenko à Kyiv. Cependant, le problème qui est directement lié à notre initiative existait déjà auparavant. Depuis août 2022, les étudiants ont des problèmes pour traverser la frontière, et en septembre 2022, ce droit leur a été totalement retiré. Les étudiants ont été contraints de s'organiser sous diverses formes pour exiger des autorités qu'elles résolvent le problème.



Vous publiez beaucoup de matériel sur le site web de l'UA des étudiants et gérez systématiquement les médias sociaux. Les initiatives locales ne parviennent pas souvent à organiser leur travail de manière aussi professionnelle. Pouvez-vous partager votre expérience en matière d'organisation? Comment vous vous distribuez les responsabilités et comment communiquez-vous? Recevez-vous des dons de sympathisants pour poursuivre votre travail?

Oui, nous sommes présents sur les réseaux sociaux par lesquels nous communiquons avec les étudiants et les autres citoyens ukrainiens qui les soutiennent. Cette communication nous aide à sensibiliser le public à cette question et à attirer

son attention. Nous pensons que la voix des citoyens ukrainiens, qui peut influencer certaines décisions des autorités, est extrêmement importante. Students UA est l'un des mouvements d'initiative étudiante les plus puissants et les plus durables, la communication est donc un aspect particulier de notre travail. Par conséquent, en tant que communauté, nous sommes en contact avec des représentants des médias et des journalistes, des membres du Parlement ukrainien, des fonctionnaires du conseil municipal, des représentants d'associations d'étudiants, des avocats, des militants des droits humains et des juristes. En outre, nous avons soulevé la question des problèmes des étudiants, notamment auprès du gouvernement ukrainien. Dans ce cas, la communication s'effectue en s'adressant aux fonctionnaires et en recevant des réponses de leur part. Il convient de noter que Students UA est un mouvement étudiant indépendant basé sur des initiatives volontaires. Chaque membre fait ce qu'il fait de mieux. Quant à la collecte de fonds: tout d'abord, nous tenons à rappeler que nous sommes un mouvement à but non lucratif, et non commercial. Nous avons collecté des fonds pour l'impression d'affiches de l'appel et ce une seule fois et uniquement auprès des étudiants. Il s'agissait du montant minimum de 500 hryvnias, que nous avons réuni en quelques minutes. Aucune autre collecte, aucun autre don ou financement n'a jamais été effectué.

Parlez-nous de vos plus grandes victoires et défaites. À votre avis, quels sont les principaux obstacles qui empêchent actuellement Students UA d'atteindre ses objectifs?

Il n'y a pas de victoires ou de défaites. Les étudiants se battent pour défendre leur droit légal à

l'éducation. Comme je l'ai dit précédemment, le seul objectif est d'avoir accès à l'éducation par le biais de demandes et d'exigences clairement formulées à l'État pour protéger les droits des étudiants. Pour nous, chaque étudiant et chaque citoyen qui contribue à résoudre le problème de la traversée des frontières par les étudiants est une avancée. L'équité, la bonne foi et la rationalité sont les clés dans cette affaire.

Notre position est très claire: si nous voulons suivre la voie européenne, aspirer à l'État de droit, à l'égalité entre les citoyens, au respect des lois et de la Constitution ukrainienne, au respect des droits humains fondamentaux tels qu'ils sont définis dans les conventions internationales, alors les étudiants doivent avoir le droit à l'éducation même en temps de guerre, et l'interdiction [de franchir des frontières] est un exemple de mépris de ces droits.

Nous pensons que le principal obstacle à la résolution de notre problème commun est le manque de volonté des autorités et, en outre, le mépris direct des étudiants et le manque de communication sur cette question.

Les mouvements de protestation étudiants, qui rassemblent, s'appuient généralement sur la solidarité entre les étudiants de différentes universités pour augmenter le nombre de leurs membres. Ce réseau de solidarité est souvent créé avec l'aide des organisations étudiantes, des syndicats, etc. Avez-vous essayé d'impliquer les organisations étudiantes dans vos revendications, et si non, pourquoi?

Beaucoup d'ONG sont impliquées dans la résolution de ce problème, mais malheureusement, nous devons dire que les autorités continuent à ignorer le problème. Parmi ces organisations figurent l'Union européenne des étudiants (ESU) et l'Association ukrainienne des étudiants (UAS), ainsi que le Conseil

des étudiants des établissements d'enseignement supérieur slovaques (ŠRVŠ). Nous vous sommes particulièrement reconnaissants à vous, Action directe (Pryama diya). En outre, à notre demande, la Fondation ukrainienne des avocats indépendants (UILF) a récemment envoyé un appel au président de l'Ukraine. Le Centre pour les libertés civiles (CCL) – première organisation ukrainienne à avoir reçu le prix Nobel de la paix 2022 – a également fait savoir qu'il n'était pas favorable aux restrictions imposées au passage des frontières pour les étudiants.

Toutes ces organisations ont déjà apporté leur



contribution très importante et substantielle pour la résolution du problème des étudiants. Nous continuons à appeler toutes les autres organisations de la société civile à se laisser guider par les principes d'humanité, de justice et de démocratie dans leur soutien aux étudiants.

Quels sont vos projets pour la suite de l'action? Selon vous, une manifestation réclamant l'accès au passage de la frontière pour les étudiants des universités étrangères peut-elle être efficace dans les conditions actuelles de l'Ukraine?



Nous pensons qu'il n'y a qu'une seule façon de résoudre ce problème - la diplomatie, la détermination du gouvernement et des autorités ukrainiennes à reconnaître ce problème. Nous agissons dans le cadre des lois et de la Constitution de l'Ukraine. Nous ne faisons rien qui puisse nuire à notre pays. Nous sommes contre tout rassemblement illégal, toute violation des frontières et toute autre demande illégale adressée aux autorités par de faux étudiants. Par conséquent, je le répète une fois de plus : n'assimilez pas les vrais étudiants à eux.

Nous tenons à vous rappeler que les étudiants ont déjà enregistré des centaines de messages vidéo, et que les médias ont déjà fait des dizaines de reportages sur eux. Nous pensons qu'il faut une consolidation encore plus grande de la société ukrainienne et donc une publicité encore plus grande pour ce problème



injustifié. Oui, le moyen le plus efficace de résoudre ce problème est de continuer ce qui se fait actuellement. Dans le même temps, nous exhortons tous les citoyens ukrainiens à ne pas être indifférents au problème des étudiants ukrainiens. Nous demandons aux journalistes d'accorder plus d'attention à cette crise et d'écrire des articles, des blogs et de couvrir l'actualité à ce sujet. Nous demandons aux organisations de défense des droits de l'homme d'écrire des lettres de soutien aux étudiants ukrainiens. Nous demandons aux députés d'élaborer des projets de loi et des résolutions visant à garantir les droits des étudiants de l'enseignement supérieur. Les étudiants sont l'avenir immédiat du développement de notre pays.

22 FÉVRIER 2023

Traduction Patrick Le Tréhondat

BÉLARUS

LE PRIX NOBEL DE LA PAIX 2022 CONDAMNÉ À DIX ANS DE PRISON

DÉCLARATION CENTRE DE DÉFENSE DES DROITS MEMORIAL

Le 5 mars 2023, un tribunal de Minsk a condamné nos camarades et collègues bélarusses, membres de l'organisation de défense des droits humains «Viasna» : Ales Bialiatski, colauréat du prix Nobel de la paix 2022, Valiantsin Stefanovich et Uladzimir Labkovich. Ils ont été reconnus coupables de «contrebande en bande organisée» (alinéa 4 de l'article 228 du Code pénal) et de «financement d'actions de

groupe portant gravement atteinte l'ordre public» (alinéa 2 de l'article 342 du Code pénal).

Cette condamnation, ainsi que les poursuites pénales engagées à l'encontre de Bialiatski, Stefanovich et Labkovich, constituent des représailles flagrantes et illégales pour leurs activités en faveur des droits humains sur fond de campagne de terreur contre la société civile et l'ensemble du peuple bélarusse, lancée par le régime dictatorial en août 2020, après les élections perdues par Loukachenko.

Les autorités ont considéré que le paiement d'amendes infligées aux manifestants, des colis de nourriture pour les lieux de détention (que les autorités obligent les prisonniers à payer eux-mêmes) et les honoraires d'avocats qui ont défendu les manifestants constituaient un « financement d'actions collectives portant gravement atteinte à l'ordre public ». La poursuite pénale de ces activités humanitaires et de défense des droits humains est illégale en soi, car elle viole non seulement les normes écrites, mais aussi les principes fondamentaux de la moralité.

Ont été assimilées à de la « contrebande » diverses dépenses liées aux activités de défense des droits humains en Lituanie et au Bélarus de 2016 à 2021. Ces dépenses et mouvements de fonds à travers la frontière du Bélarus, combinées sans aucun sens ni justification dans l'acte d'accusation ne constituent en rien une violation des lois lituaniennes ou biélorusses.

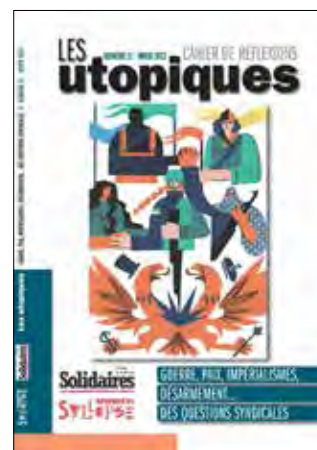
Au cours de l'enquête judiciaire, il s'est avéré qu'il n'y avait aucune preuve que les membres de Viasna étaient personnellement impliqués dans les dépenses et, en général, dans les actions constituant, selon les autorités, les éléments des deux crimes. Cela n'a pas empêché le « tribunal » de Minsk de déclarer les défenseurs des droits humains coupables et de condamner à Ales Bialiatski à dix ans de prison, Valiantsin Stefanovich à neuf ans et Uladzimir Labkovich à sept.

Nous exigeons la libération d'Ales Bialiatski, Valiantsin Stefanovich et Uladzimir Labkovich !

Nous leur exprimons notre soutien et notre solidarité.

Liberté pour les prisonniers politiques !

<https://memorial-france.org/verdict-dans-laffaire-viasna-minsk-7-a-10-ans-de-prison/>



BOÎTES ALERTES

La solidarité ne se construit pas seulement sur des idées politiques. Elle se nourrit de contacts directs sur le terrain, d'expériences partagées. La force du cinéma nous projette dans une vision intime de la société ukrainienne.



La récupération de la signalisation passée par un créateur. Ce documentaire nous fait découvrir la création d'un syndicat dédié aux brèves de chaufferies en fin de vie.

- Interview disponible sur YouTube

EVGE

En terre de Crimée du Marianne Affix, 2018, 36' Un road movie qui évoque la distorsion des frontières de Crimée. Les corps d'un jeune homme en route vers cette péninsule qu'il se fait accueillir. Un film qui mêle les langues, les identités, les générations.

- Interview disponible sur YouTube

Wier nide de Roman Iuliy, 2021, 68' Un voyageur s'immisce sur la ligne de front à travers les voix personnelles de soldats ukrainiens. Un monde banni dans les foyers sortis déformés de ces zones conflictuelles nous sommes habitués. Le comportement est différent, les relations se dégradent différemment et l'humour prend des notes différentes. Les héros ne réinventent et s'adaptent, se répandent et pleurent. Ayant toujours l'impression que l'engagement peut prendre fin à tout moment.

La vision du papillon de Maksym Hutsenko, 2022, 107' Lila, femme isolée, revient de captivité après un échange de prisonniers dans le Donbass. Les ombres de la torture et du viol résonnent au cœur de ses pensées. Elle voit d'un autre regard le milieu habituel (l'endroit) d'où elle a été libérée. Un film tourné qui laisse l'espace humain à partir du regard des drames. Les nouvelles captivités matérialisent dans le ciel de l'Ukraine.

- Interview disponible sur YouTube

La cacophonie du Donbass d'Igor Miniev, 2018, 62' Une plongée dans l'histoire

des maréurs du Donbass depuis 1920. Un documentaire basé sur un travail extraordinaire dans les archives onomastographiques.

BUTYRKIN

La cacophonie du Donbass

CULTURE EN RÉSISTANCE

ARIANE MNOUCHKINE¹

Comment aider l'Ukraine ou l'Europe à gagner la guerre culturelle que leur livre la Russie? Telle est semble-t-il la question à laquelle nous sommes quelques-uns à devoir répondre ce soir, au nom de tant d'autres. Et non pas celle à laquelle, par erreur, je pensais répondre en écrivant ce petit message et qui était, croyais-je, comment aider les artistes à gagner cette guerre culturelle.

Tant mieux. Je suis toujours un peu gênée quand il s'agit pour des artistes de manifester leur solidarité envers les artistes, et seulement envers les artistes, comme si nous revendiquions un régime spécial de la fraternité. Et puis cette solidarité artistique, comment l'exprimer tandis que les soldats ukrainiens, musiciens ou pas, sont saignés par milliers sur les champs de bataille. Tandis que les femmes ukrainiennes, danseuses ou pas, se voient violées ou ravir leurs enfants. Que des citoyens, metteurs en scène ou pas, et leurs familles, choristes ou pas, continuent de brûler dans les étages d'immeubles, sciemment frappés par les bombes de cette bande de crapules scélérates et mafieuses qui martyrisent l'Ukraine et qui dans la foulée, et pour des générations à venir, condamnent la Russie à la honte, et désignent son peuple à la haine des pays démocratiques, et au moins informés, c'est-à-dire la moitié du monde.

Comment donc, nous, artistes et intellectuels français, pouvons-nous mieux aider l'Europe et l'Ukraine à gagner cette guerre culturelle qu'en tentant avant

tout de dénoncer chez nous, et donc par résonance ailleurs, les mensonges délirants ou les délires mensongers sur lesquels les dirigeants russes fondent la justification inique de leurs inconsciences successives?

Aider l'Ukraine et l'Europe, c'est d'abord et sans aucune indulgence ou tolérance corporatiste, s'opposer à ceux qui parmi nous, jeunes artistes ou vieux intellectuels, certains très vieux même qui, du haut de leur cent années de vie et donc de sagesse supposément accumulée, répandent un déluge de grossières contrevérités historiques, véhiculées contre toute raison par des idéologies désastreuses, idéologies pourtant si violemment discréditées depuis si longtemps, par tant de souffrance, de sang versé, de bagnes, de morts, de tortures, de hurlements étouffés depuis des siècles. L'antiaméricanisme pavlovien ne peut plus nous conduire à nier, ou pire encore, à justifier la barbarie qui tente obstinément de spolier et d'effacer un peuple et sa mémoire. Même indéniables, même impardonnables, nos propres ignominies colonialistes passées ne valent pas absolution des horreurs ethnico-impérialistes russes présentes. Cela va sans dire, pour beaucoup, mais visiblement pas pour tous.

Voilà pourquoi je pense que notre aide à l'Ukraine passe d'abord et avant tout par une farouche résistance à tous ceux qui nous expliquent que la raison et l'amour de la paix devraient nous conseiller d'abrèger les souffrances de la victime en cessant de nous opposer militairement aux efforts monstrueux que fait son bourreau pour la déchiqueter.

Pour gagner cette guerre culturelle que nous livre la Russie, il faut d'abord gagner la guerre, tout court. Que ça nous plaise, ou non.

Propos transcrits par Isabelle Favre, [Les Humanités](#)



1. Verbatim de son intervention lors du Forum Europe-Ukraine du 24 février 2023.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

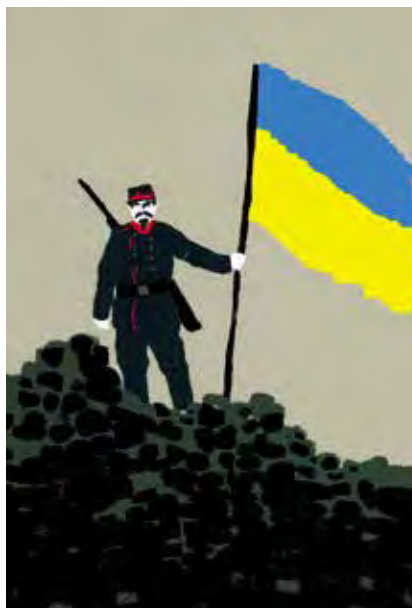
Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : «Crosse en l'air».